

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

## LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1<sup>o</sup> Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2<sup>o</sup> Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3<sup>o</sup> Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4<sup>o</sup> Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5<sup>o</sup> Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Maguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul, Vertheil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye (France); Bedrit Péyani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon) (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Pissner, Henry Guillebeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolunghe (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard, Ragaz, Emmanuel Duviillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Olftramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovich (Yougoslavie).

### Mario Bergamo

Mario Bergamo est né à Montebelluna en 1892. Il fit ses études secondaires à Treviso, et ses études de droit à l'Université de Bologne. Avec son frère Guido, député de la Vénétie, il fut un des plus actifs animateurs du mouvement républicain en Italie.



En 1925, il fut élu Secrétaire Politique du Parti Républicain Italien. Avocat à la Cour d'Appel et député républicain de la Romagne au Parlement italien. Il fut particulièrement persécuté par la haine et la violence des fascistes. Il fut, presque seul, le défenseur intrépide des camarades héroïques de Molinella, jusqu'au jour où, cherché par la police et les fascistes après le dernier attentat contre Mussolini, il dut prendre la voie de l'exil, pour continuer hors de l'Italie sa lutte énergique contre le fascisme.

Parmi les non-balkaniques, sont relativement peu nombreux ceux qui sont à même d'envisager à fond la question balkanique: je ne me vois pas de ce nombre, et la grande majorité dont je fais partie, si elle n'atténue pas ma culpabilité, n'atténue pas davantage mon regret. Il se trouve que la gravité de la situation balkanique consiste précisément en ce fait qui nous explique aussi l'ignorance de la plupart des politiciens vis-à-vis du grand problème: sa complexité. Enchevêtrement de nationalités, enchevêtrement de causes, d'effets, de relations, de corrélations; presque d'histoires, et même — il faut le dire — de nécessités.

Cependant, c'est un devoir de conscience pour celui qui, même un peu, veut s'occuper de questions générales internationales, d'être fixé, au moins d'une façon synthétique, sur le problème balkanique et sa solution.

Je n'ai pas l'habitude de jurer in verbo magistri, quoique reconnaissant que même en politique, il est quelquefois nécessaire, tout comme dans la science, de consolider découvertes et principes. Italien et républicain, je ne peux d'ailleurs oublier les visions et les prévisions de G. Mazzini, et ne pas m'éclairer d'elles. J'ajouterai que le problème génériquement dit slave, après la parole et les écrits de Mazzini ne fut jamais complètement inconnu même chez le plus humble de nos milieux républicains: «Unissez-vous; confédérez-vous. Voilà le langage — écrivait Mazzini au milieu du siècle passé — que l'Italie devrait parler à ces peuples-là. L'Italie républicaine le parlerait. L'Italie monarchique ne le parlera jamais.»

Les Balkans n'auront de salut que par leur union, ce qui serait une source et une garantie de salut pour l'Europe entière, étant donné que d'un point de vue supérieur l'on ne pourrait dire si une puissante unité pacifique constituerait une aide moindre à l'Europe qu'aux Balkaniques eux-mêmes.

Quelles sont les causes de l'état de choses actuel et presque chronique dans les Balkans? Géographiques? ethniques? historiques à proprement parler? ou dues aux faits des diers que des balkaniques eux-mêmes? Quoiqu'il en soit, ce qui est certain, c'est que la loi dite romaine, du divide et impera fut la loi de l'Europe vis-à-vis des Balkans, et la loi des Balkans vis-à-vis d'eux-mêmes. Le commandement politique et social nous impose pourtant une loi tout à fait opposée, celle de l'union dont G. Mazzini et K. Marx ont été, dans le monde moderne, les pionniers les plus grands, et c'est là un commandement de nécessité pour les peuples de la péninsule sud-orientale. C'est le commandement que l'intuition du problème nous décèle.

c'est celui aussi auquel aboutit une analyse minutieuse du problème. Le commandement, enfin, où la méthode même la plus positive ne pourrait ne pas conduire, ne fût-ce que par une voie d'exclusion. Quel que soit le critérium, ou l'ensembles des critères dont on se réclame (historique, géographique, ethnique etc.) et même dans le cas où l'on s'inspirerait d'une vision d'un monde idéal et éloigné dans l'avenir, la solution du problème est toujours: la Fédération. Il s'agit d'un de ces problèmes qui ne paraissent pas résolubles en eux-mêmes: il faut ou bien l'éluider en le déplaçant (ce sont les diplomates qu'y ont pourvu jusqu'au présent) ou bien le surpasser. Ce serait donc, si j'ose dire, le déplacer et non le résoudre, que de chercher de nouvelles divisions territoriales, suivant l'un ou l'autre des divers critères: expérience et raison en témoignent suffisamment.

Toute nouvelle division une fois rejetée, il ne nous reste plus que la communion. Même une fédération ne comprenant pas tous les Etats, mais instituée et gardée comme un véritable acheminement, serait déjà une garantie et une promesse pour l'avenir.

Voilà la règle. Mais où donc la procédure, pour ainsi dire, pour l'appliquer? Nous voici au problème du problème: problème très grave, mais superbe, et très digne de notre siècle. Aussi longtemps que dans le monde nous n'aurons pas une solidarité internationale un peu plus forte qu'à présent (il importe beaucoup d'espérer dans le développement de la conscience civique et de classe: socialisme et républicanisme en seront les moyens fondamentaux, pour ne pas dire exclusifs) je crois de ma part en cette loi morale qui aujourd'hui est encore une loi de nécessité: tout comme les exploités, les serfs, les Balkaniques ne seront libérés que par eux-mêmes.

Il faut donc développer la conscience de ce problème, et l'imposer à l'Europe, moyennant une énergie et une infatigabilité sans pareil.

La solution actuelle de la question de la malheureuse et tripartite Macédoine — un peuple si notoirement fort et bon — non seulement n'est pas conforme aux principes de la justice et de la liberté, mais constitue peut-être le détail balkanique le plus caractéristique et le plus symptomatique. Considère-t-on la solution actuelle macédoienne suivant le critérium historique ou géographique ou ethnique, ou sous un point de vue quelconque: quel jugement désespérant faudrait-il en tirer pour la justice, pour la liberté et pour la paix!

Sous la réaction balkanique actuelle, les droits des minorités ethniques non seulement ne sont pas suffisamment respectés et garantis (c'est là l'opinion générale européenne) mais ils ne le seront jamais, et cela pour des raisons objectives, aussi longtemps que l'on maintiendra le statu quo. En conséquence de ces mêmes raisons, c'est-à-dire en vertu de la «contradiction qui ne consent pas», il serait naïf et absurde que de garder l'espoir dans la possibilité d'une fédération sous les régimes actuels. Il s'agit de régimes politiques et sociaux qui, en grande partie, sont des produits de l'oppression des maisons régnantes et des classes privilégiées, ou de la politique habituelle de l'Europe; mais ces régimes sont aussi, hélas, la conséquence du degré de

développement atteint jusqu'à présent par certaines populations.

Ce que nous appelons chez nous la mentalité balkanique est sans doute la grande ennemie, mais elle est encore mieux la résultante de tout le complexe des autres causes, que leur cause même.

Il faut se libérer des rois — car les peuples et les rois ont fatalement (et cela d'une manière frappante dans les Balkans) leurs camps opposés — et créer ou raffermir les organisations politiques républicaines envisagées comme une école de civisme et comme une palestra de liberté et d'autonomie individuelle et collective.

Il faut créer ou raffermir les organisations syndicales, tranchées de défense et d'attaque contre les classes et les castes qui, spécialement dans et par les régimes actuels, entretiennent leurs moyens de défense et leur force d'attaque.

Il faut surveiller les «gardiens», c'est-à-dire les Etats de l'Europe occidentale, et s'en libérer.

Il faut qu'à la propagande à l'intérieur puisse correspondre une propagande à l'étranger, de sorte que l'étranger aussi ait conscience du problème. C'est dans ce but qu'il faudrait une allure, une envergure européenne à l'organisation politique et à l'agitation de culture. Pourquoi les amis de la «Fédération Balkanique» ne prendraient-ils pas, avec nous, l'initiative d'une Internationale Républicaine, ou n'en aideraient-ils pas la création? Notre Europe est presque entièrement un peu «balkanisée»: l'action d'une Internationale Républicaine (flamboyant et stimulant à son tour toute force et toute association internationale ou éprise d'internationalisme) résolue à répandre et défendre les principes républicains universels, politiques ou sociaux, devrait se révéler propice au plus haut degré à la propagande de la Fédération Balkanique. Nous autres Italiens connaissons aujourd'hui peut-être mieux que personne les difficultés s'opposant à une certaine propagande et à une certaine action, et que maintes fois ce sont les conditions pour l'action qui sont le plus difficile à déterminer. Devrions-nous donc y renoncer, ou bien espérer en le cours paresseux, indifférent et aveugle des choses, ou en la providence divine? Non, certainement: il faut, au contraire, s'armer d'une grande idée, et nourrir l'esprit par une volonté d'initiative. Toutefois, même l'oeuvre d'une révolution dans les Balkans n'atteindrait pas son but si elle aussi ne résultait pas d'un concert entre les meilleures et les plus grandes forces des peuples balkaniques. Tous les chemins de la réaction aujourd'hui mènent — en passant par Londres ou par d'autres capitales — à Rome: tous les chemins du Risorgimento balkanique ont leur départ d'une idée et aboutissent à un point: l'Union balkanique. L'oeuvre est grande, et celui qui s'adonne à elle montre ainsi combien d'intellect du futur est en lui: oeuvre difficile, mais digne de notre époque et de l'avenir commun.

Je crois que les meilleurs militants du républicanisme et du socialisme italien seraient heureux d'y collaborer dès à présent: du reste, la lutte qu'ils mènent contre le fascisme est, implicitement mais consciemment, une lutte en faveur de l'unité balkanique et de son immanquable avenir!

In hoc signo vinces!

Mario Bergamo

## La Petite Entente et les intrigues fascistes

La conférence ordinaire de la Petite Entente était prévue pour le 15 mai: elle a été renvoyée à la fin de juin, par accord des trois gouvernements intéressés. C'est-à-dire qu'elle suivra la session de Genève au lieu de la précéder. Les raisons de cette décision dilatoire n'ont pas été publiées, et l'on ne peut à leur sujet qu'émettre des hypothèses.

Le Conseil de Genève, où, cette-fois, les représentants des grandes puissances ne seront pas des personnages de premier plan, doit statuer sur des questions qui concernent la Yougoslavie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Il y a celle des optants hongrois de Transylvanie, il y a surtout celle des mitrailleuses de St. Gotthard, et l'on se souvient que les trois cabinets de Prague, de Belgrade et de Bucarest, ce dernier non sans quelque retard, avaient saisi le secrétariat-général de Genève d'une plainte contre le réarmement hongrois. Il eût donc paru naturel que la Petite-Entente tint sa conférence normale pour permettre aux trois chancelleries de se concerter. Cette réunion eût d'autant moins surpris que la date en avait été fixée assez longtemps à l'avance.

On est donc tenté de se demander si l'ajournement de la conférence attendue n'est pas imputable à un refroidisse-

ment des rapports entre les puissances qui devaient y participer. Et ce refroidissement pourrait s'expliquer d'un côté par les tractations qui ont eu lieu depuis l'an dernier entre Rome et Belgrade, et, de l'autre, par les projets nouveaux qu'on attribue à M. Benès, l'animateur ordinaire de l'Europe Danubienne.

Le rapprochement entre l'Italie et la Roumanie est manifeste. Lorsque, pour l'interpréter, on rappelle que les deux pays ont une histoire analogue, qu'ils ont eu dans la guerre mondiale des attitudes semblables, on est loin d'épuiser le sujet. Avant que M. Mussolini s'emparât du pouvoir, ces précédents existaient déjà. M. Mussolini, pendant les premières années de sa dictature, n'a pas fait grand cas de ces précédents. Pour qu'il accomplît des démarches auprès de la Roumanie — nous remontons au ministère du général Averesco — il a fallu qu'il abordât la grande politique impérialiste, qu'il se préoccupât de sa pénétration dans les Balkans, et que son conflit avec la Yougoslavie entrât dans la phase de gravité. Il a continué avec les cabinets libéraux, Jean Bratiano d'abord, Ventila Bratiano ensuite, les pourparlers qu'il avait engagés avec Averesco, et ainsi s'est scellé un pacte d'amitié, qu'on peut même dénommer un pacte d'alliance, car il est évident que le duc e n'aurait pas, après tant d'années, reconnu l'incorporation de

la Bessarabie à la Roumanie s'il n'avait pas obtenu des promesses sérieuses en échange.

Ce traité, quelle qu'en soit la formule, devait avoir pour effet d'affaiblir la Petite Entente. Il le devait d'autant plus qu'il a coïncidé avec un rapprochement italo-hongrois. En d'autres temps, le cabinet de Bucarest aurait pris ombrage d'une telle initiative, qu'elle vint de Rome ou de Budapest. Or, il n'a marqué aucun sentiment d'inquiétude ou de mécontentement. On peut inférer de là que M. Mussolini le tenait au courant de ses tractations avec le comte Bethlen, et même encore que la pointe des pactes conclus ou à conclure était tournée non contre Bucarest, mais contre Belgrade ou Prague. La Petite Entente, qui avait, à l'origine, pour objectif de défendre la situation créée par les actes de Versailles, de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly, et peut-être aussi de faire équilibre à la puissance d'une Italie agrandie et qui tendrait à la fois vers le Danube et vers les Balkans, ne conservait plus la même énergie.

Voilà un premier point et qui semble incontestable. De tous les pactes latéraux que les gouvernements de cette combinaison tripartite ont pu négocier, celui qui a pris corps entre la Roumanie et l'Italie était le plus grave pour la vitalité même de cette combinaison, puisqu'il menaçait un des Etats qui y avaient adhéré.

Là-dessus se greffe le projet qu'on a attribué à M. Benès, et qui pourrait modifier du tout au tout la situation dans l'Europe Centrale et Sud-Orientale.

Est-ce parce que M. Benès, l'inventeur, le constructeur de la Petite-Entente, perçoit les craquements de cette dernière et en entrevoit la fin prochaine? Est-ce pour tout autre motif? Il envisage maintenant la formation d'une vaste fédération douanière qui embrasserait l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Sans doute on dira que cette fédération permettrait à la Tchécoslovaquie, cette Suisse du quadrilatère, de sortir de sa pénible condition économique, puisqu'elle s'assurerait à la fois un débouché vers l'Orient et une issue sur la mer du Nord; sans doute on ajoutera que M. Benès vise à écarter l'Anschluss, le rattachement de l'Autriche au Reich, en préparant un groupement plus ample. Mais il n'en demeure pas moins qu'il se détourne de l'Europe du Sud pour regarder vers l'Europe du Centre, et que, par suite, la Petite Entente, son oeuvre d'antan, n'occupe plus la première place dans sa pensée.

Si la Petite-Entente est regardée comme caduque par deux de ses éléments constitutifs sur trois, elle perd les raisons de subsister. Même si l'on estime que le plan actuel de M. Benès n'est qu'une riposte aux intrigues du fascisme dans les Balkans, ces intrigues auront joué un rôle décisif dans la plus récente transformation de l'Europe. Et les effets de cette évolution se marqueront peu à peu pour la région Balkanique.

Paul Louis

## Une initiative heureuse

# Le Comité Central Balkanique de l'Amérique

Il y a deux mois, des organisations politiques, nationales, professionnelles, et humanitaires des émigrés balkaniques aux Etats-Unis de l'Amérique s'étaient réunies en un Congrès à Detroit, Michigan. Les délégués y firent des exposés de la situation générale dans les Balkans, de l'exploitation des masses travailleuses, de l'oppression des minorités nationales, des régimes fascistes et militaristes qui y sévissent, ainsi que du rôle de l'impérialisme mondial dans la péninsule. Il a été relevé que la situation des exploités et opprimés y empire tous les jours davantage, que des régimes de plus en plus tyranniques s'y succèdent, et que ces régimes étouffent avec les moyens les plus barbares non seulement toute velléité des ouvriers, paysans, artisans et des minorités nationales d'essayer d'améliorer leur triste sort, mais aussi tout courant progressif. Les délégués ont souligné également qu'une lutte âpre et acharnée se poursuit entre les gouvernements actuels balkaniques, défendant les intérêts et tendances des classes dominantes, principalement des banquiers et des spéculateurs, pour la prédominance des uns sur les autres; que, pour servir leurs propres buts égoïstes, ces gouvernements attisent continuellement de la haine parmi les différentes nations balkaniques; que dix années après la guerre, les Balkans constituent toujours un vaste champ de guerre et les conditions y existant font que l'on s'y trouve tous les jours à la veille d'une nouvelle boucherie générale; que ces gouvernements jouent le rôle de mannequins entre les mains des impérialistes de l'Europe occidentale, etc.

Considérant qu'un tel état des choses est désastreux, catastrophal pour les peuples balkaniques, et que les émigrés balkaniques des deux Amériques qui constituent une masse imposante de deux millions, ne peuvent pas plus longtemps rester simples spectateurs, que leurs frères des Balkans tournent vers eux leurs regards attendant d'eux-aussi de contribuer à la lutte de libération qui se poursuit dans le pays, le Congrès a décidé de constituer un Comité Central Balkanique à l'effet de participer à l'oeuvre de libération, en groupant d'abord les émigrés balkaniques de l'Amérique en une Organisation Générale.

Par la constitution même de ce Comité Central Balkanique, l'organisation générale des émigrés balkaniques est déjà entrée dans sa voie de réalisation. Des comités locaux ont déjà commencé à se constituer en de différentes villes, un enthousiasme général s'est emparé de toute l'émigration balkanique, des organisations qui jusqu'ici n'avaient aucun rapport entre elles, sont entrées dans l'Organisation Générale et ont décidé de travailler à l'unisson pour la libération des masses opprimées dans les Balkans. Ces différentes organisations ont également adhéré au programme énoncé par le Congrès, et un Manifeste a été lancé.

Les mots d'ordre de la nouvelle Organisation Générale sont: la lutte contre l'impérialisme, le militarisme et le fascisme, la lutte contre l'oppression des masses tra-

vailleuses, contre l'oppression des minorités nationales, contre les dangers de guerre dans les Balkans.

Le Comité Central Balkanique revendique pleine liberté de presse, de parole, d'association et de réunion, amnistie générale sans condition des prisonniers et émigrés politiques, droit du peuple à se gouverner soi-même, droit d'auto-détermination aux nationalités subjuguées, et constitution d'une République Fédérative Balkanique.

La tâche que ce Comité Central Balkanique s'est posée, est une tâche élevée. C'est un appui précieux qu'il apporte à la lutte des masses opprimées des Balkans. Le fait même de sa constitution contribuera énormément à encourager les masses opprimées balkaniques dans leur lutte contre leurs oppresseurs.

Mais l'importance du Comité Central Balkanique est grande à d'autres points de vue aussi.

Tout d'abord, cette Organisation groupera sous très peu la majeure partie des émigrés balkaniques, nous pouvons même dire sans hésiter toute l'émigration balkanique des Etats-Unis, du Canada, et de l'Amérique Latine, car cette émigration est composée en 95% d'ouvriers, de paysans, d'artisans, d'intellectuels des Balkans, qui ressentent bien ce que souffrent leurs frères restés dans le pays. Naturellement, ceux des Balkaniques que les agents des gouvernements fascistes de la péninsule ont pu acheter dans le pays des dollars, n'y participeront pas. Mais que valent ces gens, que valent ces agents, que valent les différents consulats et légations balkaniques, quand les masses des émigrés seront bien éclairées, grâce aux efforts du Comité Central Balkanique, sur la situation pénible des Balkans, sur l'état d'oppression et de terreur dans lequel se trouvent leurs frères de la péninsule, et quand ces deux millions d'émigrés se dresseront contre les agents et les représentants aux Etats-Unis des gouvernements oppresseurs et tyranniques.

Le Comité Central Balkanique proclame que dans l'Organisation Générale pourront entrer tous les émigrés balkaniques, sans distinction de race, de nationalité, de religion, de conception politique. Ainsi, cette Organisation Générale sera puissante, imposante, et son appui sera efficace et précieux. Elle réussira sous très peu à faire disparaître les antagonismes et les haines artificiellement attisés parmi l'émigration aussi par les agents des différents gouvernements balkaniques. Elle déploiera une activité intense en faveur des masses opprimées des Balkans aussi parmi les masses travailleuses de l'Amérique et l'opinion publique américaine. Cette dernière action sera particulièrement utile en considérant le rôle de l'Amérique dans les affaires européennes, et spécialement dans les affaires balkaniques. Grâce à cette Organisation Générale, l'opinion publique américaine ainsi que les masses travailleuses de l'Amérique seront bien éclairées sur la situation des masses opprimées des Balkans, et on peut espérer qu'elles prêteront elles

aussi un appui efficace aux masses opprimées balkaniques dans leur lutte de libération.

Grâce à cette Organisation Générale encore, les agents des gouvernements balkaniques sont démasqués et mis dans l'impossibilité de continuer à nuire à la cause des masses opprimées des Balkans. L'agent et espion du gouvernement serbe, Costa Todoroff, s'est actuellement rendu aux Etats-Unis et s'efforce d'y gagner des émigrés des nationalités slaves des Balkans pour le projet impérialiste du gouvernement serbe de constituer une Grande Yougoslavie, sous le sceptre du roi Alexandre. Ce vil individu a été plusieurs fois publiquement démasqué dans des réunions qu'il a essayé d'organiser. Dernièrement, dans l'impossibilité où il se trouvait d'opposer un démenti à l'accusation d'espionnage et de provocation que les émigrés lui jetèrent à la face, il eut recours à des voies de fait.

A l'instar de cet espion serbe, sont et seront encore démasqués bientôt aussi les agents de Protogueroff et Mikhailoff — les Tchkatroff, les Kissélincheff, qui se sont imposés par des ruses et des perfidies à l'Organisation politique macédonienne d'Amérique (qui ne compte d'ailleurs qu'environ quatre cents membres sur 40.000 émigrés macédoniens).

L'oeuvre qui s'est accomplie à Detroit donnera ses résultats. Nous saluons cette oeuvre le plus chaleureusement et souhaitons et espérons que l'activité du Comité Central Balkanique nous portera dans un proche avenir la contribution que nous attendons de l'émigration balkanique américaine à la réalisation du but suprême: renversement des régimes existants impérialistes, militaristes et fascistes dans les Balkans, affranchissement des masses travailleuses et des peuples opprimés balkaniques, constitution de la République fédérative Balkanique.

D. Vlakhoff

## Entre Alba-Iulia et l'emprunt étranger

Alba-Iulia avec son péril de «révolution», est passée. Les libéraux en respirent, soulagés. Les nationaux-tsaranistes sont tombés à l'examen. Ils ont prouvé, par le fait — ou plus exactement: par manque de faits — que leur action politique ne va pas plus loin que les menaces et le chantage. Il est vrai que les masses populaires représentent toujours un danger réel pour la domination des banquiers et des généraux de Bucarest. Mais l'histoire a prouvé maintes fois que l'eau se perd dans un marais si à la tête des mouvements de masses il ne se trouve pas une force organisée et organisatrice, ayant la volonté de mener les masses en ébullition à la victoire, sans reculer devant les moyens et devant les sacrifices. Alba-Iulia a prouvé que les nationaux-tsaranistes ne sont pas et ne veulent pas être une telle force dirigeante des masses soulevées.

Seul le prolétariat industriel peut fournir cette force aux masses paysannes, mais le gouvernement a eu soin d'étrangler celui-ci avec les moyens les plus raffinés de sanglante terreur.

Donc, Alba-Iulia, au lieu de chasser les libéraux, tel que l'annonçaient les chefs nationaux-tsaranistes la veille, les a tranquilisés. Ils peuvent maintenant s'occuper avec toute leur attention du problème de l'emprunt. Car le but de l'action de renversement menée par les nationaux-tsaranistes n'a pas été le mouvement des masses mené jusqu'à ses dernières conséquences; le but de cette action a été de chantage les maîtres et de les compromettre devant l'«étranger», pour qu'ils ne puissent sortir de la crise financière et économique par des emprunts, qu'ils soient ainsi forcés de demander — et de ce payer par des concessions politiques et économiques — la signature de garantie des nationaux-tsaranistes. En d'autres mots, les nationaux-tsaranistes se basaient sur leurs liaisons avec le capital étranger pour empêcher la réalisation de l'emprunt par les libéraux.

Eh bien, les nationaux-tsaranistes doivent se préparer à être battus sur ce secteur aussi. Alba-Iulia a montré au gouvernement que le danger de «révolution» de la part des nationaux-tsaranistes n'est pas réel. Alba-Iulia, au lieu de chasser le gouvernement libéral, l'a rassuré. Il est sur le point, maintenant, de mettre au point les formes de conclusion du grand emprunt à Paris et de réaliser ainsi la stabilisation, base de nouveaux emprunts d'investissement, etc.

C'est vrai que les libéraux payent cette corde de sauvetage — l'emprunt — très cher, mais ils le payent sur le dos du peuple. Ainsi la «Dreptatea», journal national-tsaraniste, calcule que les intérêts réels de l'emprunt que la municipalité de Bucarest négocie parallèlement avec l'emprunt du gouvernement, est de 18%. En outre, les conditions

de cet emprunt prévoient aussi l'hypothèque sur tous les biens et revenus de la municipalité, les trams y compris, qui ne sont pourtant pas des biens de la municipalité seulement, et les revenus n'entreront pas dans la caisse de la municipalité, mais dans la caisse d'une certaine banque, pour créer un fond à la disposition des financiers accordant l'emprunt.

Les conditions de l'emprunt de stabilisation que le gouvernement va signer ne sont pas encore connues. Mais deux choses sont d'ores et déjà sûres. D'abord, c'est que l'emprunt est lié à des engagements politiques d'une grande importance vis-à-vis de la France. Et en second lieu, le gouvernement de Bucarest accepte le contrôle financier étranger par l'intermédiaire des fondés de pouvoirs du consortium accordant l'emprunt. Après qu'ils ont laissé tomber leur programme de revalorisation qu'ils opposaient à la stabilisation demandée par le capital étranger et préconisée par l'opposition, voilà les libéraux abandonnant leur plateforme de la dignité et souveraineté «nationale» et acceptant l'installation à la Banque Nationale de contrôleurs étrangers, médicament amer, sucré seulement par la dénomination de «conseillers techniques».

Ce qu'on attendait et prévoyait se réalise donc. En face de l'alternative de céder le pouvoir sous la pression de la crise et des difficultés financières et économiques, exploitées avec véhémence par les nationaux-tsaranistes, les libéraux cèdent une partie de leurs privilèges économiques, les partagent avec le capital étranger. Ils déjouent ainsi le plan stratégique des nationaux-tsaranistes. Mais c'est le peuple qui en supporte la perte, et c'est l'étranger qui en cueille les profits.

L'emprunt étranger est un moyen passager de contrecarrer les manoeuvres de l'opposition. Il est un moyen d'adoucir la crise à l'intérieur de la classe possédante. Mais la grande crise, la crise sociale, la crise de la misère et de l'oppression économique et politique des masses populaires et travailleuses, elle, reste. La Roumanie est en ce moment le pays le plus cher de l'Europe, le coût de la vie y est de 80% plus cher qu'avant la guerre, calculé en or. Les salaires en sont de 30-50% en moins de ce qu'ils étaient avant la guerre. Les entrées du budget sont déficitaires. On parle à cet égard d'une «rectification» du budget, c'est-à-dire d'une réduction des dépenses — sur le compte des besoins du peuple et des salaires des fonctionnaires de l'Etat. Cette grande crise ne peut être supprimée ni par des accords avec le capital étranger, ni par des compromis éventuels avec l'opposition en entier ou en partie.

Le proche avenir va le prouver. Les événements appelleront de nouveau les masses dans l'arène. Espérons que, cette-fois-ci, elles iront au but par dessus les têtes des chefs, dont l'impotence s'est démasquée à Alba-Iulia.

I. Mateescu

## Un nouveau complot libéral se prépare

La défaite honteuse des chefs nationaux-tsaranistes à Alba-Iulia, où ils ont montré toute leur impotence, a donné de nouveau du courage aux libéraux, qui traitent maintenant avec ironie et dérision les menaces «révolutionnaires» des M. M. Maniu, Mihalaké et Comp. Mais, d'autre part, l'esprit et la volonté vraiment révolutionnaires des masses rassemblées à Alba-Iulia, qui ont été seulement l'image réduite et concentrée des masses restées dans leurs foyers, donnent à songer sérieusement aux gouvernants de Bucarest. Si on peut bien traiter les chefs avec dérision, on ne peut pas en faire autant des masses.

Et pour contrecarrer la menace qui vient de ce côté-là, les libéraux cherchent des expédients. On observe une recrudescence d'activité de la part du Parti du Peuple du général Averesco. On reporte cette activité à une initiative discrète des libéraux-mêmes, qui sont intéressés à préparer des détachements de réserve pour le cas où ils jugeront nécessaire de se retirer pour un moment du gouvernement dans le but de calmer les vagues du mécontentement populaire. Les diverses tendances à l'intérieur du parti du général Averesco, qui manifestaient jusqu'à ces jours une inclination centrifuge — vers une entente avec les nationaux-tsaranistes, vers un abandon même du général — se sont, paraît-il, réconciliées avec leur chef et sont en train d'apporter des «corrections» au vieux programme du parti, pour le rajeunir en vue des «situations éventuelles».

Pourtant, les libéraux ont le sentiment — d'ailleurs très fondé — qu'un gouvernement Averesco ne pourra pas à lui seul constituer un dérivatif pour la révolte populaire contre les libéraux. Le général est profondément compromis à la suite des gouvernements antérieurs qu'il a

présidés. C'est pour cela que les libéraux tournent leurs yeux vers d'autres personnalités, qui seraient prêtes à se charger du rôle d'interimaires du gouvernement libéral. Et de telles personnalités, il y en a à volonté en Roumanie. Voici, par exemple M. le professeur Iorga. Ce personnage cache, sous un extérieur occidental, un caractère tout-à-fait roumain, c'est-à-dire byzantin. Il entretient de nombreuses relations avec les personnalités du monde scientifique d'Occident, mais joue chez soi, en Roumanie, le rôle répugnant de laquai de la cour, des banquiers et des tchokoïs, maîtres du pouvoir. C'est à maintes reprises qu'il a «sauvé» ceux-ci, dans des moments des plus délicats, des situations des plus difficiles. C'est de son côté que les libéraux tournent leurs espérances en ce moment.

Ils ne sont, il est vrai, pas du tout enclins à quitter le pouvoir en ce moment. Ils veulent faire la stabilisation, contracter les grands emprunts — et espèrent renforcer et prolonger par ce moyen leur place au gouvernement. Mais l'homme intelligent pense au traîneau pendant l'été et à la charrue pendant l'hiver. Que sait-on? Peut-être que sous la vague de la révolte populaire on devra quitter le dernier étage (le gouvernement), pour sauver du déferlement au moins les biens des étages de base (le régime). Eh bien, M. Iorga ne paraît pas être opposé à aider les libéraux dans cette ignoble opération. Il avait contracté avec les nationaux-tsaranistes une entente de lutte commune. Maintenant, il commence à faire des difficultés à ses propres alliés. Il déclare qu'il entend mener la lutte avec les nationaux-tsaranistes seulement pour renverser les libéraux, mais il se réserve la liberté de revendiquer le gouvernement pour soi-même au moment où la succession sera ouverte.

Et les libéraux n'en demandent pas plus. Le général Averesco, M. Iorga, M. Titulesco, M. Stirbey — voici une garniture suffisante pour entreprendre au moment choisi une grande manœuvre: tromper le peuple avec un «échange» de gouvernement qui ne changera au fond rien du tout. Les libéraux vont plus loin encore. Ils chuchotent qu'ils ont la possibilité d'attirer dans cette «combinazione» même certains nationaux-tsaranistes de droite et de mettre tout ce tutti frutti sous la présidence de M. le président de la Cour de Cassation, Oskar Niculescu. On donnera ainsi l'impression maximum de «neutralité» politique au nouveau gouvernement.

Est-ce que tout cela aura-t-il lieu? Est-ce que cela peut-il encore réussir? Si oui, alors ce sera la conséquence de la politique de demi-mesures des nationaux-tsaranistes. C'est par manque d'une politique décidée, valorisant la force révolutionnaire des masses paysannes, de la part des chefs nationaux-tsaranistes, que des «combinaisons» décrites plus haut sont possibles. C'est de la même manière que les libéraux ont pu truquer la situation en 1921: on a renversé le gouvernement Averesco avec l'aide des nationaux-tsaranistes, mais ce fut Take Ionescu qui lui prenait la place, pour la céder, dans deux mois, à Bratiano qui, lui, la détenait ensuite pendant quatre années. C'est ainsi que les libéraux ont truqué la situation en 1926: les libéraux quittaient le gouvernement, mais pour le céder au général Averesco. Et c'est ainsi qu'ils ont truqué la situation en 1927: ils renversaient le général, mais pour amener à sa place le gouvernement «neutre» du prince Stirbey (d'ailleurs avec le concours stupide des nationaux-tsaranistes eux-mêmes), qui cédaient ensuite, un mois après, les rênes du pouvoir de nouveau à Bratiano.

Il y a un seul moyen sûr pour empêcher les libéraux de répéter cette fois-ci le même truquage. C'est le renversement du régime — non pas des libéraux seulement, mais du régime entier — par un mouvement du peuple, qui balayera la Régence, la monarchie, le pouvoir des banquiers, des tchokoïs, des généraux, en instaurant à leur place un pouvoir des ouvriers et paysans, une République Ouvrière-Paysanne.

Ceci, on ne doit point l'attendre des Maniu, Mihalaké et tutti quanti.

Delablaj

## L'Albania non si tocca \*)

### III.

#### Le coup de banditisme du 24 décembre 1924.

C'était le 12 décembre 1924. Au moment où le Conseil de la S. D. N. tenait ses séances trimestrielles, à Rome. Sans aucun avertissement, une armée de bandits, organisée par le gouvernement de Belgrade, franchit notre frontière du

nord, alors qu'une autre force de bandits, organisée par le gouvernement d'Athènes, attaquait l'Albanie du sud.

Ce banditisme cynique prit au dépourvu l'Albanie qui n'eut même pas le temps de mobiliser. Ce coup de main, préparé en secret, fut foudroyant. La longue et héroïque lutte du petit peuple albanais recevait un dénouement tragique, et, tout comme après la mort de Skanderbeg (1467), les meilleurs éléments de l'Albanie se réfugiaient en Italie, sans avoir ce qui avait motivé une telle agression de bandits. Ce ne fut qu'à Brindisi que les victimes de cette infamie unique dans son genre apprirent que le gouvernement national d'Albanie avait été accusé d'avoir «des visées bolchévistes» et qu'il avait même osé tenter — ô crime! — de nouer des relations diplomatiques avec l'U. R. S. S. ... La presse fasciste italienne et celle de Belgrade et d'Athènes publièrent aussi qu'un «célèbre émissaire russe, Elez Youssouff», a été tué dans les combats qui suivirent l'invasion...

Que le gouvernement national albanais désirait établir des relations diplomatiques avec Moscou, c'est là un fait absolument exact. Qu'il y avait en Albanie, comme dans tous les pays du monde, des tendances de gauche, cela est aussi parfaitement vrai. Mais que l'Albanie de 1924 se fut soviétisée — c'est là une ineptie grossière. Le brave chef des montagnards de Dibra, Elez Youssouff, était un ami intime de Mr. Eyres, alors ministre d'Angleterre en Albanie, et tomba héroïquement, avec plus de 60 des siens, en défendant les frontières de son pays contre l'invasion des bandits, malgré tous les efforts de son ami anglais de le détourner de son élan patriotique.

La vérité, dans ce banditisme ignoble, apparaît avec une évidence qui n'a point besoin de longues explications. Elle peut se résumer en ces quelques lignes:

1. Les conservateurs anglais, une fois au pouvoir à la suite des élections de 1924, entreprirent la réalisation de leur vaste plan d'encerclement de la Russie Soviétique, en commençant par les Balkans. L'Albanie, par malheur, en fut la première victime. Mussolini et Pachitch, pour des raisons autres, s'engagèrent à appliquer le plan anglais en Albanie. La Grèce y participa, sur un simple ordre reçu de Londres.

2. Le gouvernement national albanais de 1924, issu de la volonté exclusive du peuple, n'était pas du tout d'un calibre à servir Londres et Rome. L'Albanie d'alors n'était pas gouvernée par des valets et des laquais. Et elle était très consciente, et très éprise de son indépendance. Pour en faire un instrument, comme aujourd'hui, les conservateurs anglais la transformèrent en un sultanat de nègres. L'épouvantail du bolchévisme n'avait aucun autre but que celui de masquer le banditisme.

Les conséquences de ce banditisme international ont été terriblement funestes à l'Albanie.

1. L'Etat albanais, organisé exclusivement par les propres moyens du petit peuple albanais, a subi des pertes irréparables.

2. Les meilleurs éléments du pays ont pris le chemin de l'émigration et continuent à y vivre.

3. Une anarchie absolue règne dans toutes les branches de l'administration du pays, civiles et militaires, depuis plus de trois années.

4. Toutes les libertés du peuple, conquises au prix du sang versé pendant des siècles, ont été annihilées.

5. La situation ainsi créée a été cyniquement exploitée par l'étranger, surtout par le duce, et ceci a créé des complications internationales des plus menaçantes et posé les bases de la ruine complète du pays.

6. La volonté de Londres règne actuellement en Albanie avec plus de violence que dans n'importe quelle colonie britannique.

7. Le pays tout entier se trouve continuellement sur le qui-vive: à chaque instant, on s'y attend à voir éclater une guerre civile, une invasion étrangère, une guerre extérieure.

8. Toutes les intrigues internationales se sont donné rendez-vous en Albanie, et un peu plus sérieusement qu'en Chine.

Quant aux auteurs de la tragédie criminelle, tous, sauf Londres, en sont aujourd'hui mécontents. La S. D. N. doit à tout instant faire face à des embarras incessants qui surgissent entre l'Italie et la Yougoslavie. Sa complicité a ainsi reçu la punition méritée. La Yougoslavie a tout perdu au profit de sa rivale, qui la menace en Macédoine, au Monténégro et au Cossovo. L'Italie, malgré les victoires remportées, gémit sous la prépondérance anglaise en Albanie

\*) Suite du No. 92 de la „Fédération Balkanique“.

et risque à tout instant de perdre tout le terrain gagné. La Grèce se trouve presque entièrement écartée des affaires albanaises, cédant le pas à la rivalité italo-yougoslave.

Jusque quand cette situation tellement critique doit-elle durer? N'y aura-t-il aucune modification, aucune volte-face? Les élections prochaines anglaises y répondront.

Mais, le terrible petit peuple albanais, lui, n'est pas mort. Il se tait, tout simplement, pour mieux lutter à l'heure qui s'approche.

«L'Albania non si tocca», a dit Mussolini. Ajoutons: «Malheur à celui qui en désire la conquête».

Bedri Pejani

## Le renforcement de la terreur en Bulgarie — Le mouvement pour l'amnistie générale

Les actes de violence du gouvernement Liaptcheff ont de nouveau redoublé de fureur ces derniers mois. Le malheur qui a frappé 250.000 travailleurs bulgares à la suite du sinistre sismique n'a pas retenu les bourreaux de Sofia de sévir féroce contre les masses laborieuses de Bulgarie, même des régions détruites par le tremblement de terre. Les arrestations de travailleurs manuels et intellectuels deviennent de plus en plus intenses. A l'occasion du 1er mai, des centaines de travailleurs bulgares furent arrêtés: des dirigeants du mouvement ouvrier professionnel, des rédacteurs de journaux de gauche. On a arrêté, entre autres, le secrétaire-général des syndicats indépendants, Yordan Mileff, et le rédacteur de l'«Edinstvo», l'organe des syndicats indépendants, Assène Boyadjieff; le député ouvrier Avram Stoyanoff; le rédacteur du «Novini», Pendjerkoff, qu'on a voulu faire «disparaître sans traces» mais que, par la suite, devant les protestations de la presse et les cris d'alarme de sa famille, on a «retrouvé» dans une prison de Sofia; on a arrêté d'autres et d'autres encore...

La brutalité avec laquelle la police a sévi contre les manifestations et les démonstrations du 1er mai a été particulièrement féroce. La presse ouvrière est pleine de protestations contre cette terreur des autorités. Le «Narod» écrit relativement aux actes policiers commis à Lom: «Gendarmes et détectives, armés de bombes, de carabines, de parablumms, ont empêché les ouvriers de se réunir. Les ouvriers rassemblés au jardin «Splendide» ont été brutalement chassés par les policiers. Le chef de la police, Sapoundjief, a publiquement fait des reproches à la sentinelle de n'avoir tué aucun des manifestants. Le même journal écrit encore: «Toutes les affiches ont été déchirées. La population est profondément indignée».

Les prisonniers politiques ont eux-aussi été atteints brutalement par cette recrudescence de terreur. Tous les prisonniers politiques de Sofia, au nombre de plus de 150, ont été punis d'un mois de cachot sévère pour avoir fêté le 1er mai en arborant des cocardes rouges à leurs boutonnières. Et les «instigateurs» ont été féroce ment maltraités.

La presse ouvrière et paysanne est particulièrement persécutée. Les journaux «Novini», «Zemledelsko Vazrajdanie», «Svoboden Rabotnik», «Edinstvo», «Rabotnitchesko Delo», «Mladchka Douma», «Nakovalnia» etc. subissent continuellement les pires chicanes et actes arbitraires de la police. Chaque jour on intente de nouveaux procès contre les rédacteurs, on les arrête, on les maintient en détention, on exige d'eux pour leur remise en liberté des cautions de 10.000 à 30.000 lévas, que ces rédacteurs ne peuvent point payer. On a ces jours-ci commencé onze procès rien que contre les rédacteurs du «Zemledelsko Vazrajdanie», en vertu de la «loi de Défense de l'Etat». Quant aux rédacteurs du «Novini», on arrête tous les jours tantôt l'un, tantôt l'autre.

La police emploie aussi tout un système de tracasseries contre ces journaux. Elle en fait retenu la vente jusqu'à ce que d'autres journaux aient terminé la leur, afin qu'ainsi le public achète le journal qui lui est offert le premier; des agents vont chez les vendeurs de journaux ouvriers et en notent les noms, pour les intimider et les pousser à ne pas vendre de ces journaux, etc. etc.

Quelles sont les accusations portées contre les rédacteurs arrêtés et déferés aux tribunaux? Toujours les mêmes: on leur fait un crime d'avoir osé critiquer les actes du gouvernement, d'avoir osé dénoncer les arbitraires, d'avoir osé demander la suppression des lois d'exception, le rétablissement des libertés et droits politiques et publics; et la fureur de la police est d'autant plus grande que ces journaux dénoncent aussi toujours les spéculations, la corruption des dirigeants et de leurs amis, le rôle du capital intérieur et celui de l'impérialisme occidental dans l'exploitation du peuple bulgare.

Mais les «crimes» imputés aux rédacteurs de la presse ouvrière et paysanne, même les tribunaux du Zgovor, même

les Cours d'Appel et la Cour de Cassation ne les ont pas considérés comme tels dans leurs arrêts et ont proclamé que ces écrits ne tombaient pas sous le coup des lois — ils n'étaient donc pas punissables même d'après les lois zgovoristes; et les rédacteurs accusés sont toujours acquittés. Il leur reste cependant, bien entendu les maltraitements qu'ils ont subis, la privation de leur liberté, les dommages qui en ont résulté pour leurs journaux. Les auteurs de ces illégalités ne sont bien entendu aucunement molestés, les procureurs ne songent même pas à les mettre sous accusation.

Les persécutions du gouvernement Liaptcheff s'étendent aussi à la Jeunesse, et même aux différentes unions et associations de la Jeunesse qui ne s'occupent ni de politique et ni de la défense d'intérêts économiques et professionnelles. Le gouvernement fasciste poursuit des associations tolstoïstes, végétariennes, abstentionnistes, culturelles, philosophiques, etc. L'association neutre des écoliers abstentionnistes, qui compte plus de 20.000 membres, a été dissoute sous l'accusation de s'être occupé d'actions subversives!

Malgré toutes ces persécutions, malgré la terreur renforcée, les masses laborieuses en Bulgarie continuent avec toujours plus de tenacité leur lutte énergique contre le régime sanglant. Elles revendiquent à haute voix le rétablissement des libertés politiques, la suppression des lois d'exception, des secours aux familles des assassinés, des prisonniers et des émigrés politiques, et l'amnistie générale et absolue. Malgré cette atmosphère d'étranglement, elles continuent avec un redoublement de vigueur la lutte pour l'obtention de ces conditions normales pour pouvoir mener en Bulgarie aussi une vie d'humains. Au premier plan de leurs revendications se trouve, naturellement, l'amnistie générale et sans conditions et la suppression de la loi de Défense de l'Etat.

Ces demandes sont élevées par le peuple bulgare en entier, à l'exception des banquiers, des spéculateurs et des officiers de la Ligue Militaire. Des Comités spéciaux comprenant des représentants de tous les partis politiques, à l'exception du parti gouvernemental, englobant toutes les associations économiques, professionnelles, humanitaires, féminines, les sans-parti, etc. — sauf toujours les gros-industriels, les gros-commerçants, les financiers, les militaristes, — ont été constitués dans les principales villes de la Bulgarie. Le mouvement pour l'amnistie générale et effective, pour l'abrogation de l'ignoble loi de Défense de l'Etat, pour le rétablissement des libertés politiques est tellement général et imposant que même le bourreau sanguinaire Tsankoff, auquel une délégation s'est présentée pour lui demander de soutenir ces revendications du peuple bulgare, n'a pas pu ouvertement exprimer son hostilité contre ce mouvement et a dû avoir recours à des voies détournées pour se dérober: il a dit qu'il n'avait rien (sic) contre l'amnistie demandée, mais que cela ne dépendait pas de lui... Et le chef du gouvernement sanguinaire, Liaptcheff lui-même, a été obligé, en présence de l'extension et de l'intensité de ce mouvement, de promettre de faire présenter au Sobranjé, en automne prochain, un projet de loi pour l'amnistie.

Ce mouvement, ainsi que nos lecteurs l'ont vu par des déclarations et des protestations publiées toujours par la «Fédération Balkanique», a aussi pris de larges extensions parmi les masses laborieuses et les associations pacifiques, humanitaires, et les intellectuels progressifs en Europe aussi. Les protestations et requêtes envoyées à cet effet tous les jours tant au gouvernement bulgare qu'aux différentes associations bulgares deviennent de plus en plus nombreuses.

Mais Liaptcheff et la bande des dirigeants ne veulent pas, eux, l'amnistie véritable, effective, générale, ni la suppression de la loi de Défense de l'Etat, et ni le rétablissement des droits et libertés politiques. Car ils craignent que cela ne signifie la fin de leur régime despotique et sanguinaire. Ils s'efforcent de leurrer l'opinion publique

par des promesses, et aussi par des actes de grâce isolés. C'est ainsi qu'à l'occasion des fêtes de Pâques on a grâcié toute une série de condamnés de droit commun, et dans les listes de grâce on a inscrit aussi quelques noms de condamnés politiques dont les peines expiraient déjà sous très peu. Ces prisonniers politiques n'ont cependant pas été les dupes du gouvernement, ils ont bien compris le machiavélisme des dirigeants de la Ligue Militaire, et ils ont refusé ces grâces, préférant rester encore quelques semaines ou quelques mois en prison et partager le sort de leurs camarades. A ces grâces isolées du gouvernement, ils ont répondu: Amnistie générale de tous les prisonniers et émigrés politiques!

Ainsi, la lutte pour l'amnistie, pour l'abrogation de la loi de Défense de l'Etat et pour le rétablissement des libertés politiques, continue avec intensité, et continuera avec toujours plus de force, jusqu'à ce que tous les détenus politiques soient libérés, que tous les émigrés puissent rentrer librement chez eux, que la loi ignominieuse de la «Défense de l'Etat» en vertu de laquelle les gouvernants jettent dans les prisons tous ceux qui osent dénoncer leurs vols et assassinats, soit définitivement abrogée, et que les libertés normales pour le citoyen bulgare soient enfin rétablies.

D. VI.

## Le mouvement international pour l'amnistie en Bulgarie

*Les avocats belges ont adressé aux membres de l'Association des avocats bulgares à Sofia la lettre suivante:*

Chers et Honorés Confrères,

C'est en pensant aux sentiments de sympathie qui n'ont cessé d'exister entre la Belgique et la Bulgarie depuis sa libération nationale, que nous vous adressons cette lettre.

Le monde intellectuel belge a appris avec émotion les événements de cette guerre civile qui faucha dans votre peuple — de cette guerre civile au cours de laquelle, parmi tant d'autres nobles intellectuels, 80 de nos confrères trouvèrent la mort. Le monde intellectuel belge a lu avec stupeur cette «loi de la Défense de l'Etat» qui, il faut bien le dire, érigeait en crimes certaines opinions, certaines formes de pensée, anéantissait les principes pour tous sacrés de la Déclaration des Droits de l'Homme.

On pouvait penser qu'une situation normale se rétablirait vite, que ces dissensions qui déchiraient le peuple bulgare n'étaient qu'un de ces phénomènes terribles et passagers comme l'après-guerre en a vu tant; que, puisqu'il est impossible de rappeler à la vie les morts, tout au moins une large loi d'amnistie ouvrirait les quartiers politiques de vos prisons.

Les dernières nouvelles qui nous parviennent de Bulgarie nous enlèvent cet espoir. L'ordre signifié brutalement à notre confrère D. Anastassoff, que l'estime et la confiance de ses pairs avaient élevé au Bâtonnat du Barreau de Roussé, nous fait craindre que l'ère de la limitation des libertés les plus sacrées ne soit pas encore close en Bulgarie.

Nous prévalant de l'amitié que notre peuple témoigne au vôtre et dans la volonté de voir justement durer cette amitié, nous vous adjurons d'appuyer les efforts du peuple qui lutte pour une large amnistie; nous espérons que vous serez à la pointe du combat pour la défense des libertés humaines.

Nous sommes certains que vous ne considérerez point cette lettre comme une immixtion, — qui est bien loin de notre pensée, — dans les affaires intérieures de votre beau pays, mais comme une manifestation tangible de la sympathie attentive qui doit unir les avocats bulgares et les avocats belges.

Croyez, chers et honorés Confrères, à nos sentiments de profonde sympathie.

Léon Hennebicq, Ancien Bâtonnier, Membre de la Commission de Droit International privé, professeur à l'Université des Hautes Etudes

Charles Gheude, Avocat près la Cour d'Appel; député permanent, secrétaire-général de la Fédération des Avocats belges, Secrétaire de l'Union Internationale des Avocats.

Gaston Vanden Meerem, Avocat près la Cour d'Appel, Membre du Conseil de l'Ordre.

Charles Dejongh, Avocat près la Cour d'Appel, Ancien Bâtonnier de l'Ordre, Professeur honoraire à l'Université libre de Bruxelles, Président de l'Institut des Hautes Etudes.

Albert Chome, Avocat près la Cour d'Appel, professeur à l'Institut des Hautes Etudes, Ancien Chef-adjoint du Cabinet au Ministère de l'Industrie et du Travail.

Georges Gérard, Avocat près la Cour d'Appel. Marcel Lerat, Avocat près la Cour d'Appel. Georges Janssen, Avocat près la Cour d'Appel, Professeur à l'Université de Bruxelles.

Paul Henry Spaak, Avocat près la Cour d'Appel, Conseiller communal, ancien Chef-adjoint du Cabinet au Ministère de l'Industrie et du Travail.

René Lust, Avocat près la Cour d'Appel, Conseiller communal.

Paul de Bock, Avocat près la Cour d'Appel, Conseiller communal.

Albert Guislain, Avocat près la Cour d'Appel. Etienne Octors, Avocat près la Cour d'Appel.

Georgette Ciselet, Avocat près la Cour d'Appel. Henry van Leynselle, Avocat près la Cour d'Appel.

Paule Lamy, Avocat près la Cour d'Appel. Charles Plisnier, Avocat près la Cour d'Appel.

Robert Lejour, Avocat.

Georges van Steenbeek, Avocat.

## La situation du village en Yougoslavie

Belgrade, fin mai

La guerre mondiale et la crise économique d'après-guerre ont profondément atteint la péninsule balkanique éminemment agrarienne, et en tout premier lieu la Yougoslavie. Les masses paysannes des nombreuses nationalités de ce pays, sans distinction, dans toutes les provinces, en Serbie ou en Macédoine, en Croatie ou en Voyvodine, en Slovénie, Dalmatie, Monténégro, Bosnie et Herzégovine, ressentent toutes les conséquences de la guerre impérialiste, de l'union «nationale», et de l'ordre capitaliste-criminel qui sévit sans scrupule dans tout le pays.

Il faut cependant relever le fait que ce pays éminemment paysan qu'est la Yougoslavie n'accuse pas un état social inflexiblement général. Tout comme les villages dans les autres Etats, le village yougoslave montre aussi de fortes différenciations. La situation matérielle du paysan y est différente et reflète la structure économique-sociale de la propriété. Et, sous ce rapport, la Yougoslavie, en dépit de la «réforme agraire» qui y a été appliquée, constitue l'un des pays les plus typiques. Un mosaïque d'ouvriers agricoles absolument dénués de toute propriété et de tout bien, de pauvres paysans nains, puis de latifundiaires, de fidéicommiss, de gros-proprétaires terriens, et de l'Eglise avec ses immenses domaines de terres et forêts les plus fertiles.

Aujourd'hui, dix années après que par décret royal la grande propriété a été soi-disant supprimée et que la «réforme agraire» a été soi-disant appliquée, nous nous y trouvons toujours en présence de la question aiguë au plus haut degré des colons en Dalmatie, des colons et métayers en Macédoine, des kmets en Bosnie et Herzégovine, et des pauvres paysans dans les autres provinces, qui travaillent toujours encore pour la grande propriété.

Des milliers et des milliers de conflits agraires entre les anciens propriétaires et les paysans qui ont acquis des terres par des achats, les révoltes locales des paysans en Dalmatie et Bosnie étouffées par la force armée, etc. indiquent suffisamment le chaos agraire et la situation misérable des paysans sans terre ou pauvre en terres. Et pour tant que le paysan, par la voie légale, s'est acquis un lopin de terre, naturellement sans inventaire, dans la croyance qu'il ne sera pas étranglé par l'ancien propriétaire, l'Etat, le régime actuel, par des charges et obligations de toute sorte l'étouffe presque plus encore que ne le faisait peut-être le gros-proprétaire jadis. Il s'agit principalement de couvrir la contrevaletur de l'achat, de la dette que l'Etat, aux dépens du pauvre paysan, paie à l'ancien propriétaire pour ce que celui-ci aurait perdu en terres par la «réforme agraire».

Mais en dehors de ces charges écrasantes qui étranglent surtout les couches les plus pauvres des paysans des provinces de l'ancienne monarchie austro-hongroise et de la Macédoine, les formidables coups de massue de la crise économique et de la politique anti-paysanne et anti-ouvrière du régime sont aussi venus compléter la catastrophe de l'endettement paysan.

Les larges masses paysannes, surtout celles de la Vieille Serbie, mirent à profit la conjoncture économique temporaire des premières années d'après-guerre et s'adon-

nèrent de toutes leurs forces au relèvement des biens, de l'inventaire et du bétail détruits par la guerre. Le régime militariste grand-serbe se préoccupa tout d'abord du paysan et lui accorda de larges facilités en crédits etc., pour le calmer quelque peu de son mécontentement des longues guerres et pour en faire un soutien pour le régime d'oppression et d'hégémonie. Grâce à cette politique de corruption du village en Vieille Serbie, grâce à la politique de brigandage financier par des impositions écrasantes, grâce enfin à la crise générale économique et financière qui éclata à fin 1924 et qui sévit toujours de plus en plus aigu, les masses paysannes en sont arrivées à s'endetter, tant vis-à-vis des banques que des usuriers, de plus de quatre milliards de dinars, à presque 100% d'intérêts, et celles de la Vieille Serbie à elles seules de deux milliards de dinars.

Les énormes charges du régime, celles des administrations autonomes et des communes, et enfin le budget de milliards qui, pendant ces dix années, a été quintuplé, vinrent aussi s'apesantir sur toute cette situation.

Ajoutons encore les conséquences de la crise générale économique, de celle de l'industrie — à l'exception de l'industrie de guerre — du commerce, de l'artisanerie, la hausse des prix des produits industriels et autres et la baisse de 40 à 60% des produits agricoles et de la capacité d'achat du paysan. Et l'on a ainsi un tableau de la situation indescriptiblement difficile des masses paysannes apauvries.

Il est donc compréhensible que sous ces conditions dont souffrent les masses paysannes de toutes les nationalités de la Yougoslavie, soumises déjà à une privation entière de droits par un régime de terreur, le mécontentement parmi ces masses se trouve dans une croissance des plus large.

Le processus de différenciation du village s'accomplit avec rapidité. L'apauvrissement des masses augmente tous les jours, et par là aussi le nombre des prolétaires paysans sans terres et sans biens qui émigrent ou qui vont grossir les rangs de l'armée déjà tellement grande des ouvriers sans travail des villes. De plus, la famine sévit plus ou moins dans tout le pays, et fauche surtout le peuple travailleur, des villes et des campagnes.

Les perspectives pour le village deviennent de jour en jour plus noires. Ni le gouvernement actuel et ni les gouvernements qui lui succéderont ne pourront point remédier à la crise dans le village. L'emprunt que les potentats attendent de Londres ne sera certainement pas employé pour le sauvetage des masses paysannes pauvres et endettées. Si cet emprunt de 13 milliards de dinars est réalisé, cette somme sera certainement employée, comme jusqu'ici, à des armements de guerre, ce qui précipitera le pays dans une situation bien plus pire encore.

Est-ce que les paysans réagissent-ils contre cette peste qui les anéantit? si oui, de quelle manière?

On ne perçoit pas encore un mouvement général et direct des masses paysannes comme celui que nous avons dernièrement vu se former en Roumanie, mais qui, au moment le plus décisif, a été honteusement abandonné par ses chefs.

Dans les régions appartenant auparavant à l'ancienne monarchie austro-hongroise, les leaders de la coalition paysanne-démocrate, Stefan Raditch et Pribitchévitch, se glissèrent à la tête des masses paysannes. Et ils tiennent ces masses toujours sous leur influence et guidance, grâce aux illusions, dont les paysans n'ont pas encore pu se libérer, de la démagogie radicale; de la liberté de réunion, de presse, de circulation. Ces «chefs» ne veulent pas, ainsi que Raditch le déclarait le 4 mai à la Skoupchtina («Politika» du 5 mai) ... «faire de celui qui fut le premier

fondateur de notre Etat (le paysan — D. J.) un lutteur pour du pain et un révolutionnaire (!)... Nous ne voulons pas de révolution... nous voulons ce que nous avons toujours dit: avec les libres (!) radicaux (sont visés les anti-Voukitchévitch du parti radical — D. J.) et peut-être quelques libres (!) démocrates, formons la concentration (du gouvernement — D. J.) des meilleurs forces...» Voilà leur programme: presser et apeurer la cour et le gouvernement et sauter dans le gouvernement, sans tenir compte du peuple qu'ils prétendent représenter. Et quand même la pression des masses devient toujours plus forte et menace de se transformer en un sérieux mouvement révolutionnaire des masses qui, à certains signes, semble vouloir abandonner leurs chefs traitres.

En Serbie, où le régime est quelque peu plus prudent, les masses paysannes, dans des réunions organisées d'enbas et dans lesquelles se montrent les députés de l'opposition de l'Union paysanne serbe et des radicaux mécontents, ainsi que l'ancien ministre de l'intérieur de 1924, Nastas Pétrovitch, commencent à manifester leur mécontentement toujours plus ouvertement. Dans une manifestation paysanne sans parti, comme celle de Valjevo le 11 mai dernier, dans laquelle fut traitée la question de la dette des paysans, on a entendu des menaces telles que: «Il ne nous reste plus qu'à remplir de pain notre besace et à marcher à Belgrade...», ou «... mais nous ne ferons pas que parader, comme les Roumains; nous sommes des Serbes, et non pas des Roumains, et si cela éclate, eh bien, nous allons voir alors...» Il y eut des voix: «Les militaires nous coûtent trop cher! A bas les banques et les usuriers! Refusons de payer nos dettes!» etc. etc.

Ici, tout comme chez les masses paysannes des anciennes provinces de la monarchie austro-hongroise, les masses expriment des doutes de plus en plus grands de la sincérité de leurs leaders, pour le moment par des premiers efforts seulement et par des allusions. Il faut aussi prendre en considération que les masses paysannes de la Vieille Serbie sont excessivement mécontentes du régime politique du pays. Elles deviennent par là pour les potentats un moyen bien peu sûr dans l'application de leur politique d'oppression et d'hégémonie et de préparation de nouvelles guerres impérialistes.

Quelle est la solution de cette situation?

D'abord: il ne peut être question d'une solution de cet état insupportable en Yougoslavie dans le cadre de l'ordre actuel. La solution de la question paysanne signifie aussi celle de la question des nationalités, et ne consiste qu'en l'établissement du pouvoir des ouvriers et paysans. Il ne peut être question d'une solution de la question paysanne dans aucune de ses variantes tant que cette vérité n'aura pas pénétré dans sa plénitude dans les larges masses des pauvres paysans, en premier lieu des paysans serbes, et tant que ne sera également et totalement comprise la nécessité de la plus intime collaboration avec les autres frères de souffrance, pour atteindre le but ultime.

Les revendications concrètes pour lesquelles les masses paysannes doivent pour le moment lutter, sont:

L'annulation de toutes les dettes des paysans pauvres et moyens aux banques et aux usuriers.

L'abaissement des impôts pour les paysans en général, l'affranchissement d'impôts des paysans pauvres, et l'imposition progressive des possédants.

L'octroi de crédits d'Etat à longs termes et sans intérêts, aux paysans, pour ranimer le village.

larges secours, sans conditions, à ceux qui souffrent de faim, et distribution de ces secours par des comités de paysans.

Dimitrije Jovanovitch

## Dix années de terreur blanche et d'oppression nationale en Yougoslavie\*)

### Au Monténégro:

Innombrables sont les actes de violence du régime de terreur sous lequel gémissent les ouvriers, paysans et intellectuels monténégrins. On peut affirmer que les travailleurs monténégrins, tout le peuple monténégrin, ne vivent point comme des hommes libres, mais comme serfs. Il est impossible d'énumérer toutes les férociétés des autorités serbes au Monténégro. Je veux cependant relever ici trois cas caractéristiques, des premiers trois mois de 1928.

1. En janvier dernier, tous les 600 habitants d'un

village furent arrêtés et, la prison ne pouvant point les contenir, furent maintenus en détention en plein air, sous la neige et le froid, tout-à-fait insuffisamment vêtus. Furent même arrêtés des enfants d'au-dessous de 10 ans et des vieillards, dans l'espoir de leur arracher des «aveux» pour le meurtre de 3 agents du fisc dont on avait trouvé les cadavres à proximité du village.

2. L'avocat Ekscha Radovitch, de la ville de Podgoritza, avait visité le village de Sota et avait recueilli les signatures des habitants pour une plainte à porter contre les actes arbitraires des autorités. Là-dessus, tous les habitants dudit village, des enfants jusqu'aux vieillards, furent

\*) Suite du No. 92 de la «Fédération Balkanique».

arrêtés et féroce­ment battus et torturés par les officiers de gendarmerie. Ils avaient signé ladite protestation entre autres parce que, sous le prétexte de chercher des criminels, des gendarmes avaient fait irruption dans toutes les maisons des habitants, et y avaient opéré des arrestations arbitraires, soumis les gens à des bastonnades, et commis des viols...

3. Le paysan monténégrin Peter Marache a été arrêté et bestialement battu pour s'être plaint de ce que deux membres de sa famille étaient morts de faim. Il prouva, cependant, que ses affirmations étaient véridiques, et on dut le relâcher. Mais à la suite des maltraitements subis, et de la faim dont on lui fit souffrir lors de sa détention, il perdit la raison. Il court dans les rues du village, une torche allumée à la main, et demande aux passants: «Êtes-vous des hommes?».

#### En Macédoine:

Dernièrement fut publié l'Appel des citoyens macédoniens adressé au ministre de l'Intérieur M. Korochev et à l'opinion publique en Yougoslavie. «La Macédoine souffre», est-il dit dans cet Appel, «ce qui se passe en Macédoine ne peut plus être supporté. Ceux des fonctionnaires qui maintiennent de bons rapports avec la population sont transférés ailleurs et à leurs places sont commandés d'autres qui, dans le désir de contenter le gouvernement, ne reculent devant rien». L'Appel relève les actes terribles de la terreur et de la féroce inquisition que subit la population macédonienne. Sous le prétexte de poursuivre les organisateurs des attentats, le gouvernement maintient le pays sous l'état de siège. La situation est devenue particulièrement insupportable depuis le mois d'octobre dernier.

«Un cri de désespoir des atrocités policières s'élève de tous les villages, de Koumanovo jusqu'à Chtip et Guevguéli. Les paysans sont arrêtés partout où on les trouve et sont envoyés à la poursuite des insurgés. On ne leur permet même pas de prendre avec eux des vêtements et de l'argent, et ils errent, durant des semaines entières, dans les montagnes, affamés, les vêtements en lambeaux. De chaque village sont envoyés journellement 50 à 100 personnes à la poursuite d'insurgés. Ces paysans sont sans armes, munis seulement de pelles: on les pousse en avant, et derrière eux viennent les gendarmes, armés de fusils et de bombes.»

«Les prisons sont bondées. Le nombre des Macédoniens innocents qui pourrissent dans les cachots, dépasse plusieurs milliers. Ils sont ordinairement maintenus pendant des mois en détention préventive, puis remis en liberté, vu qu'il n'a rien été trouvé à leur charge.»

Dans les prisons, ce sont les méthodes médiévales de l'inquisition qui régissent. De très nombreux détenus, sous les tortures, perdent la raison, ou succombent. Dans la prison de Skopje, un détenu fut battu à mort et forcé à plier la tête et à la porter jusqu'aux parties inférieures de son corps. A un autre, on écrasa et arracha les muscles avec un appareil spécial.»

«Dans la prison de Stroumitza, 2 détenus furent obligés à danser, nus, sur des charbons ardents, jusqu'à ce qu'ils tombèrent, évanouis. Un détenu de la prison de Skopje est devenu fou, et un autre a dû rester couché pendant deux mois à l'hôpital.»

Il est impossible de publier les innombrables cas des actes iniques de la terreur blanche et de l'oppression nationale en Macédoine. Je ne citerai ici que quelques cas caractéristiques.

Micha Mikhailovitch fut assassiné lors de son transport. A Guévguéli, Christo Guéguieff fut assassiné par des inconnus. A Negotin, Guéorgu Andicheff fut nuitamment assassiné de la même manière; un jour avant son assassinat, il avait eu une altercation avec le brigadier de gendarmerie qui l'avait menacé avec les paroles: «Tu vas me connaître». Dans le village de Rochden, le paysan Kosté Komitoff fut appelé au poste de gendarmerie et poignardé; son corps fut ensuite trouvé dans la cour de sa maison. Dans le village de Dren, 2 paysans furent assassinés. Sawa Guéorguieff, du village de Chivina, Guioné Traikoff, du village de Chouchitza, Iané Stoytcheff, d'Alexinzi, Tomá Kouyoumdjieff, de Stroumitza, furent assassinés lors de leur transport.

Un jeune paysan de Chtip, venu récemment de la Bulgarie, fut convoqué chez le commandant, et depuis il a disparu sans traces. Le commandant dit aux parents: «Vous ne reverrez plus votre fils; que Dieu le protège». A Koumanovo, l'ouvrier Sadieff fut assassiné, lors de son transport. A Alexinzi, la police a obligé la population à garder pendant huit jours les cadavres de ceux qu'elle, la police, avait assassinés.

Le 31 janvier, à Prilep, en plein jour, Boris Stoyanoff fut assassiné par la police. Deux gymnasiastes furent jetés en prison et y maintenus pendant cinq jours pour avoir dit qu'ils avaient vu et qu'ils connaissaient les assassins. Le 15 février, à 7 heures du soir, à Skopje, le pharmacien Milan Ghénoff fut assassiné dans sa propre pharmacie. La veille, également à Skopje, le Turc Kiani bey avait aussi été assassiné. Donc, à Skopje, dans l'une des plus grandes villes de la Macédoine — grand centre administratif, politique et économique — deux meurtres politiques furent perpétrés dans l'espace de deux jours. Le 31 mars dernier, à Prilep, à 2 heures du matin, Ivan Boyadjieff fut assassiné. Le meurtre eut lieu non loin du casino des officiers et tout près du poste de police, de la station de gendarmerie et de la sous-préfecture. Les meurtriers ne furent pas trouvés, ils restent inconnus.

Les procès contre les Macédoniens, et tout particulièrement contre les ouvriers conscients et les intellectuels progressifs se succèdent sans interruption, ils ont souvent lieu plusieurs simultanément. Je ne citerai ici que quelques grands procès:

Le 23 février eut lieu à Chtip le procès contre les Macédoniens Sografsky, Guéorguieff, Varadinoff, Sadrieff, Petroff et Voynoff, sous l'accusation d'être des communistes et d'avoir participé à l'attentat du général Kovatchévitch. On connaît les traitements inhumains qui leur furent infligés dans la prison. Devant le tribunal, Sografsky, en son propre nom et au nom de ses co-accusés, a fait des déclarations sensationnelles des détails du régime inquisitorial sévissant dans les prisons yougoslaves. Il a déclaré aussi qu'ils avaient été arrêtés par des criminels de droit commun condamnés à mort mais relâchés et armés avec ordre d'arrêter par tous les moyens tous les gens suspects. Dans la nuit même de l'arrestation de Sografsky et de ses camarades, plusieurs «gens suspects» déjà jetés en prison ont «disparu sans traces» — on les a enlevés de la prison et les a assassinés secrètement. Le discours de Sografsky était un formidable réquisitoire contre la terreur blanche et l'oppression nationale en Macédoine et dans toute la Yougoslavie. Malgré le manque absolu de toute preuve à la charge des accusés, Sografsky et Guéorguieff furent condamnés à 4 années de travaux forcés chacun, Varadinoff à 3 années, et tous les autres à 2 années.

Le 17 mars eut lieu, également à Chtip, le procès contre les agresseurs du général Kovatchévitch et contre 37 autres Macédoniens. Le tribunal condamna à mort: Kraneff, Chivadineff, Delipetroff et Vardaroff; à 20 années de travaux forcés: Gouneff et Velkoff; à 12 années de travaux forcés: Grankoff, Rachkoff et Stamenkoff; à 10 années: Boyadjieff; à 5 années: Noucheff; à 4 années: Daneff. Le procès contre Nedkoff fut ajourné.

Le 21 mars dernier eut lieu, toujours à Chtip, le procès contre Chekerinoff et ses «complices», tous accusés du crime d'avoir eu chez eux le «Makedonsko Delo». Chekerinoff fut condamné à 4 années de travaux forcés.

Le 30 mars furent condamnés, à Skopje: Milan Hadji Pantzoff, à 10 années de travaux forcés, et Grigor Guérguieff à 5 années.

La Cour d'Appel condamna à mort cinq Macédoniens accusés d'avoir participé à l'assassinat de Hadji Popovitch, rédacteur du journal nationaliste serbe «Etoile du Sud».

A la fin de février eut lieu à Bittolia le procès contre le Dr. Tatartcheff et quatorze autres Macédoniens, accusés d'avoir été en relations avec l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne et avec les communistes. Il est inutile de répéter ici les terribles tortures infligées aux accusés dans la prison. Je veux seulement relever ici qu'à la suite des maltraitements et tortures subis, le Dr. Tatartcheff a perdu l'ouïe et Christo Lazaroff a comparu devant le tribunal tout couvert de blessures saignant encore. Le procès fut alors ajourné.

#### Le bilan de la terreur sanglante dans les trois premiers mois de 1928.

D'après les informations incomplètes, dont nous disposons, les résultats de la terreur blanche sont les suivants:

- 9 meurtres politiques,
  - 532 arrestations et internements politiques,
  - 110 détentions préventives continuées de 1927,
  - 47 condamnations à des travaux forcés
- soit en tout 698 personnes, avec 878 membres de familles.
- Les condamnations politiques sont les suivantes:
- 9 condamnations à mort,
  - 97 condamnations à des peines d'emprisonnement d'ensemble 180 années et 11 mois,

172 communistes furent expulsés de leurs demeures et condamnés à être internés pendant ensemble 900 années dans leurs lieux de naissance.

Dans 15 bagnes se trouvent 47 communistes, condamnés ensemble à 344 années et 1 mois, et l'un à vie.

Je répète que ces chiffres sont absolument incomplets. N'y sont pas comprises des milliers et des milliers de victimes en Macédoine, Monténégro, Vojvodine, Dalmatie, Bosnie, Herzégovine, car il y a été encore impossible d'établir la liste complète des victimes de la terreur blanche.

Et l'on se demande: la bourgeoisie hégémonique serbe, par cette féroce terreur blanche et cette non moins féroce oppression nationale, a-t-elle pu atteindre les buts qu'elle s'était proposés?

Sans nous trop attarder sur cette question, car cela nous dévierait trop des cadres de notre sujet, nous pouvons constater, sur la base des faits historiques:

Cette politique de terreur et de dictature de la bourgeoisie serbe non seulement n'atteignit pas le but proposé, mais au contraire fit que cette bourgeoisie en est aujourd'hui bien plus éloignée qu'il y a dix ans. Elle a, par cette politique, élargit et aiguisé les contradictions nationales et de classe et a ainsi contribué à les pousser vers une étape supérieure. Ce qui est une nécessité historique depuis longtemps déjà, se réalisera en Yougoslavie aussi: l'édification multilatérale, idéologique, politique et organisatoire du front révolutionnaire uni du mouvement ouvrier, paysan et national-révolutionnaire des pays balkaniques.

Tout le développement de jusqu'ici de la Yougoslavie,

sa situation actuelle compliquée et critique intérieure et extérieure, impose cette tâche concrète et directe à tous les peuples opprimés, en première ligne à tous les travailleurs de Yougoslavie.

Nous assistons à ce grand processus historique. Les masses travailleuses et les peuples opprimés de Yougoslavie ont donné beaucoup de victimes, ont beaucoup saigné, beaucoup souffert, beaucoup pleuré, et de nombreuses victimes seront encore données, vu le rôle que les grandes puissances impérialistes jouent dans les Balkans. Mais, simultanément, et en connection avec le danger de guerre toujours croissant dans les Balkans, il faut souligner que les luttes et les événements qui se déroulent en Yougoslavie et dans les Balkans, ont une grande importance non seulement pour les Balkans, mais aussi pour le monde entier. D'où le devoir des travailleurs de tous les pays d'aider les peuples balkaniques dans leur lutte contre l'impérialisme international, contre la terreur blanche et l'oppression nationale dans les Balkans.

Les masses travailleuses de presque tous les pays ont déjà beaucoup fait pour les victimes de la terreur blanche dans les Balkans, et spécialement en Yougoslavie. Mais nous avons encore une grande tâche à accomplir pour parvenir à réunir toutes les classes et nationalités opprimées des Balkans dans un front unique de lutte contre la terreur blanche, contre l'oppression nationale de la bourgeoisie serbe, contre l'exploitation des masses laborieuses de la part des classes dominantes serbes et locales nationales.

R. Kremenovitch

## La Macédoine sous joug serbe livrée aux assassins

De très nombreuses fois nous avons dû stigmatiser dans les colonnes de la «Fédération Balkanique» les barbares des gouverneurs en Macédoine sous joug serbe. Nos lecteurs connaissent tout particulièrement l'un de ces gouverneurs, Dobritza Matcovitch, satrape de Monastir, qui a fait massacrer en masse des Macédoniens à Garvan et ailleurs dans la région de Brégalnitsa, et qui continue actuellement son oeuvre de bourreau dans le département de Monastir.

La «Fédération Balkanique» et le «Makédonsko Délo» avaient publié il y a quelques temps une véhémente protestation du Comité parisien contre la Terreur Blanche dans les Balkans, contre le régime de terreur serbe sévissant dans toute la Macédoine sous joug serbe. Cette protestation citait, parmi les massacreurs de la population macédonienne, le nom du plus sanguinaire de ces massacreurs: de Dobritza Matcovitch. Or, ce dernier a cru pouvoir tenter de se disculper en adressant à Henri Barbusse, président du Comité parisien contre la Terreur Blanche dans les Balkans, une lettre «rectificative». Mais il a reçu du célèbre écrivain français la réponse qu'il méritait. Nous publions ci-dessous les deux lettres:

*Lettre de Matcovitch:*

Bitolja, le 15 novembre 1927

Monsieur Henri Barbusse

Monsieur,

Je viens de recevoir le No. 50 du «Makédonsko Délo» et je lis, sous votre signature, la lettre de protestation que vous avez adressée à Monsieur le Président des Ministres à Belgrade, au sujet de l'arrestation d'un certain nombre d'étudiants accusés d'attentat sur la ligne de Skoplje à Vélès.

Vous me rendez responsable de ces arrestations et vous demandez à Monsieur le Ministre que je sois relevé de mes fonctions.

Je vous avoue, Monsieur, que je suis fort étonné qu'une telle protestation soit dirigée contre ma personne.

Mon intention n'est pas d'entrer en polémique avec vous, et j'aurais certainement négligé cet écrit s'il n'avait été signé par vous; mais l'amour de la vérité m'oblige à dire que vous avez, pour le moins, commis une grosse faute de géographie. En effet, les étudiants arrêtés appartiennent — comme vous l'écrivez vous-même — aux villes de Skoplje, de Ljoubljana et de Zagreb, c'est-à-dire à des villes qui sont distantes de plusieurs centaines de kilomètres de Bitolja. Un simple coup d'oeil sur une carte vous en convaincra aisément, si vous voulez bien noter que Monastir se nomme en serbe Bitolja.

Vous voudrez bien admettre que je ne puisse être tenu pour responsable d'actes qui se passent en dehors de mon département. Le préfet de la Savoie répond-il des faits et gestes de son collègue des Vosges, par exemple?

Votre bonne foi a évidemment été surprise. Je pense qu'il aura suffi que j'attire votre attention sur ce point pour que vous et vos co-signataires reconnaissiez, en toute loyauté, que votre protestation ne peut, en aucun cas, être adressée contre ma personne.

Il serait souhaitable, à l'avenir, à cause de l'estime même que nous vous portons en Serbie, que vous vérifiez tous les renseignements de ce genre et que vous n'ayez pas à enregistrer pour vous et pour votre parti, une rectification toujours désagréable à donner.

Veillez croire, Monsieur, à mes sentiments les plus distingués.

Signé: Matcovitch

Réponse de Barbusse:

Paris, 30 mars 1928

M. le Préfet de Monastir

Monsieur le Préfet,

Ainsi que je vous l'avais écrit, j'ai fait faire dès la réception de votre lettre une enquête circonstanciée sur les faits que vous me signaliez.

Je n'ai pas besoin de vous dire, en commençant, que je n'ignorais nullement que Bitolja et Monastir sont les noms de la même ville macédonienne, et que, préfet dans cette ville, vous n'avez pas sous votre juridiction Uskub, Ljoubljana et Zagreb.

Dans la lettre que nous avons envoyée le 2 septembre à M. le Président du Conseil Voukitchévitch, nous avons protesté contre la politique générale de serbisation par la violence employée en Macédoine par le gouvernement de Belgrade, et nous nous sommes nettement élevés contre l'arrestation des jeunes Macédoniens qui furent d'ailleurs depuis, pour la plupart, condamnés dans un grand procès politique. De ce procès, des violences et des tortures qui l'ont accompagné, c'est le gouvernement de Belgrade que nous rendions responsable.

Mais dans la même lettre nous rappellions votre action personnelle dans le département de Monastir.

Nous nous sommes suffisamment intéressés à la cause macédonienne pour savoir que vous êtes une personnalité particulièrement représentative des persécutions dont les Macédoniens sont victimes, de la part des autorités serbes. Nous n'ignorons pas que, préfet à Stip en 1923, vous avez ordonné les massacres de Garvan. Nous avons à notre disposition la liste des 28 Macédoniens tués par votre ordre à la mitrailleuse le 2 mars 1923. Nous savons qu'à la suite de ces événements horribles, le gouvernement même de Belgrade vous releva de votre poste à Stip. Il serait évidemment difficile d'énumérer tous les malheureux qui en furent les victimes. Citons seulement l'assassinat de Rassim du village ture de Drénovo, celui des deux Macédoniens de Cochino, le père et le fils abattus comme ils se rendaient au marché de Prilep; la tentative de meurtre contre le

meunier Velianovsky du village de Seltzé. Faut-il vous rappeler également l'assassinat de Cristo Leonoff, les tortures auxquelles furent soumis le prisonnier Dr. Tatartcheff et ses camarades, dans la prison de Resna?

Puisque vous lisez le «Makedonsko Delo», vous pouvez y trouver en ce qui concerne les faits plus récents l'énumération des actes de violence de toutes sortes commis contre la population macédonienne dans la région dont vous êtes le préfet.

Nous avons dit, Monsieur le Préfet, dans notre lettre adressée le 2 septembre à M. le Président du Conseil Voukitchévitch, que le gouvernement de Belgrade devrait mettre un terme à vos agissements dans la région de Monastir. Nous sommes malheureusement obligés de constater que ces agissements, depuis l'automne dernier, ont continué et ont fait de nouvelles victimes.

Ne vous étonnez pas si les cris de ces victimes parviennent jusqu'à nous et si les consciences libres de l'Europe Occidentale, et notamment de la France, se solidarisent avec les malheureux Macédoniens luttant pour la liberté.

Recevez, M. le Préfet, nos salutations.

Signé: H. Barbusse

## La situation des Macédoniens dans la satrapie de Matcovitch

(Correspondance d'Okhrid)

De jour en jour, la terreur et les persécutions augmentent. Ici, comme partout en Macédoine sous joug serbe, la situation était déjà bien affreuse; les autorités accomplissaient leur oeuvre lugubre de dénationalisation ou d'extermination. Mais, après les derniers événements d'au-delà du Vardar, notre situation est devenue absolument intolérable. Depuis son arrivée, Dobritza Matcovitch a resserré le terrible étouffement de la tyrannie. Tout d'abord, tous les gendarmes origi-

naires de la région, chrétiens ou musulmans, ont été révoqués comme non-sûrs et remplacés par des gendarmes envoyés de Serbie et triés sur le volet, et leur nombre a aussi été doublé. La population macédonienne est littéralement terrorisée par eux. De plus, les autorités serbes ont fait constituer des comités spéciaux qui organisent systématiquement des meurtres des Macédoniens les plus en vue. A la tête du comité de notre ville se trouve le décapiteur bien connu Tsvétan Guertchévitch, ancien sous-préfet de police d'Okhrid, qui a lui-même fait perpétrer par ses acolytes tous les assassinats des Macédoniens en vue pendant les deux ou trois dernières années. Le bruit a couru dernièrement qu'une liste de 400 Macédoniens des plus en vue et des plus éclairés avait été dressée par la police. Cela a provoqué, bien compréhensiblement, un vif émoi parmi la population toute entière. Le bruit court aussi avec persistance qu'un grand nombre de personnes ont été tuées dans le district — mais qui sont-elles? où ont-elles été tuées? il est bien difficile de l'apprendre, car les autorités veillent, et toute tentative de s'informer est cruellement et féroce ment réprimée. Dans la caserne de Bitolia, sur un ordre des officiers, a été tué Lazar Bouneff, le frère de Maria Bouneva, qui tua dernièrement à Skopié le chef du contentieux du joupanat, Prélitch. Un citoyen juif fut également tué à Bitolia par les autorités. Nous vivons ici dans une atmosphère de tueries.

Tout cela a sa répercussion sur la vie économique de la région. Le commerce est en pleine stagnation. Les artisans et les petits commerçants finissent leurs journées sans aucun travail. Beaucoup de familles ne gagnent pas les moyens de manger à leur faim. Dans les rues, on voit des gens pâles, amaigris, trébuchant de faiblesse par suite de sous-alimentation.

Nous traversons des jours terribles. Jamais nous ne nous étions trouvés dans une telle situation.

S. Zavoïsky

## La Macédoine aux Macédoniens! — La terre aux paysans! \*)

### VIII. L'Union des forces révolutionnaires macédoniennes

#### L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée — ORIM UNIFIÉE

L'unification des forces révolutionnaires macédoniennes en une seule organisation l'ORIM unifiée (l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée), constitue l'événement le plus important dans le mouvement révolutionnaire macédonien depuis l'insurrection d'Ilinden.

Le massacre sanglant organisé en Bulgarie par la bourgeoisie réactionnaire bulgare, la cour et les militaristes, sous le gouvernement du sanguinaire Tsankoff, coûta au peuple bulgare des centaines de milliers de ses meilleurs fils. A la honte de l'idée révolutionnaire macédonienne, Alexandroff, Protoguéroff et leurs gens de l'ORIM jouèrent dans les massacres de Tsankoff le plus grand rôle, en tuant en masse des ouvriers et des paysans bulgares, des révolutionnaires macédoniens fédéralistes, et des communistes. Cette page dans l'histoire du peuple bulgare doit être écrite avec les caractères les plus noirs. A la honte de la classe ouvrière et de l'idée socialiste, le parti socialiste en Bulgarie appuya activement le régime sanguinaire de Tsankoff et s'apposa ainsi pour toujours sur son front le cachet de l'ignominie et de la trahison envers les travailleurs des villes et des villages.

Quelle a été l'influence de ce régime pour le mouvement macédonien de libération? Le contraire de ce dont conversèrent Tsankoff, Alexandroff et Protoguéroff. Le mouvement révolutionnaire en Macédoine en fut tout-à-fait affaibli, et le régime réactionnaire serbe en Macédoine se renforça et commença à appliquer systématiquement ses plans d'oppression et de dénationalisation. On vit que la politique pleine de fautes des verkhovistes avait effectivement servi les intérêts non seulement de la bourgeoisie bulgare, mais aussi des bourgeoisies serbe et grecque — toutes trois réactionnaires et avides de conquêtes.

Les masses du peuple macédonien commencèrent à comprendre alors vers quel abîme les menait la politique criminelle des Alexandroff et Protoguéroff. Les masses des réfugiés et révolutionnaires macédoniens en Bulgarie commencèrent à se demander ce qui adviendrait de la Macédoine et de la Bulgarie, si cette politique devait continuer. Sous

l'influence des masses, Alexandroff et Protoguéroff se mirent aussi à réfléchir. Et, dans un moment lumineux, ils comprirent qu'ils devaient au plus tôt rompre la honteuse alliance des révolutionnaires macédoniens avec la cour, les militaristes et la bourgeoisie réactionnaire bulgare, que l'on devait au plus tôt réunir tous les vrais combattants macédoniens en une seule organisation révolutionnaire et conduire la lutte ensemble avec celle de toutes les nations opprimées des Balkans et avec le mouvement révolutionnaire ouvrier, dont le but quant à la Macédoine et aux Balkans est le même que celui des combattants pour la libération macédonienne.

Et nous assistâmes à un rare moment historique: le 6 mai 1924, à Vienne, fut élaboré un Manifeste commun de tous les révolutionnaires macédoniens, et les signatures des verkhovistes Alexandroff et Protoguéroff y furent apposées ensemble avec celle du fédéraliste Tchaouleff, au nom de l'ORIM. Ce Manifeste symbolisait le mouvement macédonien en entier, donnait à ce mouvement tout entier une base saine et solide: sa pleine et entière indépendance de tous les régimes balkaniques et de tous leurs intérêts dynastiques et militaristes.

Les bases de ce Manifeste adressé à tout le peuple macédonien furent les suivantes:

1. Il est constaté que pas un seul des gouvernements balkaniques ne songe à la libération et à l'Union du peuple macédonien, et que chacun de ces gouvernements ne s'efforce qu'à conquérir la Macédoine pour soi-même, c'est-à-dire à créer pour l'avenir aussi de nouveaux germes de guerres entre les peuples balkaniques;

2. La libération et l'union de la Macédoine ne sont possibles que si le peuple macédonien mène sa lutte de libération en pleine indépendance, en s'efforçant de réunir en un et unique front révolutionnaire macédonien toutes les forces éparses du mouvement macédonien de libération;

3. L'ORIM travaillera le plus intimement avec tous les mouvements révolutionnaires et progressifs des Balkans et de l'Europe, s'appuyant principalement sur le front unique balkanique; elle renforcera son activité révolutionnaire pour la libération et l'indépendance de la Macédoine et la création d'une Fédération Balkanique, assurera ainsi la paix dans les

\*) Voir Nr. 90/91 de la Féd. Balk. du 1er mai 1928. Errata: Dans notre numéro précédent, l'astérisque (\*) dans les notes se rapporte au Parti Ouvrier Indépendant, du bas de la première colonne.

Balkans et contribuera à consolider la paix européenne. Ces bases du Manifeste sont en réalité les résultats d'expériences de longues années payées avec le sang précieux des meilleures forces macédoniennes. On conçoit l'importance de cet acte rien que par l'enthousiasme général avec lequel il fut salué par tous les révolutionnaires macédoniens. La pensée de la fin de la guerre fratricide dans l'Organisation, emplissait tous les Macédoniens de nouveaux espoirs en de meilleurs jours pour la liberté de la Macédoine.

Les classes dominantes dans les Etats balkaniques, particulièrement celles de la Bulgarie, mirent cependant tous les moyens en action pour empêcher l'union des révolutionnaires macédoniens, ayant bien reconnu que cette union signifierait la fin de leur oppression et exploitation dans les Balkans. Le régime Tsankoff exerça immédiatement une pression sur Alexandroff et Protoguéroff. Intimement liés à ce régime et aux impérialistes bulgares, insuffisamment conscients de la grande importance historique du Manifeste, Alexandroff et Protoguéroff renièrent leurs signatures et commirent ainsi une nouvelle trahison contre le mouvement macédonien de libération.

Peu de temps après, Alexandroff fut assassiné, alors qu'il se trouvait en compagnie de Protoguéroff, et il est prétendu que ce meurtre a été perpétré avec la connivence de Protoguéroff, sur le désir des cercles dominants bulgares qui considéraient Protoguéroff comme plus digne de leur confiance qu'Alexandroff.

Au lieu de cesser les meurtres fratricides, les révolutionnaires macédoniens continuèrent à servir d'instruments aveugles à la réaction bulgare, et s'appliquèrent à assassiner tous les partisans du Manifeste du 6 mai 1924. Les vétérans les plus nobles du mouvement macédonien de libération tombèrent victimes dans ces luttes. En septembre 1924, 160 révolutionnaires macédoniens furent assassinés, dont Dimo Hadji Dimoff, St. Kovatcheff, Ar. Yovkoff, Tch. Kantardjief, Al. Bouinoff, et autres. Les assassins ne furent cependant pas satisfaits des meurtres perpétrés en Bulgarie, et envoyèrent des spadassins à l'étranger; ces spadassins tuèrent Peter Tchaouloff à Milan, le 23 décembre 1924, et Todor Panitza à Vienne, le 8 mai 1925.

Mais, malgré tous ces assauts criminels, la saine idée du Manifeste du 6 mai 1924 se fraya son chemin, et la véritable Organisation Révolutionnaire Macédonienne sut de nouveau se constituer. En octobre 1925, les partisans de l'idée du Manifeste du 6 mai 1924, réunis en une Assemblée, lancèrent un nouvel Appel aux révolutionnaires macédoniens, les invitant à continuer l'oeuvre d'union entreprise le 6 mai 1924. Ils fondèrent une Organisation qui garde l'ancien nom d'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, en y ajoutant le mot unifiée, pour souligner ainsi par son nom aussi l'importance de l'union de toutes les forces révolutionnaires. Cette organisation s'appelle, par ses initiales: ORIM unifiée.

Les statuts de l'ORIM unifiée, publiés également en octobre 1925, expriment clairement les buts de l'Organisation et le chemin à suivre: l'union en un front de lutte de toutes les forces révolutionnaires, sans distinction de confession, ni de nationalité, l'union de toutes les organisations révolutionnaires qui ont pour but la libération et l'indépendance de la Macédoine, front unique des ouvriers et paysans, front unique de tous les peuples opprimés des Balkans — et ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de conquérir la liberté et l'indépendance de la Macédoine et la constitution de la Fédération des libres peuples balkaniques.

Il est nécessaire de souligner encore une fois que la formation de l'ORIM unifiée constitue l'événement historique le plus important de la lutte du peuple macédonien pour sa liberté et son indépendance, que les véritables révolutionnaires macédoniens doivent mettre une fin à leurs tueries réciproques, qu'ils doivent se grouper autour de leur ORIM unifiée, et se mettre de toutes leurs forces au service de l'oeuvre entreprise. La bourgeoisie balkanique tra-

vaillera de toutes ses forces pour ses intérêts. Révolutionnaires macédoniens, travaillez de toutes vos forces, de toute votre énergie, pour vos intérêts, pour votre liberté.

(A suivre.)

Costa Novakovitch

## Appel à l'Opinion Publique

par un groupe d'intellectuels Belges  
en Faveur de la Bessarabie

Chers concitoyens,

Un petit pays de trois millions d'habitants, la Bessarabie, ancienne province des Tsars, s'est trouvée rattachée à la Roumanie, par décision des puissances.

Justement émus des plaintes qui nous viennent de cette province lointaine et des milliers de ses émigrés (300.000), nous voulons attirer l'attention de l'opinion belge sur ce problème bessarabien qui, sans doute, apparaîtra lointain à beaucoup de nos compatriotes, mais qui, dans le fait, constitue un des obstacles au rétablissement d'une paix durable en Europe.

Ce qui semble justifier notre appréhension, c'est que cette infortunée province, que la propagande officielle roumaine nous décrit comme rattachée volontairement à la Roumanie, a vécu pendant dix années et continue à vivre en état de siège constant.

Le gouvernement roumain veut organiser des fêtes officielles pour célébrer le rattachement, mais, au cours des pourparlers, les autorités civiles de la Bessarabie se sont répandues en lamentations sur le sort du pays ruiné et terrorisé et ont imposé au gouvernement roumain, comme condition première de leur participation à la fête officielle, que «l'état de siège soit levé au moins pendant la durée des fêtes».

N'est-ce pas un indice suffisant pour éveiller les alarmes des hommes attachés à la conquête de la paix et de la justice internationale?

Toutefois, notre appel ne peut être considéré comme une injure au peuple roumain lui-même, pour lequel nous éprouvons une vive sympathie; mais, pour lui-même comme pour toutes les nations, n'est-il pas désirable que chaque nationalité trouve, dans les accords internationaux, une garantie de son libre développement?

C'est pourquoi nous avons consenti à porter, devant l'opinion belge, les revendications formulées, au Congrès de Luxembourg (juin 1927), par les associations d'émigrés bessarabiens, à savoir:

1. l'institution d'une commission d'enquête pour examiner la situation de la Bessarabie, telle qu'elle résulte de dix années d'occupation roumaine;
2. le retrait de l'administration et des troupes roumaines;
3. l'organisation d'un plébiscite permettant à la Bessarabie de décider de son sort.

Le plébiscite a permis de solutionner plusieurs problèmes graves de la politique européenne.

Dès lors, pourquoi éterniser «l'état de siège» en Bessarabie et entretenir ce nouveau foyer de discorde balkanique?

Accorder le plébiscite, c'est assurer l'avenir des peuples de la Bessarabie, tout en donnant une nouvelle garantie de paix à toutes les autres nations.

Et c'est dans cet esprit que nos concitoyens belges doivent accepter notre intervention et la soutenir.

Docteur Terwagne, président de la Fédération Internationale de la Libre Pensée; V. Bohet, professeur; Léon Troclet, député; Jean Baar fils, président de la Libre Pensée de Liège; Aug. Vaulet; les avocats A. Buisseret, Ch. Moris, Bertrand, Paul Horion, Léon-Eli Troclet, G. Mourquin, Roger Vander Vaal.

*La voie vers la paix européenne mène par les Balkans. La voie vers la paix dans les Balkans mène par la Fédération Balkanique. La Fédération Balkanique deviendra l'un des grands fondements du monde pour sa future constellation internationale économique et politique.*

*Pour la constitution de la Fédération Balkanique il faudrait provoquer un grand mouvement des peuples parmi toutes les nations balkaniques. Il faut créer nécessairement une atmosphère politique, culturelle et nationale qui prépare et rend possible le grand acte. Voilà pourquoi la Fédération Balkanique ne sera pas une oeuvre des éphémères gouvernements balkaniques d'aujourd'hui, mais un produit de l'accord et de la volonté des nations balkaniques.*

Dr. Fr. Soukup

# LA RÉACTION DANS LES BALKANS

## FAITS ET ÉVÉNEMENTS

### Bulgarie :

**Nouvelle victime de la terreur zgovoriste.** — L'instituteur bulgare Nicolas Ilieff, prisonnier politique, âgé de 54 ans, vient d'expirer dans un cachot de la prison centrale de Sofia, succombant au féroce régime zgovoriste auquel il était soumis.

Nicolas Ilieff a travaillé depuis trente ans comme un rare idéaliste dans le mouvement syndical des instituteurs bulgares et dans le mouvement ouvrier et paysan. Ancien instituteur et maire de Loveitch, il est connu par les habitants de toute la région de cette ville. Il fut plusieurs fois arrêté et torturé par la police bulgare, pour avoir écrit contre la terreur et contre les arbitraires policiers.

Il y a quatre mois, il se rendait à Béla-Slatina pour la campagne des élections municipales. Arrêté, il fut presque assommé par les détectives de M. Liaptcheff, et amené à Sofia. Jeté dans la prison centrale pour avoir été porteur d'un numéro confisqué du journal indépendant «Novini» dont il était dernièrement l'administrateur général, il fut plusieurs fois «promené» sous «escorte renforcée», entre Sofia et Béla-Slatina, «pour la recherche des preuves».

Le 1er mai, il était jeté de la prison au cachot pour avoir orné sa boutonnière d'un ruban rouge. Exécuté par les souffrances perpétuelles, la mauvaise nourriture, les tortures morales et physiques, privé d'air et des visites des siens, il a rendu le dernier soupir dans le cachot humide et noir de la prison centrale de Sofia.

Membre du Comité central du parti du travail, il jouissait d'une popularité extraordinaire parmi les masses laborieuses de Sofia. A l'enterrement organisé par ses amis, les ouvriers et ses amis personnels sont venus en grand nombre saluer la dépouille du vaillant militant, qui a donné toutes ses forces pour le mouvement ouvrier et paysan bulgare. La police mobilisée a empêché le cortège de passer par les rues principales de Sofia. Le député Avram Stoyanoff s'est vu obligé, à plusieurs reprises, de protester auprès du commandant de Sofia. Quand même au cimetière, une grande masse d'ouvriers est parvenue à se réunir pour entendre les discours d'adieu prononcés au nom du parti du travail, par M. Stoyanoff, député, et au nom des agrariens bulgares par M. Dragneff.

Il ne faut pas oublier que c'est dans les mêmes conditions que mourut, il y a un peu plus d'un an l'ancien ministre de Stamboliisky, le célèbre poète paysan Tsimako Bakaloff.

**Les prisonnières politiques de Sofia.** — Quelques notices sur quelques détenues politiques de la prison centrale de Sofia.

1<sup>o</sup> Ghinka Belcheva, 45 ans, du village Tchépélaré, condamnée à quinze ans de prison pour avoir donné refuge à son gendre disparu sans trace. Elle est veuve, avec cinq enfants, dont quatre sont encore mineurs. Depuis trois ans, elle est détenue pour avoir commis le lourd crime d'avoir accordé asile à son gendre venu chez elle en hôte. Sa maison fut assaillie et brûlée, ceux qu'on y découvrit furent arrêtés.

2<sup>o</sup> Adèle Haralan Nicolova, 44 ans, née à Grenoble (France), condamnée à mort par pendaison, coupable d'avoir donné refuge à l'agrarien Grantcharoff et au communiste Friedmann, etc., qui ont été tués par la suite. Veuve, avec un fils qui, amnistié en février 1926, est sorti de prison et parti pour la France. La peine d'Adèle Nicolova fut commuée à la détention à perpétuité et plus tard à quinze ans de prison sévère. Il y a trois ans entiers qu'elle purge sa peine. Son foyer a été dévasté et les objets vendus par la police, ses vêtements, même son linge ont été saisis par la police.

3<sup>o</sup> D. Todorova, 40 ans, condamnée à cinq ans de prison pour avoir donné refuge à Borimetchkoff, cousin de son mari. Veuve avec deux enfants mineurs. Depuis quatre ans, elle est détenue pour avoir logé durant une seule nuit Borimetchkoff. Leur maison fut assaillie, mitraillée. Borimetchkoff a été tué après avoir mis sur pied toute la garnison de police. Le mari de Dimka Todorova est disparu à la Sécurité générale. Le fils de Borimetchkoff, adolescent de dix-sept ans, a été tué lui aussi.

4<sup>o</sup> Tsola Dragoïtcheva (Sonia), 30 ans, institutrice, née à Béla-Slatina, condamné à mort par pendaison comme organisatrice et sa peine commuée à l'emprisonnement à perpétuité à cause de sa grossesse à la suite de ce qu'elle avait été violée dans la prison par des gardiens. Sa peine fut, par

la suite, réduite à quinze années de prison sévère. Le petit Tchavdar, né dans la prison, a deux ans et trois mois.

5<sup>o</sup> Kounka Pentcheva Apostolova, 24 ans, étudiante, née à Sofia, condamnée à douze ans et demi de détention, comme organisatrice. Elle purge sa peine depuis trois ans.

**A la suite du 1er mai.** — 54 prisonniers politiques de la prison centrale de Sofia ont été punis d'un mois de cachot et d'une privation de visites pendant deux mois, pour avoir orné leurs boutonnières d'un ruban rouge le 1er mai.

**Malgré la terreur gouvernementale...** — Le rédacteur du «Novini», Assen Boyadjieff, arrêté et jeté en prison pour la dix-neuvième ou vingtième fois, a adressé, de la prison, aux travailleurs de Bulgarie, l'Appel suivant :

«Camarades,

«Voilà déjà cinq ans que nous sommes victimes d'une dictature fasciste épouvantable. Tous nos droits et libertés sont anéantis: la misère règne dans toutes les couches ouvrières. Les meilleurs de nôtres sont emprisonnés ou bien chassés à l'étranger...

«... Nous avons organisé la fête du 1er mai, et pour avoir rempli ce devoir devant les ouvriers du pays, la police a chargé, tiré, blessé plusieurs des nôtres. Plusieurs têtes ouvrières ont été fracassées, des centaines d'ouvriers arrêtés et torturés bestialement.

«Le camarade I. Mileff, secrétaire général de nos syndicats, assommé par la police, est grièvement malade, à la suite des blessures reçues.

«La police continue ses exploits...

«... Aujourd'hui, on m'arrête, m'accusant, d'après l'ignoble loi de défense, d'avoir publié la poésie «Le 1er Mai»; écrite par notre feu ami C. Smyrnensky, et d'autres articles insérés dans le numéro de mai de notre journal...

«... On a commencé des poursuites d'après la même loi contre plus de 20 ouvriers, pour avoir fêté et organisé la fête du 1er mai.

«Et malgré tout, malgré cette terreur sur les ouvriers et paysans, la victoire finale nous appartient!

«Malgré tout, haut les fronts!

«Aucun recul devant le fascisme, aucune peur, aucun trouble!

«Vive le 1er mai!

«A bas le Zgovor fasciste!

«Vivent les ouvriers et paysans!

«Assen Boyadjieff.

«Prison centrale de Sofia.»

### Macédoine :

**En zone serbe.** — Une nouvelle agression a été commise le 7 de ce mois, à Prichtina, ville peuplée de Turcs, Albanais et Bulgares, située près de la frontière albanaise. Ont été attaqués Gafour Aga, ancien député du parti Djémiet, actuellement dissout, et Moustafa Adida, membre du Conseil municipal. Le député Gafour a été tué. L'agresseur, un agent de la Main Blanche, a disparu.

**En zone grecque.** — Le gouvernement continue à essayer d'étrangler l'idée de l'autonomie de la Macédoine, qui gagne toujours du terrain. Nous avons déjà signalé que les députés communistes à la Chambre grecque, furent poursuivis pour avoir soutenu l'idée de la Macédoine autonome dans la Fédération Balkanique. Plusieurs autres Macédoniens sont poursuivis et déportés dans les îles pour les mêmes idées. Toute lutte pour la liberté des nationalités opprimées est qualifiée de bolchevisme, pour «justifier» l'arbitraire et les violences des autorités.

Voici de nouvelles arrestations: à Cavalla, Pecos, président de l'Association des Otages de guerre; Mantos, vice-président de ladite Association; Haravatis, secrétaire général de l'Association des locataires; Tzimas, secrétaire général de l'Union des Ouvriers de Tabac, et D. Thomas ont été arrêtés sur mandat du juge d'instruction d'Athènes, M. Pavlopoulos. Ils sont impliqués dans l'affaire de l'autonomie de la Macédoine.

### Roumanie :

**Le régime policier.** — L'amateur photographe Springer a été traduit devant le Conseil de Guerre de Bucarest pour avoir photographié des gendarmes lors de la démonstration de Alba-Iulia. («Lupta» du 16 mai.)

**Nouveau crime d'un gendarme.** — Le gendarme Pitariu George a assassiné le paysan George Ungureanu, lors du transport de ce dernier. («Dreptatea» du 11 mai.)

**Crime d'un agent fiscal.** — On annonce de Botochani

que la femme Elena Palachianu et un de ses enfants ont été si féroce ment maltraités par le percepteur du village de Salcea, pour ne pas avoir payé leurs impôts, qu'ils en ont succombé tous les deux. («Adeverul» du 16. mai.)

**Echos des fêtes de Kichineff.** — M. Yorga, qui a pris part aux fêtes officielles de Kichineff, fait part aux lecteurs de son journal de ses impressions de là-bas. Entre autres, il déclare «ne pas vouloir insister sur les motifs, qui ont empêché les paysans moldaves à participer aux fêtes, leur nombre trop petit ne correspondant à ses désirs (de M. Yorga)». («Politica» du 8 mai.) Nous prenons note de cette constatation quasi-officielle que les paysans bessarabiens, pour le bonheur desquels on aurait fait l'«Union» et au nom desquels la soldatesque roumaine tient encore occupée la Bessarabie, se sont abstenus démonstrativement des soit-disant fêtes populaires des dix années d'«Union».

**Transports suspects d'armes pour la frontière bessarabienne.** — A la station de chemin de fer de Buzaou a été découvert un wagon contenant des revolvers Browning. Le transport était destiné pour la station bessarabienne de Belts (à proximité du Dniestr). Il paraît que les revolvers étaient destinés pour des bandes contre-révolutionnaires anti-soviétiques entretenues par le gouvernement de Bucarest.

### Yougoslavie:

**Le scorbut à la prison de Valyévo.** — Le régime de la «Glavniatcha» de Belgrade, ainsi, que nous l'avons relevé maintes fois, est général en Yougoslavie. La torture des emprisonnés, les conditions antihygiéniques, la nourriture malsaine des détenus sont devenues un système employé dans toutes les prisons yougoslaves. Malgré la censure rigoureuse, des nouvelles effroyables parviennent à passer au public.

Ces jours-ci, dans la prison de police de Valyévo, trois détenus sont tombés malades du scorbut. Ils sont dans un état déplorable. L'un d'eux est complètement incapable de prendre de la nourriture à cause de l'inflammation de la muqueuse de la bouche. Les malades déclarèrent qu'ils ont

été nourris à la prison pendant des mois seulement avec du pain noir et de l'eau, et que leur maladie est due à cela. L'un d'eux est dans un état désespéré.

Dans la prison se trouvent encore d'autres prisonniers atteints du scorbut, mais ils n'ont pas été transférés à l'hôpital. On attend probablement que leur état devienne désespéré, pour que l'hôpital ne puisse les sauver.

Dans presque toutes les prisons yougoslaves règne la même situation. Le médecin de la prison de Belgrade Popovitch a dû être condamné par le tribunal, — sous la pression de l'opinion publique, — à un mois de prison et à une amende assez considérable, pour avoir complètement négligé son devoir envers les emprisonnés.

Dans la prison de l'«Ile Tzigane» et dans beaucoup d'autres, les emprisonnés sont atteints du typhus, du scorbut et d'autres maladies, et les cas de décès sont très fréquents. Assez rarement de telles nouvelles peuvent passer au dehors.

**La journée de huit heures abolie.** — Il y a quelques jours, le ministère des Affaires Sociales et le ministère du Commerce publièrent un décret sur la durée de la journée du travail et sur l'ouverture et la fermeture des magasins. Par ce décret, le principe de la journée de huit heures est aboli, et l'on inaugure en fait la durée illimitée de la journée du travail.

Les magasins pourront être ouverts de six heures du matin jusqu'à vingt heures, avec une pause d'une heure. C'est donc une journée de treize heures de travail. En Dalmatie, c'est encore pire. Les magasins pourront être ouverts de quatre heures du matin à vingt-deux heures du soir, — donc, une journée de travail de dix-sept heures.

Pour les ouvriers du bâtiment, le décret fixe une journée de travail de dix heures, avec la permission de faire deux heures supplémentaires par jour. Ces heures supplémentaires ne sont pas payées plus que les heures régulières.

**Errata.** Dans notre No. précédent, lire, à la page 92, 1ère colonne, 21me ligne d'en bas: et dans les contrées dévastées, de 150%.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS  
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## APPELL

an alle fortschrittlichen Verbände und Organisationen  
an alle Freunde der unterdrückten und geknechteten Völker

Weder der Balkan-, noch der Weltkrieg konnten der mazedonischen Frage eine gerechte und natürliche Lösung geben. Ganz im Gegenteil. Das Spiel der blinden, imperialistischen Mächte, welche weder den natürlichen Rechten des mazedonischen Volkes, noch den Interessen des Friedens und der Ruhe auf dem Balkan Rechnung trug, schuf in Mazedonien eine sinnlos willkürliche und widerliche Lage.

Eine wirtschaftliche und geographische Einheit wurde auf vollkommen willkürliche Art in drei Stücke gerissen. Ein lebendes Volk, welches eine dreißigjährige revolutionäre Tradition heroischer gegen die Sultans und Pachas für seine Selbstbestimmung geführte Kämpfe besitzt, ein Volk, welches im Jahre 1903 durch seinen Ilindenaufstand ein volkstümliches Heldenlied in die Blätter seiner Geschichte eintrug, welches den hehrsten Ruhmesnamen für jedes der heutigen zivilisierten freien Völker bilden könnte, ein Volk, welches seit mehreren Generationen die Blüte seiner Söhne für seine Freiheit opferte, dieses Volk wurde widerrechtlich in drei Teile gespalten und den oligarchischen Cliquen der balkanischen Monarchien zum Fraße hingeworfen.

Vom Joche der türkischen Sultans kam das mazedonische Volk, zerstückelt und geschwächt, unter dasjenige dreier Balkanstaaten: Jugoslawiens, Griechenlands und Bulgariens.

War nun der Heißhunger der Balkandynastien und Imperialisten gestillt? Hat die Opferung Mazedoniens dem

stets bewegten Balkan Frieden und Ruhe bringen können? Ganz und gar nicht!

Das mazedonische Volk ist weit davon entfernt, wenigstens diesen Trost zu haben. Mazedonien spielt heute mehr denn je die unglückliche Rolle des »Zankapfels« unter den Balkanstaaten.

Es ist heute die unversiegbare Quelle aller Chikanen, aller Intrigen, aller Streitigkeiten; es ist der Herd, von dem die Funken ausgehen, die den Balkan in Flammen setzen werden.

Keiner der balkanischen Schakale ist heute mit dem Teil der errafften mazedonischen Beute zufrieden. Niemand verkennt die Tatsache, daß die bulgarischen Militaristen niemals die »Enterbung« Bulgariens — welches in ihren Augen »die historische Erbin« der Türkei in Mazedonien ist — hinnehmen werden, und daß sie Tag und Nacht an Revanche gegenüber Jugoslawien und Griechenland denken und sich dafür vorbereiten.

Es ist eine öffentliche Tatsache, daß Jugoslawien die Absicht nährt, seine Hand auf Saloniki zu legen, um sich die ganze, gegenwärtig von Griechenland besetzte mazedonische Zone anzueignen, denn es betrachtet diesen Besitz als eine dringende wirtschaftliche Notwendigkeit, welcher SHS früher oder später folgen muß.

Das militärische Abenteuer des griechischen Diktators Pangalos gegen Petritsch Ende 1925 zeigt der ganzen Welt

offen, daß die griechischen Militaristen noch nicht den Plan aufgegeben haben, ihr Gebiet im Norden um die von Bulgarien besetzte mazedonische Zone zu vergrößern.

Es gibt daher am Balkan keinen Frieden, es könnte auch keinen geben; Mazedonien ist heute mehr denn je der Gegenstand von Zwistigkeiten zwischen den Balkan-Militaristen.

Man könnte glauben, daß die Großmächte mit Absicht aus Mazedonien die Achillesferse des Balkans machten, um einen Vorwand für Interventionen, für das Heraufbeschwören von Konflikten und immerwährenden Intrigen zu haben. Man könnte eine von allen Gesichtspunkten aus unglückliche Lösung der mazedonischen Frage nicht anders erklären.

Bei diesem Zustande des Balkans ist die große Trauer des mazedonischen Volkes in all den drei Teilen des annektierten Mazedonien leicht zu verstehen.

Jeder der drei Balkanstaaten verfolgt das Ziel, den durch ihn besetzten Teil in eine feste nationale und militärische Basis umzuwandeln, um sich nicht nur gegen die Angriffe von außen zu verteidigen, sondern auch, um die anderen Teile Mazedoniens anzugreifen und zu erobern. Auf diese Weise sind die drei Teile Mazedoniens einem außerordentlich barbarischen Regime unterstellt.

Die, was seine ethnische Zusammensetzung betrifft, verschiedenartige Bevölkerung Mazedoniens wird verfolgt, entnationalisiert, vertrieben und durch die Anwendung von Methoden prähistorischer Wildheit gezwungen, ihr Erbgut zu verlassen.

So sind die Mazedonier bulgarischen, türkischen, walachischen und albanischen Ursprungs in dem durch Griechenland besetzten Teile Mazedoniens gezwungen, infolge einer Abmachung über die sogenannte freiwillige Auswanderung Haus und Hof zu verlassen. An ihrer Stelle werden die Flüchtlinge aus Kleinasien untergebracht. Die an Ort und Stelle gebliebenen Mazedonier sind aller Rechte beraubt und einem wilden Regime der Entnationalisierung unterworfen.

In dem von Bulgarien besetzten Gebiete Mazedoniens verjagte man mit Gewalt einen Großteil der türkischen Bevölkerung.

In dem von Serbien besetzten Teile Mazedoniens, wo das serbische Element eigentlich gar nicht existiert, ist die Bevölkerung bulgarischen Ursprungs, welche die große Mehrheit bildet, einem Entnationalisierungsregime unterstellt, welches bis nun unbekannt Methoden anwendet und dessen Zweck die erzwungene Serbisierung dieser Bevölkerung ist. Die Mazedonier türkischer und albanischer Abstammung erleiden das gleiche Schicksal und sehen sich gezwungen, auszuwandern. Die aus ihrem Lande vertriebene Bevölkerung zieht in die benachbarten Länder, wo sie von Militaristen und Chauvinisten erwartet wird, welche sie in den Dienst ihrer Revanchepolitik zu spannen gedenken. So kommt es, daß allein in Bulgarien mehrere hunderttausend mazedonische Flüchtlinge bulgarischer Abstammung zusammengepfercht sind, welche die bulgarischen chauvinistischen Regierungen mit Hilfe der Organisation des Generals Protogeroff für ihre Revanchepolitik auszunützen versuchen, indem sie sie der Verwirklichung der großbulgarischen Idee dienstbar machen.

Auf diese Weise verschärft sich das Regime der Unterdrückung und der Rechtlosigkeit, welches in den drei Teilen Mazedoniens herrscht. So spitzt sich die Lage in Mazedonien mehr und mehr zu und stapelt jeden Tag neues Material für einen den Frieden auf dem Balkan bedrohenden Weltbrand auf.

Nach diesen kurzen Worten über die Schwere der Lage des unterdrückten mazedonischen Volkes und über die Gefahren, welche den Frieden auf dem Balkan infolge des verworrenen Zustandes der mazedonischen Frage bedrohen, sehen wir uns gezwungen, uns besonders mit der Lage Mazedoniens unter serbischem Joch zu beschäftigen und die Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit der ganzen Welt auf das scheußliche Schreckens- und Ausrottungsregime zu lenken, welches dort seit einigen Monaten verschärft wütet.

Seit neun Jahren halten die Belgrader Gewalthaber Mazedonien unter der Peitsche von Ausnahmsgesetzen. Seit neun Jahren herrscht dort Polizeiterror und Tyrannei. Alle nationalen und kulturellen Rechte, welche selbst das tyrannische Regime Abdul Hamids geachtet hatte, sind heute abgeschafft. Die Schulen, Kirchen und anderen kulturellen Institutionen der mazedonischen Bevölkerung sind heute geschlossen. Alles ist dort serbisiert, auf alles hat der serbische Chauvinismus sein Siegel gedrückt. Das trifft besonders gegenüber den Mazedoniern bulgarischer Abstammung zu, welche die Belgrader Chauvinisten um jeden Preis beschlossen haben, zu serbisieren. Es ist ihnen selbst verboten, zu Hause unter sich ihre Muttersprache zu sprechen.

Ihre Familiennamen wurden serbisiert. Von politischen Manifestationen oder Kämpfen kann natürlich keine Rede sein, jeder Versuch in dieser Richtung wird grausam erstickt und teuer bezahlt. Auf diese Art treibt Belgrad selbst die nationale mazedonische Bewegung auf illegale und revolutionäre Wege. Trotz aller Anstrengungen der Belgrader Machthaber — welche während der ganzen Jahre vor nichts Halt machten, um die mazedonische Bevölkerung zu serbisieren — blieben die Ergebnisse negativ.

Der Polizeiterror und die von 10.000 Gendarmen (in ganz Jugoslawien gibt es im ganzen 17.000 Gendarmen; Mazedonien besitzt einen Gendarmen auf 100 Einwohner, während in den anderen Teilen des Königreiches ein Gendarm auf 1500 Einwohner kommt) verübten Gewalttaten, die politischen Bündnisse, die wirtschaftliche Unterdrückung, die Bestechung und Demoralisierung der mazedonischen Bevölkerung — besonders der Jugend — erwiesen sich als unzureichend für die Verwirklichung der Serbisierungspläne der Belgrader Satrapen, als unfähig, das nationale Bewußtsein der Bevölkerung zu ersticken.

Die zahlreichen politischen Prozesse und besonders die Verfolgungen, welche gegen Ende des vergangenen Jahres gegen 20 junge, in serbischen Schulen aufgewachsene Leute stattgefunden haben, beweisen wieder einmal, daß das nationale Bewußtsein der mazedonischen Bevölkerung lebend und unzerstörbar ist. Dies war wohl imstande, die Belgrader Chauvinisten zur Verzweiflung zu bringen und sie schickten sich an, neue und wirksamere Entnationalisierungsmittel zu suchen.

Und sie fanden schließlich diese Mittel: sie stellten tatsächlich die mazedonische Bevölkerung außerhalb des Gesetzes, indem sie Mazedonien militarisierten.

Aktive Armeeeoffiziere besetzten die Posten der Jupane, welche bis dahin Zivilfunktionen waren. Der »Bela Ruka«, der bekannten Militärorganisation, der verschlechterten zweiten Ausgabe der »Narodna Odbrana«, wurde das Recht eingeräumt, souverän über Gut und Leben der Mazedonier zu verfügen. Ein dauernder Ausnahmezustand wurde über Mazedonien verhängt. Massenverhaftungen und Terror in größtem Ausmaß wurde zur Regel. Man begann dort ein System ungesühnter Morde aufzurichten, ein System, welches noch heute fort dauert. Überall in Mazedonien gibt es schwarze Listen mit den Namen der gebildeten, aufgeweckten und kämpfenden Mazedonier. Jeder erwartet, daß an ihn die Reihe kommt, auf der Straße niedergeschlagen zu werden. Niemand ist des nächsten Tages sicher.

Die Regierung und die Presse von Belgrad versuchen die öffentliche Meinung im Auslande zu täuschen, indem sie die Morde in Mazedonien der Organisation des Generals Protogeroff zuschreiben. Sie rechnen mit der Tatsache, daß die Fremden gewöhnlich schlecht informiert und nicht in der Lage sind, zwischen den von den Agenten Protogeroff's verübten Verbrechen und den kürzlich von den serbischen Behörden begangenen Massenmorden einen Unterschied zu machen. Sie nützen die Nachrichten aus, welche besagen, daß die Protogeroff-Leute, unterstützt von Mussolini und den bulgarischen Militaristen, im Frühjahr in Mazedonien auf der bulgarischen und albanischen Grenze Attentate unternehmen werden. Dies gibt ihnen die Möglichkeit, die Aufmerksamkeit, die Empörung der öffentlichen Meinung im Auslande abzulenken und die Wirkung, welche diese täglichen Morde unschuldiger mazedonischer Bürger, diese von den serbischen Behörden selbst verübten Verbrechen auslösen, zu paralysieren.

Es ist unendlich traurig — und das ist ein großes Unglück für das mazedonische Volk — daß in Sofia eine mazedonische Mafia besteht, welche durch ihre herausfordernden Attentate in Mazedonien die Ausführung der Ausrottungspläne, welche die Belgrader Regierung gegenüber unserem Lande eronnen hat, erleichtert.

Wir sehen uns veranlaßt, hier in einigen Worten den Charakter und die »revolutionäre« Handlungsweise der sogenannten ORIM zu beschreiben, um die öffentliche Meinung im Auslande aufzuklären.

Diese Organisation hat, obwohl sie sich den Namen der alten Inneren Mazedonischen Revolutionären Organisation, welche während eines Vierteljahrhunderts gegen die türkische Unterdrückung ankämpfte, beilegte, in ihren Ideen, Absichten und Kampfmethoden nichts mit dieser gemein. Die alte ORIM kämpfte für die Befreiung und die Autonomie Mazedoniens: sie war die entschlossene Widerstatterin aller annexionistischen Bestrebungen der christlichen Balkanstaaten, der Nachbarn Mazedoniens. Sie kämpfte an zwei Fronten: gegen die politische Unterdrückung des türkischen Sultans und gegen die Bestrebungen der Balkandynastien und Militaristen, gegen die zu jener Zeit in ausdrücklichster und aggressivster Art durch den König Ferdi-

mand von Bulgarien und die militaristische Höflingselique verkörpert Bestrebungen. Die Taktik der Organisation bestand in der Vorbereitung der mazedonischen Bevölkerung für einen Gesamtaufstand.

Was vertritt die heutige ORIM?

Sie hat heute an ihrer Spitze all die unter der Bezeichnung »Verkhovisten« bekannten mazedonischen Renegaten aus Sofia, deren sich die bulgarischen Annexionisten, an der Spitze der König Ferdinand, bedienen, um gegen die ORIM zu kämpfen, um deren Beherrscher zu werden, um sie als Instrument für ihre Eroberungspolitik zu gebrauchen. Beweist nicht die Tatsache, daß an der Spitze dieser Organisation sich heute derselbe königliche General befindet, der vor kurzem die Fahne der Besetzung Mazedoniens durch Bulgarien hochhielt, genügend die zweifelhafte Natur dieses »Autonomismus«, welchen die Leute dieser Organisation fordern?

Diese gleiche Organisation nahm Teil an dem Staatsstreich vom 9. Juni 1923, sie tötete die Minister und Anhänger Stambulijskis, sie nahm ebenfalls Teil an dem Niederringen des September-Aufstandes, in dem sie bulgarische Arbeiter, Bauern und Intellektuelle ermordete. Diese Pseudo-Autonomisten töteten im Laufe der letzten fünf Jahre aus eigener Initiative mehr als 1000 föderalistische Mazedonier, deren einzige Sünde war, dem Kampfe um die Autonomie Mazedoniens und der Balkan-Föderation bis zum Ende treu geblieben zu sein.

Diese mazedonische Meute erfreute sich niemals der Sympathien des mazedonischen Volkes, sie hatte niemals Einfluß auf dasselbe; heute, wie in der Vergangenheit, vermochte sie keine anderen Methoden aufzuweisen, als Terrorakte. Diese Handlungen verursachen der mazedonischen Sache nie wieder gutzumachende Schäden und geben den serbischen Behörden den besten Vorwand, Massenschlächtereien hervorzurufen, das Ausland zu beeinflussen und den fremden Einflüssen in Mazedonien und auf dem Balkan zu dienen.

So erhitzen schon in der Vergangenheit die Protogeroff-Leute, welche auf Weisung der Sofioter Regierung Attentate in der Türkei unternommen hatten, die Gemüter und beschleunigten so den Weltkrieg. Sie machten dasselbe in Serbien am Vorabend des Eintrittes Bulgariens in den Weltkrieg.

Man könnte auch von den Leuten Protogeroff's nicht erwarten, daß sie heute ihre »glorreiche« Tradition, welche sie zu Agenten des Auslandes in der mazedonischen Bewegung machten, ändern würden.

Es ist bedauerlich, aber keineswegs erstaunlich, sie heute in Mazedonien Provokationen begehen zu sehen, von welchen nur die Inspiratoren in Rom und Sofia Nutzen ziehen, die jedoch unserem Volke unsagbare Leiden und schwere Opfer kosten werden.

Die wirkliche Vertreterin des unterdrückten mazedonischen Volkes ist heute einzig und allein die ORIM (Vereinigte). Sie ist die Nachfolgerin der Ideen und Traditionen der alten ORIM Gotse Delcheff's.

Sie ist es, welche sich der Sympathien und des Vertrauens des mazedonischen Volkes erfreut; sie allein kann seine Führerin in seinem Freiheitskampfe sein.

Die ORIM (Vereinigte) greift nicht zu Einzelterroraktionen. Sie ist Anhängerin der Massenorganisationen und des Massenkampfes. Sie kämpft für die Schaffung eines unabhängigen Mazedoniens im Rahmen einer Balkanföderation. Sie nimmt an der revolutionären Einheitsfront aller balkanischen national-revolutionären und sozial-revolutionären Organisationen teil, welche für die Anwendung des Selbstbestimmungsprinzipes der Völker und gegen die Tyrannei und die Reaktion, welche heute in Mazedonien und auf dem Balkan herrschen, kämpfen.

Aus diesem Grunde erklären wir heute im Namen des mazedonischen Volkes, daß die Mazedonier nichts mit der ORIM Protogeroffs gemein haben und haben wollen. Das mazedonische Volk ist über die aufreizende Söldnerrolle der letzteren, einer Handlungsweise, von welcher nur die Feinde der mazedonischen Freiheit Nutzen ziehen, empört. Das mazedonische Volk kann daher nicht für die Schreckens-tätigkeit der Protogeroffs verantwortlich sein und die Versuche der Belgrader Henker, die von serbischen Behörden begangenen Morde auf Rechnung der Agenten Protogeroffs zu stellen, werden von allen anständigen Menschen mit Verachtung und Ekel aufgenommen.

Mögen die fortschrittlichen Kräfte in Europa sich nicht täuschen lassen.

Möge ihr immer waches Gewissen sich nicht irreführen lassen.

Vom Gesicht der Belgrader Führer muß die Maske

fallen, auf daß man das wahre Gesicht der Henker und Mörder des mazedonischen Volkes erblicke.

Die Verbrechen der serbischen Herrschaft in Mazedonien kennen keine Grenzen. Das Bild ist erschütternd. Als Vervollständigung zu dem oben gesagten bringen wir hier einige Tatsachen, welche in beredtester Art die in Mazedonien unter serbischem Joch geschaffene Lage beleuchten.

Die Zahl der politischen Gefangenen übersteigt heute tausend. Die Mehrzahl unter ihnen sind Opfer der Machinationen der Regierungsorgane. Anlässlich des Attentats gegen General Kovatchevitch im Oktober des vergangenen Jahres, wurden in der Gegend von Bregalnitzä 400 Personen festgenommen. Um die von der Polizei benötigten Geständnisse zu erhalten, wurden die Gefangenen einer Art Tortur unterworfen, welche selbst die mittelalterliche Inquisition sich nicht hätte ausdenken können. Es gibt zahlreiche Fälle, wo den Gefangenen die Geständnisse vor ihrem frisch geschaukeltem Grab abgerungen wurden. Es gibt zahlreiche Fälle, wo die Gefangenen infolge der erduldeten Qualen starben. Der 70 Jahre alte Greis Lilinkoff starb in dem Gefängnis von Stip infolge der ausgestandenen Qualen. Im Laufe der letzten vier Monate hatten sich die serbischen Gerichte in zehn großen politischen Prozessen mit 102 Angeklagten zu beschäftigen. Einer dieser Prozesse wurde verurteilt; die anderen endigten mit der Verurteilung von neun Personen zum Tode und 296 Jahren Haft für 38 andere Leute. Warum und wie verurteilen die serbischen Gerichte? Das folgende Beispiel gibt davon einen Begriff. Zwei Mazedonier aus der Stadt Stip wurden zu je 4 Jahren Gefängnis verurteilt, weil man bei ihnen eine Nummer der Zeitung »Makedonsko Delo« »gefunden« hatte. Im Laufe der letzten vier Monate töteten die serbischen Militärorgane mit Hilfe der offiziellen Behörden 200 Personen. Die serbische Presse gesteht 50 ein — und da sind noch nicht die 50 an Kälte und Hunger zugrunde-gegangenen Bauern eingerechnet, welche gezwungen worden waren die Bahngeleise und Brücken zu bewachen.

Die getöteten Mazedonier gehören verschiedenen sozialen Schichten und Nationalitäten an. Unter ihnen befinden sich der Exabgeordnete der Skuptchina und Mitglied des aufgelösten Verbandes »Djemet«, Kiani bey aus Skopje, der Magister und angesehene Bürger aus Skopje Genoff, der Advokat aus Tetowo Andreytchine usw.

Allein während der letzten zwei Wochen wurden getötet: Der Priester Alexander Petroff aus dem Dorfe Sveti Nikole — getötet am 28. März; der Bürgermeister des Dorfes Gorniani, Mitzko Tachkoff — getötet am 21. März; Kolio Dinoff aus dem Dorfe Vitolichta — getötet am 29. März; Ivan Boyadjieff, Kaufmann aus Prilep — getötet am 31. März; der Bürgermeister des Dorfes Beli, Yordan Dimitroff — getötet am 3. März; Georgi Nikoloff aus Kitchevo, nach einer schweren Verwundung infolge eines Gefechtes, das seine Ermordung zum Ziele hatte — am 3. April; Ismail Ahmed aus Gjevgeji — getötet am 4. April.

Das sind nur von der Belgrader Presse gemeldete Morde.

Es ist überflüssig zu erwähnen, daß nicht ein einziger der Mörder behelligt wurde, da ja die Behörden selbst bei diesen Morden beteiligt sind. Die Wahrheit dieser oben angeführten Tatsachen wurde durch den folgenden Fall bestätigt: Der Skuptchina-Abgeordnete Vassil Troubitch sandte an den Innenminister eine Interpellation über die Ermordung des oben genannten Ivan Boyadjieff. In dieser Interpellation steht:

»In der Nacht vom 31. März auf den 1. April, wurden in Prilep um zwei Uhr der bekannte Industrielle und Kaufmann dieser Stadt, Ivan Boyadjieff, getötet. Der Mord wurde vor der Türe des Militärklubs und in Gegenwart des Wachtpostens verübt, welcher dem Mörder, der zweimal zurückkam, um dem unglücklichen Opfer den letzten Rest zu geben, ruhig zusah und das Verbrechen ausüben ließ.

Das ist die schreckliche Wahrheit in Mazedonien unter serbischem Joch. Die Bevölkerung ist von Schrecken und Panik erfaßt. Die Dorfbewohner flüchten in die Stadt, die Städter fahren in andere Teile Jugoslawiens, um ihr Leben zu retten. Aber es gibt nirgends ein Heil, denn die Behörden selbst sind es, welche verfolgen und töten.

Bei diesen Zuständen ist nur der energischste Protest und die eilige Intervention aller fortschrittlichen und demokratischen Kräfte in der Lage, die Hand des Henkers aufzuhalten.

Wir wissen, daß die offiziellen Stellen Europas, welche mit einem Wort die dämonischen Machthaber von Belgrad zur Vernunft bringen könnten, vor diesem Gölghatha eines ganzen Volkes nicht einen Finger rühren. Belgrad weiß dies auch und aus diesem Grunde ist es von solcher Brutalität.

Aber es bestehen in dieser Welt soziale Kräfte, deren Interessen und Ideale, dem heute herrschenden reaktionären Kurs entgegengesetzt sind und mit jenen des unterdrückten mazedonischen Volkes übereinstimmen. Es zählt auf ihre Sympathien und ihre Unterstützung. In diesen schweren Augenblicken erwartet das mazedonische Volk eine schnelle und energische Intervention ihrerseits.

Wir wagen zu hoffen, daß die Freunde der unter-

drückten und geknechteten Völker nicht ruhige Zuschauer der Ausrottung eines ganzen Volkes bleiben werden, deren einziger Fehler darin besteht, daß sie auf ihr nationales Bewußtsein und auf den Kampf zur Erreichung der Menschenrechte und -freiheit nicht verzichten wollen.

Anfang April 1928.

Zentral Comité der ORIM (Vereinigte)

## Die Erdbebenkatastrophe in Bulgarien und die „Aktion“ der Regierung Liaptcheff

Das Erdbeben, welches einen großen Teil Südbulgariens zu Ruinen gemacht hat, hat die Bevölkerung aufs Furchtbarste heimgesucht. Ganze Distrikte wurden zerstört. Von 516.000 Einwohnern sind 266.000 ohne Obdach, ohne Existenzmöglichkeit geblieben, dem Hunger, der Kälte, den Krankheiten ausgeliefert. In Philippopol, der zweitgrößten Stadt Bulgariens, wurden 3600 Häuser gänzlich vernichtet, 6000 teilweise zerstört, so daß 75.000 Personen, von einer Bevölkerung von 85.000, ohne Obdach blieben. Im Distrikt von Philippopol, außerhalb der Stadt, wurden 35 Dörfer von 89 furchtbar heimgesucht. Es wurden 3124 Häuser gänzlich und 4100 teilweise zerstört; es blieben von 136.000 Personen 34.000 ohne Obdach. Im Distrikt von Borissowgrad sind 38.000 Personen von 43.000 ohne Obdach. Im Distrikt Tschirpan wurden auf eine Bevölkerung von 76.000 Personen 71.000 obdachlos. Im Distrikt von Stanimaka 38.000 von 82.000. Im Distrikt von Haskovo 10.000 von 67.000, außer der Stadt desselben Namens, wo 15 Häuser gänzlich und 235 halb zerstört wurden. Im Ganzen wurden 17.102 Häuser gänzlich und 19.579 halb zerstört.

Man sieht, das Unglück war und ist sehr groß. 266.000 Personen von einer Bevölkerung von 516.000 sind obdachlos, ohne Nahrung, ihrer Existenzmittel beraubt, dem Elend, dem Wetter und den Krankheiten ausgeliefert.

Eine sehr natürliche Bewegung hat sich der ganzen Bevölkerung Bulgariens bemächtigt, um den Betroffenen zu helfen, und auch im Ausland ist man sehr ergriffen. Man hat in Bulgarien und im Ausland Sammlungen veranstaltet. Eigene Komitees wurden gegründet, um Hilfe zu verschaffen.

Die bulgarische Regierung und verschiedene bulgarische humanitäre Organisationen zeigten sogleich Bereitwilligkeit, der auf so furchtbare Weise heimgesuchten Bevölkerung zu Hilfe zu kommen. Auch Kapitalisten und Bankiers haben sich an der Aktion beteiligt. (Selbstverständlich durch Almosen, die nicht einmal den tausendsten Teil ihres Vermögens darstellten.) Die Regierung, ihre Partei, ihre Presse bemühen sich, das aufgeregte Volk zu beruhigen, indem sie verkünden, väterlich das Wohlergehen der Bevölkerung zu bewachen, und daß den Unglücklichen wirksame Hilfe verschafft werden wird.

Aber, wie in allen anderen Fällen, wo Unglück über das bulgarische Volk hereingebrochen ist, gaben die Führer nur vor, das Schicksal der Massen zu bedauern, und ihnen zu Hilfe zu kommen; wenn es aber dazu kam, wirksame Hilfe zu verschaffen, wurde auf einmal alles ganz anders.

So war es im Jahre 1913; anlässlich des Erdbebens zu Tirnowo und zu Gorna-Orékhovitsa unternahm die damalige Regierung, auch eine Regierung von Kapitalisten, die die Masse ausbeutete, nichts Tatsächliches für die Unglücklichen. Ebenso verhielt es sich mit den Flüchtlingen: die Regierung, die Kapitalisten und die Ausbeuter der Massen machten nichts, um das Elend dieser Unglücklichen zu lindern; im Gegenteil, die Führer wollten diesen Jammer noch ausnützen, um sich Anleihen zu verschaffen, mit welchen sie ihre Anhänger bezahlen wollten.

Heute ist das Unglück so groß, daß eine offene Fahrlässigkeit von Seiten der bulgarischen Regierung, der Großbürgerschaft, der Militärliga, im ganzen Lande eine so unverhohlene Entrüstung hervorgerufen hätte, daß es für die machthabende Partei zu katastrophalen Konsequenzen geführt hätte. Daher verkündeten Liaptcheff und seine Freunde mit lauter Stimme, daß die Regierung die nötigen Maßnahmen treffen werde.

Aber man kann nicht gegen seine Natur handeln. Die bulgarischen Potentate sind die Repräsentanten des Großbürgertums, der Spekulanten und der Bankiers, und wenig kümmert sie das Elend des Volkes. Diese Klassen, die Besitzenden und Bevorrechtigten, haben wohl wenig unter den Folgen des Erdbebens gelitten, und die Massen, die 95 Prozent der Bevölkerung, sind für sie nur Ausbeuteobjekte, aber keine Wesen, denen man Hilfe zuteil werden lassen

muß. Für die Spekulanten, die Aufstapler, die Wucherer, war die Katastrophe ja sogar eine unverhoffte, gute Gelegenheit; ganz wie sie sich im Kriege auf Kosten des Elends der Massen bereichert haben, sehen wir sie heute wieder, wie sie sich auf den großen Gewinn auf Kosten der Unglücklichen stürzen. Die Preise des Getreides, des Brotes, des Fleisches, der Lebensmittel, der Kleidungsstücke, des Holzes, des Baumaterials, haben sich im ersten Ansturm im ganzen Land erhöht, aber besonders in den heimgesuchten Gegenden in einer Weise, die ganz maßlos ist. So ist in Bulgarien der Brotpreis um 20 Prozent und in den verwüsteten Gegenden um 150 Prozent erhöht worden.

Die Heimgesuchten lagern auf dem freien Feld. Sie lagern? Sie liegen! Keine Baracken, keine Zelte. Eine kleine Anzahl unter ihnen haben sich aus Stoffetzen eine Art Zelt errichtet; das sind die Glücklichen, obwohl die Stoffetzen sie nicht vor dem Regen schützen. Der Bürgermeister von Tschirpan, Christoff, telegraphierte 2 Wochen nach der Katastrophe: »Das Wetter ist unerbittlich, es ist sehr kalt und die ganze Nacht blies ein heftiger Wind. Es regnet ununterbrochen. Wir sind erstarrt vor Frost und Regen. Mit dem Aufbauen der Baracken konnte noch nicht begonnen werden, da wir kein Baumaterial haben. Wir sind auf freiem Feld. Vollständige Verzweiflung hat sich unser bemächtigt.« Aus Borissowgrad schreibt man: »Alle Verunglückten sind abgezehrt und kränklich infolge Unterernährung. Der Regen dringt durch die Stofflumpen, aus denen wir Zelte errichtet haben. Die Obrigkeiten haben das Bauholz beschlagnahmt, und man kann nicht einmal ein einziges Brett kaufen. Mit der Errichtung der Baracken wurde noch nicht begonnen. Der einzige Apotheker unserer Stadt ist schon fast ohne Medikamente.« Der »Narod«, der diese Sachen berichtet, bezeichnet die Haltung der Regierung als »verbrecherische Fahrlässigkeit«.

Aber das ist noch nicht alles. Nicht nur, daß die Regierung Liaptcheff keine ernstlichen Maßnahmen trifft, den Verunglückten zu helfen, untersagt sie auch jede Hilfeleistung der Arbeiterschaft; ebenso dürfen die Betroffenen selbst nichts zu ihrer Hilfe tun. Durch ein Gesetz, mit welchem sie für die Heimgesuchten 100 Millionen Leva hat gewähren lassen, hat sie ein Zentralkomitee zur »Leitung der Hilfsaktion« gegründet und verbietet strengstens, daß eine andere unabhängige Aktion mit Geld, Lebensmitteln oder Kleidungsstücken Hilfe schafft.

Selbst vor der Verkündigung des obgenannten Gesetzes hatte die Regierung schon jedes Komitee untersagt, und nur die Errichtung der Fascistenkomitees und des Komitees derer, die sich unter dem Einfluß der Fascisten befinden, zugegeben. Die Studenten der Universität zu Sofia wollten eine Hilfsaktion unternehmen und zu diesem Zwecke ein eigenes Komitee gründen, da wurde ihnen dies von der Regierung untersagt, und nur denjenigen Studenten wurde diese Hilfeleistung gestattet, die sich in einer fascistischen Organisation zusammaten.

Aber der Bogen war zu straff gespannt. Angesichts der großen Not der Unglücklichen und der notorischen Unzulänglichkeit der Hilfeleistungen von Seiten der Führer, legten sich die arbeitenden Massen doch ins Zeug und handelten so wider das Verbot der Regierung. Die Initiative wurde hiebei von den unabhängigen Gewerkschaften ergriffen. Sie gründeten in Sofia ein Zentral-Hilfskomitee und in ganz Bulgarien Nebenkomitees. Sie richteten einen feurigen Aufruf an die Arbeiter und Bauern Bulgariens und des Auslandes, in dem sie baten, ihren so furchtbar heimgesuchten Brüdern Südbulgariens Hilfe zu bringen. Sie haben auch folgende Forderungen aufgestellt:

daß der Wiederaufbau der zerstörten Städte und Dörfer nicht aus Anleihen, sondern aus den Mitteln des Staates, aus Steuern der Besitzenden bestritten werden sollte;

daß die obdachlosen Frauen und Kinder sofort in anderen Städten und Dörfern unterzubringen seien;

daß die arme, heimgesuchte Bevölkerung für 5 bis 10 Jahre von allen Steuern entbunden werden solle;

daß die von den Spekulanten und Großkaufleuten aufgestapelten Lebensmittel gratis an die Unglücklichen zu verteilen seien;

daß die großen Wohnstätten der Hausbesitzer anzugeben und die Obdachlosen dort unterzubringen seien;

daß strenge Maßnahmen gegen die Spekulanten zu treffen seien, um zu verhindern, daß diese die Preise der notwendigsten Waren, und vor allem der Lebensmittel, auf so unverschämte Weise erhöhen;

daß die Regierung sich weigert, die Reparaturen zu bezahlen;

daß die Regierung ihre übermäßigen Ausgaben für die Armee, die Polizei und die Gendarmerie einschränke; daß die Regierung hauptsächlich den Besitzenden Steuern auferlegen soll, um den Verunglückten helfen zu können;

daß diplomatische und kommerzielle Verbindungen mit U. R. S. S. anzuknüpfen seien, damit man den russischen Arbeitern und Bauern ermöglicht, Südbulgarien zu Hilfe zu kommen;

daß die Regierung die Hilfsaktion der Gewerkschaften nicht verhindere;

daß alles, was an die Unglücklichen verteilt wird, von Komitees, die die Opfer selbst zusammenstellen, geprüft werde, um so den zahlreichen Mißbräuchen, die schon vorgekommen sind, ein Ende zu setzen.

Aber die Regierung Liaptscheff denkt gar nicht daran, diese Bedingungen der Arbeitermassen zu erfüllen. Denn sie denkt gar nicht daran, den Unglücklichen ernstlich zu helfen, sich selbst an die Spitze der unzulänglichen Hilfsaktion zu stellen — damit sie ihre eigenen Parteigänger bevorzugen kann. Die Regierung der Militärliga denkt überhaupt nur daran, seine Schreckensherrschaft aufrecht zu erhalten, damit die verzweifelten Massen nicht eine organisierte Aktion gegen sie unternehmen können.

Diese unheilvolle Regierung Liaptscheff war sogar so grausam, 150 politische Verurteilte in den Gefängnissen von Philippopol, deren Mauern bei den wiederholten, heftigen Erdstößen schwankten, zurückzuhalten. Diese Unglücklichen laufen jeden Augenblick Gefahr, unter Trümmern verschüttet zu werden. Die ganze Bevölkerung von Philippopol lagert auf freiem Feld, und die politischen Häftlinge werden in den Mauern, die jeden Moment zusammenstürzen können, zurückgehalten. Die Angehörigen der Gefangenen richteten Bittgesuche an die Obrigkeiten, in denen sie baten, die Verhafteten, so wie die übrige Bevölkerung auf freiem Felde kampieren zu lassen. Die Antwort der Regierung war, daß sie das Gefängnis von einem Polizeikordon und von bewaffneten Soldaten umzingeln ließ, die stets in Bereitschaft standen, ihre Waffen auf diejenigen abzufeuern, die versuchen würden, sich aus der Gefahr, unter den einstürzenden Trümmern begraben zu werden, zu retten.

Indessen arbeitet die Aktion der Massen. Der Druck ist zu groß. Die Mehrzahl der Unglücklichen besteht aus armen Arbeitern, armen Bauern und armen Handwerkern. Denn ihre Wohnstätten waren die elendesten und stürzten am leichtesten durch die Erdstöße zusammen. Sie sind es, die obdachlos, ohne Arbeit, ohne Lebensunterhalt geblieben sind. Daher eilen die Arbeiter, die Bauern, die Handwerker, mit einem Wort die arbeitenden Massen ganz Bulgariens, den Unglücklichen zu Hilfe. Leider wird ihre Aktion nur ihren Mitteln entsprechend wirksam sein, und diese Mittel sind sehr beschränkt. Es ist nicht die Regierung der bulgarischen Militärliga, eine Regierung, die nur die Interessen der Bankiers, der Großkaufleute, der Großindustriellen verteidigt, die für die arbeitenden Massen eine Teilnahme an den Tag legen würde, selbst dann nicht, wenn diese von schwererem Unheil heimgesucht sind. In diesem Falle sehen wir wieder, wie notwendig es ist, daß diese Herrschaft gestürzt werde und einer anderen Platz macht, die die wirklichen Interessen der arbeitenden Massen zu wahren weiß.

D. Vlahoff

## Der Terror in Griechenland

*In einer Versammlung in Wien anlässlich der griechischen Nationalfeier am 25. März, hat unser Mitarbeiter Mavros eine interessante Rede gehalten, die wir nachstehend wiedergeben:*

Wir werden uns heute nicht mit der Geschichte und der Bedeutung der griechischen Revolution beschäftigen, wir werden auch keine Theorien über die Revolutionen entwickeln; wir wollen uns heute, am Jahrestage der griechischen Revolution, d. h. der Befreiung Griechenlands vom türkischen Joche, ein wenig mit der Lage in diesem Winkel des Balkans beschäftigen. Gewiß wird heute die griechische Bourgeoisie ihre Feier festlich begehen, gewiß wird sie nochmals die Gelegenheit benützen, lange und schwungvolle Reden über die nationale Freiheit zu halten. Sie wird auch die Geschichte so darzustellen versuchen, als ob sie auf dem Wege der Helden der Revolution von 1821 schreiten würde. Die Tatsachen aber sprechen dagegen. In Griechenland, im Mutterlande der Freiheit und der Demokratie, im befreiten Griechenland, herrscht nicht mehr die Freiheit, über welche so viel Schönes gesagt und geschrieben wurde, sondern eine Klassenherrschaft; es herrscht aber noch mehr als die sogenannte »ruhige« Klassenherrschaft: es herrscht der Terror der Bankiers, der Spekulanten und der Großgrundbesitzer über die Arbeiter und die armen Bauern.

Der Terror ist wieder nicht von selbst gekommen; er ist vielmehr die Folge einer langen Entwicklung der Kämpfe zwischen Unterdrückern und Unterdrückten, zwischen Ausbeutern und Ausgebeuteten, welche in der letzten Zeit, wegen des neuen Vorstoßes der Bourgeoisie gegen die werktätigen Massen, an Schärfe zugenommen haben. Die Reibereien zwischen der herrschenden Klasse und den werktätigen Schichten der Bevölkerung haben solch ein Ausmaß angenommen, daß sogar der konservativste Teil der Bevölkerung, die Gewerbetreibenden und Bauern, sich gegen die Politik der Regierung erhoben haben. Die Folge davon war die Entfaltung eines wilden und wütenden Terrors gegen die werktätigen Massen, der manchmal an den weißen Terror Zankoffs erinnert: Verfolgungen, Verhaftungen, Deportierungen und alles, was damit zusammenhängt, stehen auf der Tagesordnung. Es vergeht kein Tag, ohne daß es neue Verhaftungen und Deportationen gäbe. Die besten Kämpfer der Arbeiterklasse und der armen Bauern werden verhaftet und eingesperrt.

Andere werden auf entlegene Inseln deportiert, andere wieder verhaftet, gefoltert, und nachdem man gegen sie absolut nichts Belastendes gefunden hat, unter Drohungen für die Zukunft, wieder auf freien Fuß gesetzt; Arbeiterorganisationen, die Zehntausende Arbeiter umfassen, werden aufgelöst; Arbeiterversammlungen werden verboten; die Redner verhaftet, usw.; und das alles, damit die Regierung den Widerstand der Massen brechen, damit sie der Linksorientierung der Massen ein Ende setzen kann. Glaubt sie doch, daß durch die Verhaftungen ihrer Führer auch die Aktion gelähmt wird.

Die tieferen Ursachen dieser Gestaltung der Lage in Griechenland liegen in dem Bestreben der Bourgeoisie, mit allen Mitteln sich wirtschaftlich und politisch zu sanieren.

Zum ersten Male seit Ende des Krieges, zum ersten Male seit der militärischen Niederlage Griechenlands in Kleinasien, versucht die Bourgeoisie ihrer zerütteten Wirtschaft aufzuhelfen, sich wirtschaftlich und politisch zu stabilisieren. Die langen Kriege, die Niederlage in Kleinasien, die ungeheuren Kriegsschulden, die anderthalb Millionen Flüchtlinge, die nach Griechenland übersiedeln mußten, haben die Herrschaft der Bourgeoisie in Griechenland erschüttert. Eine breite, revolutionäre Welle geht über das ganze Land.

Diese Lage in Griechenland kam durch die dauernde politische Krise zum Ausdruck; die Ministerien und die militärischen Revolutionen folgten einander, bis die ganze Lage sich in der Diktatur Pangalos kristallisierte. Auch dieser Versuch ist mißlungen. Das Elend der Massen stieg fortwährend. Die Ansiedlung der Flüchtlinge mißlang, indem die zehn Millionen-Pfund-Anleihe von den großen Haifischen für ihre Geschäftsmachung verzehrt wurde. Inzwischen aber stieg das Budget für Heereswesen und Marine etwa auf die Hälfte des ganzen Staatsbudgets. Ein neuer Krieg stand bevor. Es sei nur an den Versuch Pangalos' erinnert, durch die Besetzung von Petritsch, einen neuen Krieg zwischen Griechenland und Bulgarien zu provozieren. Die Arbeiterklasse wurde verfolgt, die Inseln und Gefängnisse waren von Kämpfern der Arbeiterklasse angefüllt, eine ganze Reihe von Arbeiterorganisationen wurden aufgelöst, die kommunistische Partei in die Illegalität gedrängt. So war die Lage in Griechenland, als Pangalos gestürzt wurde.

Wahlen wurden nun ausgeschrieben und damit die sogenannte parlamentarische Herrschaft wiederhergestellt. Eine Koalitionsregierung, an welcher alle Parteien der Bourgeoisie, von der extrem-monarchistischen bis zu der linken demokratischen, teilgenommen haben, wurde gebildet. So war der Boden vorbereitet, um die »Sanierung« zu beginnen. Die einzige Opposition, die im Parlament zu Tage trat, war die kommunistische Partei, die durch zehn Abgeordnete vertreten wurde. Seitdem sehen wir das fortwährende Bestreben der Bourgeoisie, ihre Finanzen und ihr auch durch Pangalos nicht stabilisiertes Budget, zu sanieren. Verschiedene Sanierungsmaßnahmen werden geschaffen. Die Steuern werden erhöht, im Jahre 1927 wurden allein zwei Milliarden neue indirekte Steuern auferlegt. Die Einfuhrzölle wurden erhöht, der Lohn des Arbeiters angegriffen, die Arbeitszeit verlängert. Alle möglichen Sparmaßnahmen werden getroffen, und als Ergänzung aller dieser Maßnahmen werden im Auslande Anleihen abgeschlossen. Die Anleihepolitik der Regierung bringt aber auch andere Gefahren mit sich. Es ist bekannt, daß jede Anleihe auch eine Reihe von Verpflichtungen nach sich zieht. Der patentierte Gläubiger Griechenlands ist England. Dessen Ziel ist klar. Seine Pläne für die Konstituierung des Antisowjetblocks sind sowohl auf der ganzen Welt, als speziell auf dem Balkan bekannt. Wenn es an Griechenland eine Anleihe erteilt, dann geschieht es, weil Griechenland dadurch verpflichtet ist, an dem Antisowjetblock teilzunehmen. Die Politiker Griechenlands erklären sich bereit, zusammen mit England die Welt vor der »bolschewistischen Gefahr« zu retten. Als ob sie mit der Niederlage in Kleinasien, wo sie ebenfalls zugunsten der englischen Politik gekämpft haben und mit der Blamage in der Ukraine, nicht genug hätten! Was soll man aber tun? Der Befehl kommt von oben, und man muß ihn ausführen. Möge diese ganze Politik den Krieg bedeuten, möge sie die Unterjochung durch den englischen Imperialismus bedeuten, sie muß aber trotzdem verfolgt werden, weil sie die schnellere Sanierung der Wirtschaft bedeutet, und weil ohne sie die griechische Bourgeoisie die entstandenen Gegensätze und die Revolutionierung der Massen nicht überwinden kann.

Die wirtschaftlichen Maßnahmen sind nicht unabhängig getroffen worden. Zusammen mit ihnen wurden von der Bourgeoisie auch Maßnahmen getroffen, um den eventuellen Widerstand der Massen gegen dieses ganz ökonomische Programm zu brechen. Mit dem Beginn der Sanierung sehen wir eine fortwährende Bestrebung der Bourgeoisie, die Errungenschaften der Arbeiterklasse abzuschaffen. Systematisch ging die Bourgeoisie vor und begann zuerst die Organisationen der Arbeiterklasse anzugreifen, welche am besten die Interessen der Arbeiter zu verteidigen wußten. So erklärt sich die Offensive der Bourgeoisie gegen den Tabakarbeiterverband, der bekanntlich 40.000 Mitglieder zählt, und gegen den Lebensmittelarbeiterverband, weil sie die revolutionären Gewerkschaften in Griechenland darstellen, weil sie durch ihre Tätigkeit die Bourgeoisie oft in eine schwierige Lage gebracht haben. Die Bourgeoisie ist weiter gegangen. Sie hat nicht nur die Gewerkschaften angegriffen, sondern auch jene Organisationen der Arbeiterklasse, die die Opfer dieser ganzen Offensive der Bourgeoisie zu unterstützen haben. So erklärt sich der Versuch der Regierung, die Arbeiterhilfe aufzulösen, die die einzige Organisation in Griechenland ist, welche die Gefangenen, die Deportierten, und ihre hinterlassenen Familien materiell und moralisch unterstützt, und welche durch ihre großartige Tätigkeit anlässlich der Elementarkatastrophe die Bürgerlichen oft zum Erstaunen brachte. Es genügt, nur zu erwähnen, daß im Jahre 1927 die Arbeiterhilfe Griechenlands die ansehnliche Summe von 1½ Millionen Drachmen an Unterstützungen ausgegeben hat. Und diese Organisation will die Bourgeoisie auflösen, weil sie ihren Zweck erfüllt, weil sie bei der Unterstützung der Gefangenen und der Deportierten nicht versagt hat!

Die Offensive der Bourgeoisie gegen die Organisationen der Arbeiterklasse kommt am besten durch ihre Bestrebungen zum Ausdruck, die politische Organisation der Werktätigen, die Kommunistische Partei, aufzulösen, und sich wie einst, in die Illegalität zu drängen. Diese Partei vereint doch in sich die bewußtesten Elemente der ausgebeuteten und unterdrückten Klassen und sucht alle ökonomischen Kämpfe der Werktätigen zu führen und ihnen die politische Spitze zu geben. Was die Bourgeoisie mit dieser ganzen Offensive gegen die Organisationen der Arbeiterklasse bezweckt, ist klar. Sie will die Werktätigen aller Kampfmittel berauben und durch die Auflösung ihrer Organisationen die Arbeiterklasse wehrlos machen, um dann sicherer ihr »Sanierungsprogramm« durchzusetzen. Sie will die Organisationen der Arbeiterklasse auflösen, damit sie umso leichter den Lohn vermindern und

die Arbeitszeit verlängern kann. Das ist im allgemeinen ihr wirtschaftliches und politisches Programm, welches von der ersten parlamentarischen Regierung nach dem Sturze Pangalos als Grundlage aufgestellt wurde. Seitdem haben zweimal Regierungswechsel stattgefunden. Das hat aber an der Sache nichts geändert; das Programm bleibt dasselbe, was übrigens von den beiden Regierungen erklärt wurde.

Der Regierungswechsel zeigt uns aber etwas, was nicht gelegnet werden kann: daß es zwischen den verschiedenen Parteien der Bourgeoisie unüberwindbare Gegensätze gibt, welche sich hauptsächlich zwischen den zwei großen Parteigruppen, den Monarchisten und den Liberalen, abspielen. Es zeigt uns aber auch etwas anderes, und das werden wir am besten sehen, wenn wir die Zusammensetzung der neuen Regierung näher betrachten: es zeigt uns, daß in der neuen Regierung jene Parteien vertreten sind, welche am meisten zur englischen Politik neigen, mit anderen Worten: daß sich Griechenland mit der Zeit zu einem reinen Werkzeug Englands entwickelt. Und das müssen die arbeitenden Massen Griechenlands vor Allem in Betracht ziehen. Denn diese Politik bedeutet neue Kriege, neue hunderttausende von Toten, neues Elend.

Nun, wie verhält sich das griechische Volk gegenüber dieser Politik? Um diese Frage zu beantworten genügt es, die Ereignisse in Griechenland auf diesem Gebiete ein bißchen zu verfolgen. Da wird man die Haltung der Werktätigen gegenüber der Bourgeoisie konkret, d. h. auf Tatsachen gestützt, vor sich sehen. Dann wird man sehen, daß es da unten gärt, daß die Werktätigen Griechenlands sich zur Wehr setzen. Und es kann gar nicht anders sein. Die Teuerung ist eine Folge der Zoll- und der Steuererhöhung, wie zum Teil die niedrigen Löhne, die lange Arbeitszeit; sie beträgt zehn bis zwölf und manchmal bis vierzehn Stunden täglich. Dabei ist zu bemerken, daß Griechenland das Washingtoner Abkommen über den Achtstundentag unterschrieben hat. Die Arbeitslosigkeit, das Elend der Flüchtlinge und schließlich das Leben der Bauern, die am meisten von den Steuern betroffen werden, haben die arbeitenden Massen dazu gebracht, gegen diese Politik Stellung zu nehmen. Eine breite Bewegung hat begonnen: in allen Städten Griechenlands sind Arbeiterorganisationen entstanden, die die Interessen der Arbeiter zu verteidigen begannen. Bauernorganisationen sind in den wichtigsten Provinzen organisiert, die den Kampf gegen die Grundbesitzer und die Steuern aufgenommen haben. Die Kämpfe beginnen. Streiks werden organisiert, die oft erfolgreich enden. Man könnte hier eine ganze Reihe von Beispielen erwähnen, aber es würde zu weit führen. Ich möchte nur an den Generalstreik der Eisenbahner im Jahre 1925 erinnern, sowie an die Kämpfe der Tabakarbeiter in Saloniki und in allen Städten Mazedoniens. Neben der Arbeiterschaft haben sich auch die Kleingewerbetreibenden zu erheben begonnen. Den Anlaß gab die Abschaffung des Mieterschutzes. Das konkreteste Beispiel der Erhebung der Gewerbetreibenden ist ihre Demonstration in Athen im März vorigen Jahres, die blutig verlaufen ist und deren Resultat die Befreiung der Kleinbürger von manchen Illusionen war. So ging es weiter, bis endlich auch der konservativste Teil der Bevölkerung, die Bauernschaft, die wegen ihrer bisherigen Passivität die meisten Lasten zu tragen hat, sich erhob. Als Beispiel möchte ich den Aufstand der Bauern von Kreta erwähnen, wo die Bauern bei einer Demonstration gegen die Steuern, die Steuerarchive eines ganzen Kreises verbrannten. Seitdem entwickelte sich die Bewegung weiter. Sie hat sich über die ganze Insel verbreitet; die Bauern haben bewaffnete Demonstrationen organisiert, an welchen tausende von ihnen teilgenommen haben. Ein Ultimatum nach dem anderen wurde an die Regierung geschickt, worin ausdrücklich betont wurde, daß, falls die Regierung die Forderungen der Bauernschaft nicht erfüllt, sie entschlossen ist, mit bewaffneter Hand sich ihre Rechte zu erkämpfen. Diese Bewegung der Bauernschaft von Kreta greift auch auf den Kontinent über. Die Regierung, erschrocken über diese Erhebung der Bauern verspricht ihnen alles, in dem Glauben, daß sie dadurch ihre Beruhigung herbeiführen wird, andererseits aber werden strenge Maßnahmen getroffen, um die Hauptschuldigen zu bestrafen.

Auf diese ganze Schwenkung der Massen nach links, hat die Bourgeoisie mit der Entfaltung des Terrors, über welchen wir am Anfange unserer Ausführungen gesprochen haben, geantwortet. Wir werden uns nicht mit der Aufzählung der verschiedenen Greuelthaten der Regierung beschäftigen, sondern ich möchte die Bilanz dieser Terrorerfaltung ziehen. Heute schmachten in den Gefängnissen Griechenlands über hundert politische Gefangene, die in der letzten Zeit verhaftet wurden. Auf den Inseln wieder befinden sich

etwa achtzig Kämpfer der Arbeiterklasse, hilflos dem langsamen Absterben preisgegeben.

Am Jahrestage der Befreiung Griechenlands erhebt sich die Stimme dieser Opfer des Regierungsterrors, die am besten beweist, wie die Freiheit dort aussieht. Mögen Bankiers und Spekulanten ihr Fest feiern, mögen sie über die Befreiung Griechenlands jubeln, die werktätigen Massen werden den Kampf nicht aufgeben, sie werden ihn weiter bis zum vollständigen Siege führen.

Mavros

## Der 25. Todestag Gotsé Deltscheffs

Am 4. Mai 1903 fiel bei einem Zusammenstoß mit den türkischen Bachi-Bouzouks Gotsé Deltscheff, der Gründer der ORIM, der Organisation, deren Name in der Folge mißbraucht und besudelt und von gemeinen Mietlingen in den Kot gezogen wurde, die aber bei ihrer Entstehung und durch viele Jahre hindurch die edelste Verkörperung der revolutionären mazedonischen Freiheitsbewegung war.

Gotsé Deltscheff — dieser Name allein ruft den ganzen Heldenmut der mazedonischen Freiheitsbewegung, die ganze Reinheit des mazedonischen Revolutionskampfes an. Gotsé Deltscheff ist es, der das mazedonische Volk für seinen Kampf gegen die absolute Herrschaft und die Eroberung der politischen Autonomie Mazedoniens organisiert hat. Durch 10 Jahre hindurch hat er den Osten, Nordosten, Süden und Südosten Mazedoniens durchkreuzt. Überall hat er Gruppen, revolutionäre Zirkel zusammengestellt. Obwohl er im Sinne eines aufrechten Nationalismus erzogen war, hat er sich von allem Beschränkten, was ihm in der Schule in Sofia und Saloniki gelehrt wurde, freizumachen gewußt; er griff mit glühender Begeisterung den Kampf zur Befreiung aller Mazedonier, ohne Rücksicht auf Rasse und Nationalität auf, er betrachtete die Bulgaren, Türken, Griechen, Juden etc. Mazedoniens, ganz zur großen mazedonischen Familie gehörig, so daß er, wohin immer er sich begab, manchmal allein, manchmal mit einigen ergebenen Freunden, um den gemeinsamen Kampf aller Mazedonier zur Befreiung des unterdrückten Mazedoniens zu predigen, mit seiner tiefen, warm empfundenen Ueberzeugung und dem unerschütterlichen Glauben durch seine Worte die Menge elektrisierte, und die Leute kamen in Massen unter seine Fahne.

Ein Apostel, ermahnte er unermüdetlich, mit stets verdoppelter Energie alle Nationen Mazedoniens zum Freiheitskampf; ein Organisator, bildete er aus der gesamten Bevölkerung Gruppen, bewaffnete sie, bereitete den Generalaufstand zur Befreiung vom Sultan-Joch vor; ein besonnener Politiker, wollte und predigte er als Endziel die politische Autonomie Mazedoniens, nachdem er erkannt hatte, daß die Vereinigung ganz Mazedoniens mit Bulgarien nicht nur eine praktisch undurchführbare Sache sei, sondern auch die nicht bulgarischen Nationen Mazedoniens auf katastrophale Weise benachteiligt sein würden, indem sie unterworfen und unterdrückt sein würden, wenn die bulgarischen Mazedonier die Staats-Nation vorstellten. Aber er hatte auch erkannt, wie schwer es für Mazedonien wäre, nachdem es seine Freiheit erlangt, sie gegen äußerliche Widerstände zu behaupten. Er verkündete daher, daß Mazedonien, wenn es einmal seine Freiheit erlangt habe, diese nur in einem Balkanbund erhalten könnte; er predigte mit gleicher Inbrunst den Kampf für ein freies Mazedonien und den Kampf für einen Bund der Balkanvölker.

Die Idee eines Bundes der Balkanvölker griff Gotsé Deltscheff mit umso mehr Begeisterung auf, da er wohl erkannt hatte, daß die Regierungen selbst die größten Feinde der Völker sind. Und er bekämpfte mit der ihm eigenen Energie diese Regierungen, ihre Vertreter und ihre Herren, die großen, europäischen Imperialisten.

Gotsé Deltscheff war der entschiedenste Gegner der Einnischung der bulgarischen Regierung in der mazedonischen Bewegung. Er wachte mit größter Sorgfalt darüber, daß die mazedonische Bewegung Unabhängigkeit und Reinheit bewahre. Daher betrachtete und behandelte er als die ärgsten Gegner der mazedonischen Freiheitsbewegung, die von dem mazedonischen Volk ausging, die Verkhovisten und ihre Führer, den General der bulgarischen Armee, Tsoncheff, und seinen Beigeordneten Protoguéroff, gleichfalls General der bulgarischen Armee. Er kämpfte energisch gegen die Verkhovisten, fiel sie mit dem Gewehr in der Hand an, entwaffnete sie, und expedierte sie zu ihrem Herrn, Ferdinand von Coburg, nach Sofia.

Seinen Kampf gegen die Verkhovisten führte er umso energischer, als er wußte, wieviel Unglück, und was für Unglück die Vertreter der bulgarischen Regierungen über

das mazedonische Volk, besonders in den Jahren 1895 und 1902, durch die Ausführung der Pläne der Regierung und des bulgarischen Palais gebracht hätten.

Gotsé Deltscheff war Revolutionär und zu gleicher Zeit überzeugter Sozialist. Daher betrachtete er nicht nur die Befreiung des mazedonischen Volkes als eine Notwendigkeit, sondern auch die aller balkanischen Völker, aller bedrückten Völker. Daher auch ein großer Teil seiner Begeisterung für den Bund der Balkanvölker. Durch diese große Fassungskraft, durch den Wunsch der Verbrüderung mit den anderen Völkern, durch seine Aufrichtigkeit, seine Güte, seinen Mut, durch sein Entsagen, seine Opferfreudigkeit für die Sache des unterdrückten mazedonischen Volkes, hat er sich die Liebe und die Bewunderung all derer erworben, die sich ihm näherten, die ihn hörten, und die von seinen Taten erfuhren.

Wir haben schon gesagt: Gotsé Deltscheff war der Gründer der ORIM, dieser ORIM, die die ganze mazedonische Bevölkerung revolutionär organisierte, die sie zum Kampf führte, und ihren Aufstand von 1903 leitete. Die alten Verkhovisten, die Gotsé Deltscheff mit seiner ganzen Energie bekämpfte, haben den Namen dieser zu Gotsé Deltscheffs Zeiten so ruhmreichen, edlen Organisation mißbraucht, und indem sie versuchten, den Nimbus, mit dem der berühmte Revolutionär umgeben war, für sich zu gewinnen, wollten sie sich als Führer der mazedonischen Revolutionsbewegung ausgeben, gerade sie, die Gotsé Deltscheff als die ärgsten Feinde des mazedonischen Volkes betrachtet hatte. Die Individuen, die die heutige ORIM leiten, sind im Dienste der bulgarischen Regierung, und haben sich auch in den Dienst des italienischen Fascismus gestellt, von dem sie — wie die »Balkan-Föderation« es enthüllte — große Summen erhalten. Diese Verräter der mazedonischen Sache haben die treuesten und die ergebensten Freunde und Mitarbeiter des Begründers der ORIM gemordet, und tun es noch immer. Sie haben tausende und abertausende Kämpfer ermordet, die das Werk Gotsé Deltscheffs fortsetzten, und wagen zu behaupten, daß sie selbst dessen Nachfolger sind... Sie würden ihn ohne Zögern töten, wenn er heute wieder käme.

Heute, 25 Jahre nach dem Tode Gotsé Deltscheffs, schmachtet das mazedonische Volk in einer viel ärgeren Sklaverei als zur Zeit des türkischen Absolutismus. Gerade diese Knechtschaft war es, die Gotsé Deltscheff am meisten für sein Volk gefürchtet hat, und gegen welche er die Fahne der Autonomie Mazedoniens und des Balkanbundes erhob.

Diese Flagge Gotsé Deltscheffs wurde von der VEREINIGTEN ORIM wieder aufgenommen, die die Ideen und das revolutionäre Werk des unvergeßlichen mazedonischen Helden fortsetzte. Die VEREINIGTE ORIM führt den Kampf gegen die Bedrücker des mazedonischen Volkes fort, die heute die bulgarischen, serbischen und griechischen Imperialisten sind, wie auch gegen die alten Verkhovisten, die Gotsé Deltscheff bekämpft hatte, und gegen diejenigen, die sich heute in den Dienst von Belgrad und Athen gestellt haben. Sie ist es, die die revolutionäre mazedonische Bewegung, das mazedonische Volk zur Freiheit, im Rahmen einer Balkan-Föderation zuführt, wie sie Gotsé Deltscheff gepredigt hat.

Durch diesen Kampf um die Unabhängigkeit Mazedoniens und die Balkan-Föderation bestätigt das mazedonische Volk täglich wieder, wie großartig die Aufgabe war, die sich Gotsé Deltscheff auferlegte, und wie es ihn immer noch als lebenden Führer betrachtet, der die Mazedonier der Freiheit zuführt.

D. VI.

## Streik auf Leben und Tod

Rada Vujovic, der im Revisionsverfahren zu 5 Jahren Zwangsarbeit verurteilt wurde, ist auf eine Insel bei Belgrad gebracht worden. Die Insel heißt »Ada Ciganlija«; der Chef dieses Zuchthauses ist Manojlo Mrvic. Die Lage auf der Insel ist eine furchtbare. Die Verurteilten leben unter absolut unhygienischen Verhältnissen. Das Wasser ist ungesund, da der Brunnen ganz in der Nähe des Klosetts und nicht isoliert ist, so daß das Wasser lebensgefährlich ist und die Gefangenen gezwungen sind, das nicht weniger infizierte Wasser aus der Save zu trinken. Klosetts haben die Sträflinge nicht, selbst im Krankenhaus (das auch auf der Insel ist) ist keines; das einzige erwähnte Klosett ist nur für die Herren Wächter und Gendarmen. Die Notdurft wird Tag und Nacht in einen Eimer verrichtet. Die Politischen haben überhaupt kein separates Regime, sie müssen die schwersten und schmutzigsten Arbeiten verrichten, sie haben kein Recht

auf Bücher, Zeitungen, Papier usw. Die Leute werden dort furchtbar geprügelt. Die Anzüge der Sträflinge werden nicht desinfiziert, und so kommt es vor, daß ein gesunder Sträfling den Anzug eines verstorbenen Typhuskranken erhält. Die Lage ist verzweifelt, und man muß alles tun, um die beiden aufrechten Kämpfer, die dort sind, Rada Vujovic und Zlatko Schneider (der 1 Jahr dort weilte) zu retten. Der folgende Fall hat die Gefangenen derart zur Verzweiflung gebracht, daß sie sich entschlossen haben, ab Sonntag, den 13. d. M. in den Hungerstreik zu treten:

Am 10. d. M. hat der Wächter Marcic den Aeltesten (staresina) in Rada Vujovic' Zimmer derart geohrfeigt, daß der Alte zweimal umfiel. Nebstbei sei bemerkt, der Alte ist in schweren Ketten, heißt Milovan Stanimirovic

und ist unschuldig verurteilt. Es fehlen ihm 600 Dinar für Taxen, um den Prozeß zu erneuern. Diese Ohrfeigen bekam er deshalb, weil er ruhig zugesehen hatte, daß Zlatko Schneider zu Rada Vujovic ins Zimmer kommt.

Am selben Tag wurde Zlatko Schneider aufgefordert das Klosett zu reinigen. Er lehnte ab. Der Wächter fing an ihn zu prügeln. Rada Vujovic protestierte, berief sich auf das Gesetz. Und was geschah? Es stürzten sich 8 Wächter auf Zlatko Schneider und Rada Vujovic und prügelten sie unmenschlich, bestialisch. Rada Vujovic bekam mit dem Stiefel einen solchen Tritt in den Bauch, daß blutige Spuren sichtbar sind. Sofort wurde ihm Essen und Tabak weggenommen und er in die Einzelzelle gebracht. Schneider mußte das Klosett reinigen.

M-kos

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUËR

## ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVJET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË  
TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE  
PERMBI  
FEDERACIONIN BALKANIK

### Maximilian Hesse

*Leu Maximilian Hesse me 8 Majë 1847 në Domnitzsch, në qarkun Torgau. Edukimin e tij e muer në Marburg e Berlin, ku kreu gimnasin dhe Universitetin. U muer mandej me Literaturë e politikë. Nji udhëtim në Amerikë e ndeja për 4 vjetë atje, smadhoj qarkun e veprimet të tij si publicist. Si kryeredaktor i „Mecklenburger Nachrichten“ mproj gjithnji levizjet reformatore. Njofitimet e tija të thella mbi çështjen agrare germane, i vjefne shum n' udhëtimet e tija në Ballkan. Në Koln u bashkue me kundersharet e Kaiser-it Wilhelm-it II. Mbasi bori driten e syvet ju desht m' e lanë aktivitetin publicist — porse vullneti luftar i tij i pë-thyem, e shtyn dhe sot sado q' ka kalue 80 vjetat, me marrë pjesë në ndolljet aktuale.*

Problemi ma i vështir q' une kam njoftë deri tash, ish e asht gjithnji çështja ballkanike e pë-zgjidhun. Kështu si Sarajeva u bënë signali i luftes botnore, ç' do ditë munt të krisin nji rrezik lufte në Ballkan.

Nuk ka garanci pagjet per Europen, nuk ka garanci pagjet as per boten, deri sa mos t' i çohen Ballkanit dishiret e tija në vënd: jo dishiret e Shtetevet të Ballkanit, por çka asht me randësi dishiret e popujvet të Ballkanit.

Tuej e marrë prej kësaj pikpamje „zgjidhja“ e sotëshme, asht nji violation i principevet të drejtësis, e të liris. Atrocitetet e pë-shpirtëshme të qarqevet sunduese, më ndalojn me besue, se këto e marrin para sysh ndopak, nevojen ma me randësi, mprojten e minoritetevet.

Per të ndalue shtypjen e minoritetevet e rivalitetet e Shtetevet ballkanik ndermjet të tyne, do t' ish mirë m' u mundue per zgjimin o mobilisimin e grues në Ballkan. Zgjimi i grues të robmueme në Ballkan, dhanja e liris politike, do t' i napin nji themel të shndoshtë luftes kundra shtypjes barbara të sunduesvet të mbrendshem e të jashtem.

Lidhë me ket, duhet të bahen mundime per t' i bënë ballë ç' do soj fashizmit, sidomos fashizmit italian. Kjo luftë munt të drejtohet vehtëm nen flamurin e socialismit.

Veprimet e qeverimnavet t' interesueme të Shtetevet europiane janë të drejtueme vehtëm mas influencavet të fuqinavet politike. Largimi i këtyne influencavet të fuqinavet politike na Shtetet europiane asht prap nji tjetër konditë paraprake, per realisimin e idës shumë të mirë të ijkrimit të nji Federacioni ballkanik.

Ashtu si Rusia cariste ish dikuer flaka e ziermit per Ballkanin, do të jet Rusia sovietike fanali i drites per popujt e shtypur ballkanik.

Deri aherë, vë shpnesen t' ëme në të shtypunit e n' intelektualt e gjith botes, q' me luften e tyne per librimin e tyne, ndihmojnë dhe luften e popujvet ballkanik të shtypur.

Maximilian Hesse

### Muzikantët në Shqipni

IV

Grushti i 24 Decembrit

Më 1914 u bënë kijameti pse Germania shkeli Belgjin e voglë. Anglia gjeti më të jo vetëm nji kasus belli, por, e sidomos, tue perdorë ket si maskë e ngriti boten mbarë kundra germanve, i a vëu pishen tokes e detit: »O burra, të vritemi deri më fund. Dhënia kundra Belgjis duhet të shpagohet e as nji popull, sado i voglë të jeen, nuk do të mundet ma m' u shkelë e m' u farue... etj. etj. etj.«

Me miliona njerës u shtyen në grykë të topave, divisionet u koren prej plumbit mixuer m' si kositet bari i njomë, qielli lshojë pa pra bomba helmuse, graa, fëmij, pleq pa hesap u pervlue në zjarmë: Azrailli ish gjithkund, ketu në formë të nji kokre hekri vëgabond e atje nën maske t' uris e të lëngatave gjithfaresh. E neper llogore? Tragedia e madhe vijojë pa piken e pushimit kush e dii sa pashë nën dhe: shokët e drekes, të vramë apo të helmum në baltë, i sherbyen per shirat, jastëk e mbulesë atyne të shkretve q' i priste deka mixore kurse, në lugina të Karpatve, me mija të plagum u karbonizuen me vajguri e me këlqer q' të heshitin, mos të gjimoin e mos t' i demoralizoin ushtrit në luftë... Morrat, korbat, uqët e krejt egersinat gjeten, në çdo skutë të fushave të gjana të kësaj drame, nji ushqim q' nuk u mungovi me vjetë... Deti, më tjetren anë, çbiu per ditë me duzina anë: fellsinat e tij u transformuen më nji varresë pa fund, pa kufi, pa gur-varri e pa kivurë...

Prapa këtij shkandulli tragik vijojë, po pa piken e pushimit, skena reale: borsat punuen ma me nxehtësi, milionarët u shtuen e neper pullazat e zotnësave të shekllit krisen shishet e shampanjës, kerçyen barbullushat pa perde, u mbyllen pazarllëket në kuris të popujve të vegjlë...

O skenë e turpshme, e pa shoqe në histori të njerzis...

Pra, me t' u mbarue lufta ra edhe maska. Realiteti, si nji zhgandër e mnershme, i mbyti krejt shpresat. Tash, pazarllëku fillojë m' u bënë fare çiltas: nji tubë lidhës me baza bankare e kurrëgjatë tjetër.

Mjerimet e popujve, gjaku i njerësve me miliona nuk kishin ma as piken e vleres. Rreth tavulinave në Versailles gjithnji kënga e Mukes: Sa miliarda ari do të pagujën popujt e mundun? çfarë stipulata do t' u imponohen q' mos të marin ma frymë e sidomos q' të punoin në hesap të fitusave d. m. th. të bankaxhive? Si do të pjestohen pasurit, kolonit e provincat e tyne? Shka do të jeen shperblimet në koris të popujve të vegjlë?

Nji pagë me kondita kriminale...

Por, krejt ky kundraveprim kriminal nuk muji me ndaluar veprimin e botes idealiste, njerzsin e vërtetë, e, një luftë e ree me baza fare të shëndoshta fillojë me e sulmuar mretin e bankaxhive: Russia e Kuqe asht fruta e parë e livizjes.

Bankaxhit u bashkuen kundra saj e po bëhen ma se dhjet vjetë qi, më katër anë të botes, po vlon një kazon i rii ngatresash e skandalesh. Me gjith ket livizja, me foren e tallazeve t'ashpra të një deti në idhnm, i kalojë kufft e Russis dhë u futë, u shtri neper qerdhet e forcume të bankaxhive e Londra, më 1924, kah mbarimi i tetorit, u bë kryeqyteti i reaksionit. Ja këtë me pak fjalë devisa e ree e Londres: »Pasi livizja e idealiste nuk muji m'u shue aty ku plasi, në djepë, duhet t'a arretuom, t'a lokalizom e ma vonë t'a msyjmë per së dyti...«

U desht pra me gjetë asi popujsh qi kishin per t'i hecë këtë plani verbërisht pa piken e gjykimit. Por, pepujt, kësi hovi, i fryjshin kosit e nuk kishin as pak dëshirë m'u mbytë në gjak tue luftue kundra drites, kundra të vetmes shtyllë ku i kan mshtetë shpresat e tyne të librimit.

Ahere, si me bap?

Pergjegjia rriedhte vetiu: me i futë me pahir, me k am xhi...

Desh fati i shqiptarve qi të jeen në krve të listes. Pra, reaksioni i bankaxhive fillojë, më si më 1914, prej Shqipnis. Mussolini e Pasiçi, dy kulshedra ma në shëj të livizjes këmishazeze, ishin aty. Mejherë i zbatuen urdhnat e zotnive të tyne e Shqipnia, e para në Balkan, u transformue më një qerdhe banditësh nga ma të rallat...

Grushti i 24 Decembrit, në realitet, ka vetëm ket shkak. Lodhen kot krejt ata qi kerkojn ndonji arësye tjtarrë. Na qi u hudhem mixorisht në rrugë të madhe e po palavitemi larg atdheut t'onë nuk ishim njerës per t'a luftë rolin e Zogut. Ideet e reaksionit per nee ishin të shemtume, i kishim lshue per jetë. Populli ynë kishte nevojë per dritë e per liri. Nuk ishim dashamirët e errësis e as njerës në sherbim t'arit. Nuk do të pranojshim kurr t'a transformojm vendin t'onë më një qerdhe bankaxhish, më një shesh ngatresash e livizjesh prapanike. Kurrkush nuk muji as me paa e as me gjetë nder nee tupa krëns qi ka Afrika apo Kina. Shkurt, u dermum bashk me Shqipnin t'onë, pse ahere populli ynë ish i lirë e bota këmishazeze kish nevojë per një Shqipni mercënare, per një popullë sklavë... Pra, krimi i ka mbetë Mussolinit me shokë...

Bedri Pejani

## Festa e Majit

Si sot, ç' do vjet ditën e parë të Majit, proletarët e Botës, kremtojnë festën e tyne. Festa e Majit, nuk asht vetëm një e Kremta e thjeshtë qi ka një karakter fetar ase një ditë pushimi e dëfrimi, por asht dita, në të cilën tregohet forca superiore e fuqia madhështore e klasit proletar qi i nep jetë, perparim e lulzim Botës. Sot gjith fuqit pushojnë; të gjith organët qi lëvizin e rrotullojnë me forcën e krabëve e të llanëve të tyne maqinat e Botës për t'i siguruë gjallnimin e prehen ujerëzis, bojnë stop dhe në ket mënyrë i tregojnë Botës se ata janë Zotnit e vërtetë t'eksistencës së jetës njerëzore, se ata janë krijuesit e qytetnimit dhe se ata e vetëm ata janë e do të jenë trashëgimtorët legitim të veprës madhështore qi duket sot në ç' do kant të Botës. Po, ata qi e sollën Botën në kikël t'evolusionit dhe qi e mbajnë gjallë njerëzin me pjellën e mundit të tyne, janë bujqit e puntorët, do me thanë, klasi proletar qi kremton sot festën e vet dhe i kallzon Botës se fryma e jeta e saj qindron e buron vetëm nga puna e tij. Sot me mijonë proletarë të grumbulluëm në qendrat industriale e bujqësore të Botës dhe të rrjeshtuëm si ushtarë të disiplinuëm në vargjet e pa numëruëm t'organizatave të tyne qi dallohen e shuhen nga flamurët e kuq qi i rrjñnë, enden, në për rrugët e mëdha dhe bajnë manifestasione entuzjastike. Sot proletarët tue manifestuë, ngrënë zanin e ankinit kundrejt klasit ekspluatues e spekulatues qi u ka grabit të drejtat dhe kerkojnë drejtësi e liri të vërtetë. Sot klasi proletar tue kremtuë festën e vet e tue shpallë botënisht e kreshnikërisht dëshirat e veta, dert e tue shpallë lot mallëngjimi e hidhërimi për ata qi u banë viktimit qi nga kohet parahistorike dhe sidomos për shokët qi u martirëzuen qi nga Komuna e Parizit më 1871 e deri më 7 Nanduer 1917 në Rusi. Sot prolerarët me rastin e festës derdhin lot e qajnë me dënes, jo vetëm pse vuëjnë vetë, por edhe pse deri sot kanë humbë disa qinda mij shokë t'idealit qi ranë dëshmorë për të ngritë regjimin proletar. Sot puntorët e

bujqit, ku do në Botë, gunjëzojnë përpara vorreve të dëshmorve qi sakrifikuen jetën për lirin e vërtetë të njerëzis dhe i falen Marksit, Angelsit, Leninit, Yean Zhoresit e shokve të tyne për shërbimet e pa çmuëshme e të pa haruëshme qi i banë masës së shtypun prej klasit degenerate. Sot vargjet e manifestantëve proletarë, si tallazet e rrepta të oqeanit fluksojnë e refluksojnë në rrugëte qyteteve e kundrejt instituteve kapitaliste e bankave qi mbajnë e rruëjnë në kasat e tyne florinin e kapitalistëve të fituëm nga djersa e klasit të shtypun. Sot në shum vise të Botës, trumet e proletarve t'organizuëm, të ndezun në mëni e të skuqun sysh, bajnë manifesta kundra zyravet qeveritare e kazermatët të borgezis për me diskreditue agentët e mersenarët e klasit bark-math. Sot ata thërresin e brohorisin nga thelb' i zemrës „rroftë, revolusioni i përbotshëm, rroftë triumfi i proletariatit, poshtë kapitalistët!“ dhe ky za i thekshëm qi ka tingellimin e fuqin e një rryfës zgjetare, ushëton në të katër anët e ngjitet në veshët e borgezëve qi janë mshefë e strukë sot nër pallatet e veta dhe u triston zemrat u shtang gjakun e u rrqeth shtatin, pse ata e dijnë dhunën qi bajnë dhe e dijnë fundin e jetës së vet qi do të mbaroje në mënyrën ma tragjike. Sot proletarët e shfrytuëm e të shtypun, tue çiaqë ndiesit e veta, i përtrjñnë e i forcojnë fuqit e veta për me i drejtue kundrejt anmiqve e barbarve shekulluër në rastin favorable, në momentin e fundit, kur t'i thërresi trumbeta per nisjen e revolusionit betnuër.

Sot gjith proletariati i Botës me rastin e festës së Majit, saluton së largut dhe e uron me zili e lakmi, proletariatin e Sovjetve qi ka fatin e bardhë të shijoje e të gëzoje lirin e fituëme me gjak e sakrifica të mëdha. Sot proletarët e ç' do vendi në Botë, syt e veshtrimin menduër i kan kthye kah veri-lindja e Europës dinake dhe tue pam luminin e shokve qi rrojnë në harmoni të plottë e vëllazëni të vërtetë n'at kontinent të spastruëm nga ç' do fëlliqsi e ambicje, lusin jetë të gjatë per ta dhe i urojnë vëthës at fat. Sot gjith proletarët kthehen me fetyrë kah Qabeja e Ré dhe i falen përpara Profetit të Ri, Leninit, të cilin e bekojnë dhe e adhuojnë me at shpirt e ndërgjegjë qi ka një besimtar fanatik. Sot në Moskë, në Meken e Jeruzalemin e proletariatit të Botës, me mijone katundarë e qytetarë, buq e puntorë, gunjëzojnë përpara vorrit të Leninit dhe i falen. I falen dhe i luten qi t'u inspiroje e t'u dhuroje fuqina morale për me shpëtue nga zgjedha e skllavënis shekulllore edhe shokët e tierë, njerëzin mbarë. Sot ushtria e kuqe bashkë me proletariatin e Sovjetve — fema e mashkuj — betohen e zotohen se do të luftojnë pa u drashtë nga mordja e do të derdhin edhe pikën e fundit të gjakut, për me shpëtue proletarët e Botës nga thundra e kapitalistëve gjakpirës.

Gjith kush uron, feston e punon, por Ballkanasit e sidomos ne Shqyptarët, jemi denuë e s' kemi as lirin e fjalës, të mendimit e t'organizimit. Padrejtësia dhe barbarizma e borgezis nër Ballkanë, asht legalizue me disa ligjë të fabrikue në parlamentet e hipokritëve qi m'projnë vetëm privilegjet e interesat e klasit parasit dhe qi mohojnë ç' do të drejtë, sa do elementare, të puntorit e të bukut të pa bukshëm. Jo vetëm borgezia e vendit, por edhe kapitalistët e Europës, gjithmon kan randuë si një ankh i rrezikshëm mbi koris të proletariatit të Ballkanit dhe këta katilë me vulë në ball, gjithnji kanë qenë autorët e shkaktarët principal të luftave të përgjakshme qi kanë ndollë deri më sot në ket gadischullë në mes të kombeve ase shteteve të ndryshëm.

Mjerimet e pësimet e deritashme, më kanda qi të jenë ba mësimë për ne dhe tue shpresuë se vuëjtjet e pa duruëshme na kan dhanë ment e posibilitetin qi të njofim anmiqt t'onë, e ndij me detyrë t'u them edhe një herë shokve të mij, proletarue të Ballkanit, qi të mos gabohen ma me intrigat e kapitalistëve, por t'organizohen në mes të tyne dhe të bashkuëm rreth organizatis Federacioni Ballkanik. Të zhvillojnë fuqit e veta për shpëtimin e lumnimin e vet. N' asht se proletarët e Ballkanit duën të shofin në kulmin e pallateve simbolin e tyne draprin e qekicjin, në dëshirojnë të rrojnë me të vërtet si njerës dhe në prohe e fatbardhësi të plottë, le t'i përgjigjen zanit e thirjes i organizatës Federacioni Ballkanik dhe le të kryejnë detyrat qi do u ngarkoje ajo.

Përpara prase e arthmja asht e jona, se një grusht kapitalistë nuk munt t'a robënojnë gjith Botën. Përpara e burra qi t'a kremtojmë edhe ne festën e Majit me gëzim e harë, me liri e në lumni të plottë si shokët t'onë në Rusin Sovjetike

Drapni

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ  
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Балкански недоверия и дунавски интриги

Може да се каже, че никога не е имало толкова интриги около Дунава и основателни недоверия и подозрения на Балканите. Ако некоя, каквато и да е инцидент стане било на албано-сръбската или сръбско-българската граница, той би могъл да причини най-опасни последици. Стигнало се е до една толкова обтегната фаза каквато бе оная преди всеобщата война. Обтегнатостта е даже по-голема, преплитането на съюзите е по-комплицирано, пресията на великите сили върху по-малките, второстепенни държави, е по-силна и по-брутална. Мъчногитите на тези държави — режима на Братията в Ромъния не е по-стабилен от този на Ляпчев в България — карат по-скоро самите правителства да се отвлечат извън пределите на държавите, в странство.

Когато се приказва за Балканско или Дунавско Локарно с това се иска да се заблуждава обществото. Онези, които намекават за некакъв пакт за мир, в същност само прикриват своите воинствени намерения. В същност всички са обвзети с мисълта за завоевания и реванш — завоевания на тѝ наречените победители и реванш в онези, които бидоха принудени да отстъпят част от своите територии. Династиите търсят само некой повод за да закрепят разклатеното си влияние; диктаторите, за да премахнат селските или други опозиции, с удоволствие биха мобилизирали своите ефективни. Ако до сега ги е нещо спъвало, това е все още спомена от близката война; но те се чувствуват все повече и повече силни, до колкото надраства новото поколение, което не познава и не участвува в войната. Въмешателството на Италия и Франция в юго-източна Европа още повече усложни рисковете от сблъскане. Напоследък слияването на дунавските преирни с балканските допринесе, щото една част от континента да бъде постоянна арена за борби. Проче, това положение е плод на политиката на Мусолини.

До скоро, самото фашистко правителство непрекъснато заплашваше създателите след разпокъсането на Австро-Унгарската Империя дунавски държави. То бе решителен противник даже на идеята за създаването на една митническа федерация между тези държави. То спъваше идеята като сметаше, че би могло да се създаде некая макар чисто економическа връзка между Виена и Пеща, защото главната печалба от всеобщата война за фашисткото правителство не бе толкова присъединението на южния Тирол от колкото разпокъсането на народите, които до тогава тежеха върху северната граница на Италия и даже прекриваха алпийската преграда. Само след като то се обляжи с Унгария, или по-точно в деня когато взе инициативата за това обляжение, фашисткото правителство бе вече закръгвило своята политика.

Самите основания на тоя волт-фас беха доста комплицирани, сложни. Може би, Мусолини търсеше некая опора в случай, че Австрия се присъединеше към Германия или пък че последната стане непосредствена съседка. Може би, той искаше да принуди Ромъния да се обяви че е с него, като поддържаше срещу нея исканията на унгарските иридендисти, които тук нема да разглеждаме. Може би, и поради това, че той бе вече на път да спечели един сигурен съюзник срещу Югославия, която постепенно обкръжава и в която иска да поддържа едно все повече и повече увеличаващо се безпокойствие, до като да дойде годния момент за подаване на един ултиматум.

Едно странно смешение цари в всичките дипломатически трактации на Дуце през последните няколко месеци. Той преговаряше едновременно и с Полша и с Литва, Унгария, Ромъния, България, Турция, Гърция и даже Югославия. Странното е, че той едновременно преговаряше и с Ковно и с Варшава или с Букурещ и с Будапеща или с София, Ангора или Атина, без да смятаме Белград. До сега, не се знаеше подобно политическо дон-жуанство. Обаче, едно е ясно, че Мусолини внесе смущение от германската и руска граници до Егея и Ионическото море.

Ромъния, която преговаряше с Рим се отнася с недоверие към Унгария, която също преговаряше с Рим. Какво собствено Дуце можа да обещае на Бетлен с когото се среща два пъти? Една част от Трансилвания или цела Трансилвания? Какви ангажменти той пое пред Гърция, се питат в София, и какви към Турция се питат в Атина? Как той примирява, едно с друго, противоречивите задължения, които требваше да приподлише? Ако утре избухне некая война, как биха се образували противоположните лагери? Унгария и Ромъния ще бъдат ли приятелки или неприятелки? Ромъния ще продължава ли да участвува в Малката Антанта или пък заедно с други ще се опълчи срещу Югославия, с която фактически е в съюз от 1913 г.? Гърция ще върви ли с сърбите, както през 1913 г. или ще тръгне с България, тѝ както желаше некога кралската двойка Константин-София?

Но, в Белград главно, цари недоверието и свикват с идеята, че войната е неизбежна, и то война в която ще бъдат въввлечени Франция и Чехославия. Тиранските договори засилиха тази мисъл и тя още ще се засили утре, ако Мусолини се реши да направи некой жест. Без преувеличение, може да се каже, въпреки противоположните официални свидетелства, че кипежа в юго-източна Европа е общия, както преди всеобщата война.

Пол Луи

## Десет години бел терор и национален гнет в Югославия

II  
Черна-Гора.

Безброй факти могат да се наведат за чудовищния режим, на който са подложени черногорските работници, селяни и народна интелигенция. Спокойно може да се каже, че черногорските селяни, че целия черногорски народ, се третира не като свободни хора, а като средновековни крепостници и роби. Невъзможно е да се изброят всички чудовищни факти, които до сега са известни. Изнасяме само три от най-характерните случаи станали през първото тримесечие на 1928 година.

През януари е било арестувано едно село от жители и понеже немало место в затвора, всички са били държани под арест на открито небе. Бити са всички по-големо, като не са пощадени дори 10 годишните деца и 70 годишните старци и баби с цел да се изтържат призна-

ния и показания кой е убил тримата финансови агенти, чийто групове били намерени в землището на техното село.

Друг случай на систематични и поголовни мъчения и изтезания на черногорското население имаме в село Зота. Адвоката Якша Радович от Подгорица е посетил това село и е събрал писмени свидетелски показания от целото население. Последното единодушно твърди, че е готово да се яви пред всеки съд и под клетва да потвърди своите обвинения против властта. В село Зота са били събрани всички селяни от мало до големо и поголовно бити и изтезавани от жандармерийски офицери, задето са се осмелили да протестираат против своеволията и шиканията вършени от жандармерийските патраули, които под претекет, че търсят криминални престъпници се вмъкват по къщите и правили разни пакости и безобразия.

Трети типичен случай — черногорския селянин Петър

Марац, военен инвалид, защото се е оплакал, че двама от членовете на семейството му са умрели от глад, е бил арестуван и жестоко изтезаван. Твърденията му обаче, отговарят напълно на истината. Няколко дена след освобождението му от ареста вследствие на изтезанията и глада полудел и ходил по улиците на селото с запален факел, пресрещал всеки минавач и го питал: »Човек ли си ти?«

### Македония.

Неодавна биде публикуван апела на македонското гражданство до югославянски общественици и вестници. В него се казва:

»Македония страда. Това което става в нея не може да се понася. Хората (на служба), които са добри към гражданите винаги биват премествани и се довеждат други, които в желанията си да задоволят днешния режим не се спират пред нищо.«

В апела се изнасят ред страшни факти на масов терор и чудовищна инквизиция над македонското население. Под претекст, че се гонят четите и атентаторите, властта е обявила фактически военно положение. Положението е станало особено нетърпимо от октомври миналата година насам.

»Всички села, като се почне от Куманово и надолу до Шип и Гевгели проициха от полицейски ужаси. Селяните биваха събирани кой където бжде срещнат и отвеждани в потерите. На тех не им се позволява да взимат нещо с себе си, нито пари, а по няколко дена скитат необлечени и гладни. По всички села всеки ден се отрездат по 50—100 души за потеря. При тия потери селяните не са въоръжени, а с мотиви вървят напред, а въоръжените с пушки и бомби жандари вървят след тех.«

»Затворите са препълнени. Броят на невинните македонци, които гният по казематите, е огромен и надминава хиляди. Те винаги лежат с месеци под следствие и най-после се освобождават като невинни.«

»В затворите се поставя инквизиторски. Има умрели и полудели от бой и мъчения. Така един в скопския затвор е бит по гърба, за да може да се свие и с уетата си да стигне половите си органи, а на друг с особен уред са стегани мускулите.«

»В струмишкия затвор двама арестувани селяни беха накарани да танцуват по жарта боси, до като паднаха в несвес. В скопския затвор един полуде от бой, а другия лежа два месеца в болницата.«

»Живота на македонца за тукашната (в Македония) полиция не струва и колкото живота на един заек!«

Невъзможно е да се спираме конкретно върху **огромното количество факти** на белия терор и националния гнет в Македония. Ще се задоволим да изнесем още една малка част от най-характерните факти.

Миша Михайлович е убит при ескортирането му. В Гевгели е убит от »непознато лице« македонския гражданин Христо Григоров. В Неготино е убит по същия начин по време Георги Ангушев. Предишния ден той е имал конфликт с един жандармерийски капрал, който публично му се е заканил с думите: »Ще ме познаеш ти, кой съм аз!« В с. Рожден е бил извикан селянина Коста Комитов в жандармерийската станция. Там е бил боден с ножове и след това мъртав захвърлен в двора на къщата му. В с. Дрен са убити двама селяни. При ескортирането им са убити от жандармите: Сава Гйорчев от с. Живине, Гоне Трайков от с. Сушица, Яне Стойчев от Алексинци, Тома Кулумджиев от Струмица. Един млад селянин от Шип, неодавна завърнал се от България, е бил извикан в комендантството от гдето »безследно изчезнал«. Коменданта е заявил на родителите му: »Нема да видите вече сина си. Нека му Бог помогне!«

В Куманово при ескортиране е бил убит работника Садиев. В с. Алексинец след »атентата« на ж. п. линия, властта е заставила населението 8 дена да държи по домовете си непогребани разлагащите се трупове на избитите от нея селяни.

На 31. I т. г. в Прилеп, посред бел ден на улицата, бе убит от органи на властта македонца Борис Стоянов. Двама гимназични ученици, които публично заявили, че са видели убийците и ги познават са били държани 5 дена в ареста, заедно са се осмелили да направят подобно заявление.

На 15 февруари в Скопие биде убит аптекаря Милан Генев в собствената му аптека. Предишната вечер в Скопие биде убит турчина Кяни бег. Проче, в Скопие, един от най-големите македонски градове, голем, военен, административен, политически и економически център, в течение на два дена са извършени две политически убийства. На 31 март т. г. в 2 ч. през нощта срещу 1 април е убит в Прилеп Иван Вояджиев. Убийството е извършено близо до офицерското казино, непосредствено до полицейския пост, жандармерийската станция и Окръжното Управление. Убийците при това не са заловени и са неизвестни!

Процесите против македонското население изцело и против класосъзнателните работници и прогресивно мислящото гражданство продължават без край един след други и едновременно по няколко. Нека отбележим само последните няколко големи процеси.

На 23 януари се гледа в Шип процеса против македонците Зографски, Варадинов, Задриев, Петров, Войнов, които са били обвинени, че са комунисти и че са »замесени« в атентата против генерал Ковачевич. Много се писа върху зверските изтезания, на които са били подложени обвиняемите в затвора. Пред съда Зографски от свое име и от името на всички обвиняеми изнесе потресаващи подробности за режима в югославянските затвори. Той изнесе интересния факт, че са били арестувани и оковани в вериги от углавни престъпници, осъдени от същия съд на смърт, като са били пуснати от затвора и въоръжени от властта, която им заповедала »всички средства да изловят всички съмнителни лица«. Същата нощ, когато били арестувани, няколко от арестуваните съмнителни лица »изчезнали безследно« — т. е. били извлечени из затвора и тайно убити. Неговата реч е била една смела и мъжествена обвинителна реч против режима на белия терор и националния гнет, царуващ в Македония и в цяла Югославия. Въпреки липсата на доказателства съда е произнесал следната присъда: По на 4 г. строг тъмничен затвор е осъдил Зографски и Георгиев; на 3 г. строг тъмничен затвор Варадинов, а всички останали по на 2 г. тъмничен затвор.

На 17 март т. г. пак в Шип се гледа делото на атентаторите на генерал Ковачевич и 27 други македонски граждани. Съда осъди на смърт Кралев, Живадинов, Делипетров, Бърдарев; на 20 г. строг тъмничен затвор — Гунев и Велков; на 12 г. строг тъмничен затвор — Гранков, Рашков и Стаменков; на 10 г. строг тъмничен затвор — Балучиев; на 5 г. строг тъмничен затвор — Нушев и на 4 г. строг тъмничен затвор — Данев. Процеса против Недков е насрочен за по-късно.

На 21 март пак в Шип се гледа процеса против Шекеринов и неговите »помощници«, обвинени в тежкото престъпление, че у тех бил намерен македонския вестник »Македонско дело«. Шекеринов биде осъден на 4 г. строг тъмничен затвор.

На 30 март в Скопие са били осъдени: Милан Хаджи Панзов на 10 г. и Григор Георгиев на 5 г. строг тъмничен затвор.

Скопския апелативен съд по делото против »атентаторите« на редактора на сръбския националистически в-к »Южна звезда« Хаджи Попович осъди на смърт, освен **Николов осъден в първата инстанция на смърт, още 4 други обвиняеми.**

В края на февруари т. г. Битолския окр. съд разгледа делото против Д-р Асен Татарчев и 14 други македонци, обвинени, че са в връзка с македонската револ. организация и с комунистите. Излишно е да повтаряме изнесеното пред съда и в пресата върху изтезанията на които са били подложени обвиняемите. Нека споменем само, че вследствие на тия изтезания Д-р Татарчев е оглушел, а Христо Лазаров се явил пред съда с още пресни рани по телото си. Делото е отложено за 23 април т. г. и нема съмнение, че съда ще произнесе предварително определената драконовска присъда. (Делото бе разгледано неодавна и почти всички обвиняеми са осъдени на тежки наказания. Б. Р.)

### Кървания баланс за I тримесечие на 1928 г.

По още непълните сведения, с които разполагаме и в които не влизат безчислените жертви в Македония и Черна-Гора и новите жертви, които белия терор взима в Войводина, Далмация, Босна и Херцеговина, кървания баланс на I тримесечие на 1928 г. се изразява в следните цифри:

**9 политически убийства;**  
**532 политически арестувания и интернирания;**  
**110 под следствие от по-рано;**  
**47 осъдени на строг тъмничен затвор.**

Всичко 698 души с 878 семейни членове.

### Политически присъди:

9 смъртни; 97 души са осъдени на 180 г. и 11 м-ци; 172 комунисти само са изгонени из постоянните им местожителства за 900 г. и са интернирани в »родните им места«. В 15 затвора има от по-рано осъдени 47 комунисти, осъдени общо на 344 г. и 1 м-ц и 1 осъден на доживотен затвор.

Повтаряме, това е още непълнен баланс. Особено подчертаваме, че в тези цифри не са включени сведенията за Македония, Черна-Гора, Войводина, Далмация, Босна и Херцеговина, от дето още не могат да се съберат що годе пълни сведения и дето жертвите на белия терор и националния гнет са масови.

В заключение, заслужава да се спрем с две думи на

вжпроса: постигна ли срџбската хегемонистическа буржуазия поставената от неа задача с този режим на бесен и комбинирани бел терор и национален гнет?

Без да се шираме подробно на вжпроса — той е тема за себе си и подробно му разглеждане би ни извел далеч зад рамките на тази ни статия, вжз основа на историческите факти можем да констатираме следното:

Тази десет годишна терористическа и хегемонистическо-диктаторска политика на срџбската буржуазия не само не постигна поставената и преследвана от неа цел, но напротив: днес след десет години срџбската буржуазия е по-далеч от нейното достижение, отколко вчера. С тази си политика тя само увеличи и изостри вжтрешните национални и класови противоречия и само по този начин с завидна упоритост рачисти и рачества пътя към пълното и всестранно идеологическо, политическо и организационно изграждане на револуционния единен фронт на работническото, селското и национал-револуционните движения в балканските страни.

Целото досегашно развитие на Југославия, както и сегашното нейно забржкано и критично вжтрешно и международно положение, поставят пред трудящите се и пред потиснатите в Југославия народи упорито и преко тази конкретна и непосредствена задача.

И ние присуствуваме при извжршването на тоя голем

исторически процес. Много жертви, много кжрви, страдания и сжлзи дадоха и има още да дават трудящите се маси и потиснатите народи в Југославия; много още жертви предстои да се дадат, имајќи предвид ролята, която големите империалистически сили играат на Балканите. Но заедно с това и в вжрска с постојаната војна опасност на Балканите треба да се подчертае не само балканскиот, но и международниот карактер и значење на борбите и сжбитията, които ставаат на Балканите и в Југославия. От тук и големия джлг на работните маси в целиот свет с неотслабава енергия да се борят не само против международниот империализм и против господството и експлоатацијата на буржуазията в национален и международен мащаб, но и конкретно да се притекат на помош на балканските народи в техната борба против международниот империализм и режима на белия терор и националниот гнет на Балканите и частно в Југославия.

Много нешто направиха досега трудящите се маси в целиот свет и специално международниот пролетариат в помош и в заштита на безчислените жертви на белия терор и националниот гнет на Балканите и частно в Југославия. Но още много предстои да се извжрши, за да се превжрне борбата наистина в една международна борба против режима на комбиниран бел терор и национален гнет в Југославия.

(Крај.)

Р. Кременовиќ

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЃИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## НАША АНКЕТА ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

### Едуард Бернштајн

Едуард Бернштајн, социјалистички теоретичар ре-визионистичког правца, роен је 6 јануара 1850 у Берлину, био је трговац, затим од 1888 живи као књижевник у Немачкој. Од 1902—1906 и од 1912—1913 био је члан Рајхстага. Члан је анкетног одбора о слому. Главна су му дела: »Комунистичке и социјалистичке струје у Енглеској у 17 век«, »Препоставке социјализма«, »Прилози историји теорије социјализма«, »Историја берлинског радничког покрета«, »Успомене једног социјалистек«, »Дела Фердинанда Ласала«, и. т. д.

Све борбе на Балкану потекле су ради Македоније — па и данас, јер свака балканска држава хоће да је себи присвоји. То је најтежи део балканског проблема и онако замршеног ради неразлучиве помешаности народа, која живе на Балкану.

Због тога има у свим балканским државама националних мањина, које те државе угњетавају.

Да се стане на крај овом стању потребна је аутономија свих потлачених балканских народа, стога поздрављам од свег срца покрет на корист националних мањина. Овом тлачењу мора да се учини безуветно крај. Ми морамо да поставиме сву нацу наду у балканску федерацију. Јер тамо где влада слобода побољшавају се наравно и економске прилике. Желим од свег срца ову балканску федерацију — која би почивала на аутономији појединих балканских народа. Гадно је и подло нашасти, освојити и анективати неку територију као да је пусто парче земље без становника. Само ће воспостављање аутономних балканских држава и нивово уједињење у балканску федерацију учинити крај сваком тлачењу на Балкану. Ја сам 1913 енергично протестовао против тога да се Силистрија отетупи Румунији.

Биће меѓутим веома тешко да се оствари аутономија балканских националних мањина и уједињење балканских народа у балканску федерацију без помоћи и потпоре Дру-

штва Народа. Сметрам Друштво Народа као успех и треба само настојати да оно ефикасно подупре све напоре, које се чине за аутономију и федерацију балканских народа.

Едуард Бернштајн

### Компер-Море

Компер-Море родио се је 5. октобра 1872 у Бретеј-сир-Ноа (Оаз). Баштовански радник у својој 13 години. Пристао год. 1891 уз француску радничку партију. Основвао кооперативу »Пролетерка из Бретеја« и »Радника из Оаза«, лист федерације. Председник општине Бретеја од 1904—1906. Делегат за пропаганду од 1907—1908. Народни посланик Гарда од 1909. Комесар пољопривреде 1917—1918. Референт у парламенту за буџет пољопривреде од 1926. Аутор иногих дела о социализму и аграрно питању. Био је директор и администратор многих социјалистичких новина и часописа као »Ново друштво«, »Оазски радник«, »Слободна француска«, »Селачки глас«, »Социјализам и класно борба«, технички директор социјалистичке енциклопедије.

Садашње решење македонског питање не одговора ни принципима праведности и слободе, нити је у интересу мира. Под капиталистичким режимом права су подвргнута потребама интереса. Није лака ствар учинит крај тлачењу народних мањина у садашњем друштву, а кад би било могуће да се покуша запречити да се балканске државе меѓусобно не кољу не чини ми се веројатно да би се дошло до новолног решења да се задовоље сви народи све док европске велике силе израбљују нивова такмичења за своје интересе.

То значи да не верујем под данашњим режимом у могућност балканске федерације.

Федерација балканских народа биће тек онда могућа, када најјачи и најмоћнији народи старе Европе буду прави господари своје судбине и када буду могли да раде у смислу федерације балканских народа, ослобођених или на путу ка ослобођењу од капиталистичког господства.

Компер-Море

# АПЕЛ

## свима напредним организацијама, групама и пријатељима угњетених и поробљених народа

Ни после балканског, нити пак светског рата Македонско питање није добило своје природно и праведно решење. Напротив. Игра заслепљених империјалистичких сила поставила га је — у монструозно произвољан и неприродан положај — не водећи рачуна ни о природним правима Македонског народа, ни о миру и спокојству на Балкану.

Једна економска и географска целина би савршено произвољно поцепана у три дела.

Жив народ, који за собом има револуционарну традицију тридесетогодишње херојске борбе против турских султана и паша за слободу и аутономију; народ, који је познатим Илинденским устанком 1903 записао у својој историји народну епопеју која би значила гордост за који било од данашњих цивилизованих и слободних народа; који је дао цвет својих синова и интелигенције од неколико поколења на олтар слободе; — тај народ, то историско и духовно тело распарчава се произвољно на три дела и баца се као плен балканским монархијама и олигархијским кликама.

Из турског султановског ропства, македонски народ, прелази поцепан и ослабљен под ропство трију балканских држава: Југославије, Грчке и Бугарске.

Јесу ли се овим задовољили апетити балканских династија и милитариста? Може ли пожртвована Македонија да одигра улогу мироносца и спокојства на вечито немирном Балкану? Ни у ком случају. Далеко од тога да Македонски народ може да гаји ту утеху. Македонско питање јесте данас више но икада »јабука раздора« на Балкану. Оно је и данас непресушиви извор свих свађа, интрига и сукоба. Оно је огњиште чије ће варнице подпалити пожар на Балкану.

Ни један од балканских шакала није задовољан плачком из Македоније. Кома нису познате чињенице о томе да се бугарски милитаристи никад немогу помирити са искључивањем Бугарске из »наслеђа«, која себе рачуна историским »наследником« Турске над целом Македонијом и, о даноноћним сновима и припремама истих за будући реванш према Југославији и Грчкој? Ноторна је чињеница и тежња југословенских империјалиста да се дохвати Белог Мора. Содуна и целог дела Македоније под грчком влашћу. То је императивна економска потреба — изјављују они, коју они пре или после треба да остваре. Зар није војна авантура грчког диктатора Пангалоа 1925 ка Петричу показала целом свету, да се грчки милитаристи нису одрекли намере да прошире своју територију на север, на рачун оног дела Македоније који је остао под Бугарском?

Сходно томе неће и неможе бити мира на Балкану. Данас је Македонија више но икада спорни плен за балканске милитаристе. Велике империјалистичке силе, створиле су нарочито од Македоније Ахилову пету ради мира на Балкану, како би могли сваког часа да интригирају и изазивају конфликте. Како би се иначе могло да објасни овакво у свему несретно решење Македонског питања?

При тако створеном положају на Балкану лако је схватити каквом је ужасу изложен македонски народ у сва три дела анектиране Македоније.

Свака од ових трију балканских држава поставила је себи циљ да створи од анектираног дела Македоније здраву националу и војну базу, не само ради одбране према споља већ и ради даљег проширавања и освајања осталих делова Македоније. Према томе, изложена су сва три дела Македоније нарочито варварском и крвавом режиму. По своме националном саставу етнички различит, бива македонски народ прогањан, денационализиран и насилно исељаван на начин каквог је једино забелижио варварски период људске историје. Тако се у оном делу под Грчком прогоне и насилно исељавају (силом све неких конвенција за добровољно исељавање) Македонци бугарског, турског, арумунског и арбанашког порекла насељавајући на њихово место грчке бегунце из Мале Азије. Македонско становништво које није напуштало своја огњишта држи се у најпунитој обесправљености и изложено је насилном денационализаторском режиму. У оном делу под Бугарском насилно је отеран велики број турског становништва. У Македонији под Србијом, у којој готово не постоји српски елеменат, становништво бугарског порекла које сачињава велику већину изложено је по своме варварству и свирепости нечувеном денационализаторском систему имајући за циљ насилно покрљивање. Исто се тако прогони и турски елеменат, који

се насилно исељава. Ништа се мање не прогони становништво албанског порекла.

Насилно истерано становништво бега у суседне државе, где се оно искоришћава од милитаристичких и шовинистичких фактора ради врбовања агената за своје завојевачке циљеве. Тако је само у Бугарској нагомилано неколико стотина хиљада бегунаца Македонаца бугарског порекла, које покушавају бугарске шовинистичке владе, посредством организације генерала Протогеровога да искористе за своју реваншовску политику и остварења велико-бугарских идеала.

На тај начин режими обесправљености и угњетавања у сва три дела Македоније, чији је резултат масовно исељавање становништва, не само што не воде ка ликвидацији Македонског питања — како неки хоће да верују — већ ка још већој замршености, заоштрењу и нагомилавању опасности пожара да поремети мир на Балкану.

После ово неколико општих речи поводом тешког положаја поробљеног македонског народа и врло опасног положаја за мир на Балкану у коме је постављено Македонско питање, принуђени смо да се специјално задржимо на **стању које влада у Македонији под српским јармом** и да привучемо пажњу светског јавног мњења на **страшни режим терора и убиства** који од неколико месеци на овамо тамо бесни.

Пуних 9 година држе београдски власници овај део Македоније у ванредном положају полицијског терора и обесправљености. Сва национална и културна права која је некад и сам Абдул Хамидов тирански режим поштовао, отага су данас становништву. Уништене су школе, цркве и други просветни и национални заводи македонског становништва. Све је србизовано, на све је ударен печат српског шовинизма. То се нарочито односи за становништво бугарског порекла, које су београдски шовинисти решили да под сваку цену србизирају. Њему се забрањује да говори у свом рођеном дому материним језиком. Сва су породичка имена србизована. О легалном политичком раду и борби нема ни речи. Сваки покушај у томе правцу најбруталније је угушиван и плаћан скупим жртвама. Таквим начином Београд **сам потискује** македонски национални покрет на илегалан и револуционаран пут.

И поред свих напора београдских властодржаца, који се кроз низ година пред ничим нису заустављали да денационализирају македонско становништво, нису постигли задовољавајуће резултате. Полицијски терор и насиља примењиван од 10.000 жандарма (у целој Југославији број жандармерија 17.000 људи, међутим пада у Македонији на 100 житеља по један жандарм а на остале делове Југославије долази 1 жандарм на 1.500 житеља), стварање политичких афера, економско угњетавање, као и сва средства за корумпирање и деморализирање македонског становништва а нарочито омладине, указала су се недовољно ефикасна за остваривање србизаторских планова београдских сатрапа. Они ипак нису успели да угуше националну свест становништва. Многобројни политички процеси а нарочито процес против 20 македонских студената, ученика српских школа крајем прошле године служи Београду као излишан доказ да је национална свест македонског становништва жива и несломива. Чињеница која је све више озловољавала београдске шовинисте и нагонила их да потраже нова, ефикаснија средства и начине ради денационализирања становништва. Ова се средства изражавају у томе, што је македонско становништво стављено фактички ван закона. Македонија је милитаризирана. Активни официри заузели су места до тада грађанских великих жупана. Влада Вукићевића пребацила је располагање живота и имовине Македонаца на познату »Белу Руку« и на њено друго издање »Народну Одбрану«. У Македонији је створен режим отсадног стања, масовног хапшења и терора. **Отпочет је систем убиства без суда и пресуде, који се без престанка до данас продужава.** Свуда по Македонији израђене су црне листе са именима најсвеснијих, интелигентних и борбених елемената. Сваки чека на ред да буде оборен на сред улице. Нико није сигуран хоће ли дочекати сутрашњи дан.

Београдска влада и штампа покушавају да преваре и обмањују јавно мњење у иностранству приписујући убиства у Македонији организацији генерала Протогеровога. Они рачунају да недовољно обавештено иностранство није у стању да повуче границу између атентата Протогеровљевих агената и масовних убиства које се врше у последње време у Македонији. Они искоришћавају вести о припреми нових напада и атентата на пролеће од стране Протогеровљевих људи у з

(\*) Упућен редакцији с молбом да се објави.

сарадњу Мусолинија и бугарских милитариста из Албаније и са бугарске границе, да у томе правци држе јавно мњење у напетости и да ослабе и прикрију ефекат свакодневних убиства над невиним македонским грађанима од стране органа власти.

Жалосно је — и то је велика несрећа за македонски народ —, што постоји у Софији еедна македонска Мафија, која врши с времена на време провокаторске атентате у Македонији и тиме врло много олакшава истребљивачке и паклене планове Београда према нашој земљи.

Да јавно мњење у иностранству неби било необавештено принуђени смо са неколико речи да карактеризирамо »револуционарну« делатност т. зв. В. М. Р. О.

Та организација, и ако је данас присвојила име старе македонске револуционарне организације која води четвртину века борбу против турског угњетавања, нема ништа заједничког ни са њеним идејама нити са методама њене борбе. Стара револуционарна организација борила се је за слободну и аутономну Македонију и била одлучан противник свих анексионистичких тежњи суседних балканских хришћанских држава. Она је водила борбу на два фронта: противу политичког угњетавања турских султана и истовремено против аспирација балканских династија и милитариста и, у то време агресивних тежња Фердинанда и дворско-милитаристичке клике у Бугарској. Тактика организације изражавала се у организовању македонског становништва и његовом припремању на масовни устанак.

А шта представља В. М. Р. О.? На чело те организације стоје сви они македонски ренегати из Софије, познати под именом »врховиста«, које су бугарске анексионисте на чело са краљем Фердинандом искориставали у борби против унутрашње организације и у покушају да је освоје и направе оруђем своје завојевачке политике. Чињеница, да на чело данашње В. М. Р. О. стоји исти краљевски генерал Протогеров, који је у скорој прошлости развијао заставу присаједињена Македоније Бугарској, не показује ли какав је сумњив »аутономизам« којим се ките људи те организације?

Осим тога, иста је организација учествовала у 9-јунском војно-фашистичком преврату 1923 г., у убијању министара и присталица Стамболиског, у угњетавању септембарског устанка и покољу над радницима, сељацима и интелегенцијом у Бугарској. Ови су лажни аутономисти убили последњих пет година у Бугарској 1.000 Македонаца-Федералиста, чији је једини грех био у томе, што су до краја остали истински борци за аутономну Македонију и Балканску Федерацију.

Како у прошлости тако и данас ова банда Македонаца, која није уживала симпатије и имала утицаја над македонским народом, није могла и не може да има друге методе рада, осим изолираних терористичких акција. Оне су најпогодније, не са гледишта ослободилачке борбе, којима они наносе непоправљиве пакости, да би у том изиграли своју провокаторску улогу, да изазову масовни терор од стране власти, да изазову утисак споља и послуже туђим тежњама у Македонији и на Балкану. Тако су протогеровци у прошлости извршавањем атентата по порци из Софије, припремили расположење за балкански рат. Исту су историју поновили у Србији у предвечерје уласка Бугарске у светски рат.

Неможе данас да се очекује да протогеровци промене своју »славну« традицију страних агената македонског ослободилачког покрета. За жаљење су, али нису ништо чудновате њихове провокаторске терористичке акције у Македонији, којим се могу користити само њихови инспиратори из Рима и Софије, али никако несретни наш народ, који то плаћа по цену нечувених страдања и жртава.

Истинити претставник поробљеног македонског народа јеста данас само В. М. Р. О. (Обединена). Она је носилац идеја и традиција старе В. М. Р. О. Гоце Делчева. Она ужива симпатије и поверење македонског народа и јавља се као његов једини вођа у ослободилачкој борби. В. М. Р. О. (Обединена) се не служи изолованим терористичким акцијама, она је за масовну организацију и за масовну борбу. Она се бори за независну Македонију у границама Балканске Федерације. Она се налази у јединственом револуционарном фронту са свима националним и социјалним организацијама на Балкану, које заступају принцип самоопредељења потлачених народа и које се боре против данашње тираније и реакције у Македонији и у опште на Балкану.

Ето зашто, ми у име македонског народа изјављујемо, да В. М. Р. О. Протогерова нема и неможе да има ничег заједничког с њиме. Македонски се народ буни и гади над њиховим најамничким и провокаторским радом, који само користи непријатељима македонске слободе. Он охотно томе неможе да буде одговоран за њен терористички рад и покушај београдских целата да маскирају убиства извршених

од власти над невиним Македонцима са провокацијама протогеровца, који с правом могу да буду жигосани од свих честитих људи са гађењем и презиром. Нека се прогресивни елементи Европе недају завести. Треба да се смакне маска београдских властодржаца да би се видело лице целата и убица македонског народа.

Злочини српског режима у Македонији немају границе. Слика је страшна!

Ради допуне горе изложеног изнећемо овде неколико података, који најрељефније опртавају положај и стање у Македонији под српском влашћу.

Број политичких криваца прелази данас 1.000. То су највећим делом савршено невини људи, жртве полицијских машинација. Само у Брегалничкој области ухапшено је октобра п. г. после атентата на генерала Ковачевића 400 људи. Ухапшени се муче мукама какве и средњовековна инквизиција не познаје, да би им се само изнудила полицијска признања. Има случајева да су окривљени подписивали пред отвореним гробом од полиције припремљена »самопризнања«. Има многобројно умно поремећених и смртних случајева. Тако је 70 годишњи старац Дилинков нашао своју смрт после зверског мучења у штипском затвору.

Последњих 4 месеца одржано је пред српским судовима 10 великих политичких процеса са 102 оптужена кривца. Један од тих процеса одложено је а други су завршени осуђивањем 9-торице на смрт и 36 људи на 296 г. робије. Зашто и како српски судови суде може да се види из примера двојице Македонаца из Штипа, који су ту скоро осуђени по 4 г. робије, зато што је код њих »наћен« један број »Македонског Дела«.

За исто време убиле су српске војне организације са знањем и уз учешће званичних власти 50 душа. У тај број улазе само она имена које је признала сама београдска штампа. У ствари број убијених прелази 200 људи, не урачунавајући ту 50 милиционера, који су зимус помрли чувајући железничку пругу и мостове од зиме.

Ови убијени Македонци припадали су разним социјалним категоријама и националном пореклу. Међу овим налазимо људе са високим друштвеним положајима какви су: **Ђани бег** у Скопљу, бивши демијетски посланик у Скупштини; **Генов**, апотекар и виђен грађанин из Скопља; **Андрејчин**, адвокат из Тетова и др.

Само последњих двеју недеља забележена су следећа убиства: свештеник **Александар Петров** из Св. Николе, убијен 18 п. м.; **Мицко Ташков**, кмет из села Германијан, убијен 21 п. м.; **Коста Динов** из села Витолишта, убијен 29 п. м.; **Иван Бојацијевић**, трговац из Прилепа убијен 31 п. м.; **Јордан Димитров**, кмет из села Бела, убијен 3 о. м.; **Исмаил Ахмед** из Вевћелије убијен 4 о. м. То су убиства која је београдска штампа забележила.

Излишно је да приметимо, да до сада ни један од убица Македонаца није ухаћен, зато што и сама власт у тим убиствима учествује. Да је то тако, послужимо се констатацијама из једног српског документа поводом убиства горе поменутог Бојацијевића. По томе питању упутио је у Скупштини посланик Василије Трбић министру унутрашњих дела Корншцу интерпелацију у којој између осталог каже: »ноћу између 31 марта и 1 априла у 2 часа убијен је Прилепу Иван Бојацијевић, виђен трговац и индустријалац из Прилепа. Убиство је извршено пред улазом у официрски дом у присуству стражара, који је мирно посматрао када се убица два пута враћао да потпуно умртви своју несретну жртву.«

Ево страшне слике стања у Македонији под српском владавином. Страх и трепет обухватило је становништво. Сељаци бегају у градове, а грађани да спасу своје животе бегају у друге покрајине Југославије. Али спаса нема јер је власт та која их прогони и убија.

При таквом положају стања, преостаје једино енергична и брза интервенција свих напредних и демократских снага да обустави започето дело целата.

Ми смо тога свесни, да званични фактори Европе, који би могли једном рећу да опмену самозаборавност београдских властодржаца, неће прстом мрднути пред том Голготом једног целог народа. Београд то врло добро зна и зато је он тако бруталан.

Али зато има у свету социјалних сила чији су интереси и идеали супротни владајућем реакционарном курсу и који су солидарни са оним поробљеног македонског народа. На њихову помоћ и симпатије као и енергичну интервенцију и рачуна македонски народ.

Верујемо да пријатељи угњетених и потлачених народа неће остати неми посматрачи истребљивања читавог једног народа, чија се сва кривица састоји у томе, што неће да се одкаже од своје националне свести и борбе за људска права и слободу.

Почетком априла 1925 г.

Ц. К. В. М. Р. О. (Обединене)

## Положај села у Југославији

Београд, крајем маја

Послератна привредна криза дубоко је захватила аграрни Балкан а по готову Југославију. Сељачке масе многобројних националности у свима областима, без разлике, било да је то: Србија или Македонија, Хуватска или Војводина, Словенија или Далмација, Црна Гора или Босна и Херцеговина осећају подједнако «плодове» империјалистичког рата, «националног» уједињења и зеленашко-капиталистичког поретка који безобзирно у земљи влада.

Нема сумње, али је потребно истаћи и ту чињеницу да се социјалан положај претежно сељачке земље, каква је Југославија, не сме уопштити и ставити га праволинијски. И у Југославији, као и у свакој другој држави село је социјално диференцирано. Материјално стање сељака различито је исто онако, каква му је разнолика и сама социјално-економска структура посела. А у томе погледу, Југославија и поред извршене «аграрне» реформе (!), спада у ред класичних земаља. Један аграрни мозаик од земљорадника-безкућника, најситнијег земљопоседника до латифундија, фидејкомиса, великопосела и црквених добара, који броје за своје милионе јутара плодне земље и шума.

Данас, готово после десетогодишњице, када је краљевим декретом тобоже укинут крупни посед и извршена «аграрна реформа», актуелно је па и **акутно** питање још увек постојећих колона у Далмацији, чинчија у Македонији, кметова у Босни и Херцеговини а то исто важи и за сиромашне сељаке осталих покрајина који обрађују великопоседничку земљу.

Хиљаде и хиљаде аграрних спорова сељака који су добили на откуп земљу са бившим власницима, локалне побуне сељака у Далмацији и Босни које су оружаном силом угушиване и т. сл. сликовити су доказ аграрног хаоса и очајног стања сељака, и то оних без земље, сиромашних и средњих. У колико је пак сиромашни сељак законски парче земље добио, без инвентара разуме се, у уверењу да га бивши великопоседник неће више давити, дави га држава и данашњи режим разноврсним наметима и обавезама готово страшније по првобитних власника. Овде се специјално ради о покрићу откупа и дуга кога исплаћује држава на терет сиромашног сељака бившим власницима.

Али осим овог Домокловог мача који засеца у најсиромашније слојеве првобитно сељака из покрајина бивше аустро-угарске монархије и Македоније, наступила је под ударцима привредне кризе и режимске антисељачке и антирелигијске политике катастрофа **сељачког задужења**. Широке сељачке масе, а то се нарочито односи на србијанске сељачке масе, искористиле су за време привремене привредне коњуктуре првих послератних година и бациле су се на подизање њиховог ратом упропашћеног добра, инвентара и стоке. Разуме се да је велико-српски милитаристички режим имао у виду пре свега српског сељака и излазио му у сусрет у погледу кредита и осталог како би га незадовољног другогодишњим ратовањем донекле умирио и, истовремено **спремно од њега ослонац** за своје угњетавачке и хегемонистичке циљеве. Такав посредни покушај корумпирања србијанског села преко разноврсних и многобројних ситуација и већих банака властодржаца благодарећи пљачкашкој финансијској и пореској политици режима, привредној и у опште економско-финансијској кризи која је крајем 1924 наступила и која се стално у све оштријим појавама изражава, довели су да сељаштво данас дугује што банкама, што приватним зеленашима више од 4 милијарде динара уз огромне готово стопроцентне камате од тога сама предатна Србија дугује око 2 милијарде.

Огромни намети режимски, самоуправни и општински и милијардовски буџет који је за ових десет година пет пута више повећан учинили су своје.

Ако се овоме дода општа привредна криза индустрије (изузевши ратне!), трговине, занатства и последике исте: пораст индустријских и осталих продуката а огроман (40—60%) пад земљорадничких производа и куповне моћи, јасно је и довољно обележено страховито тешко стање сиромашних сељачких маса.

Под тим и таквим објективним околностима под којима сељачке масе свију нација стењу уз огромну обесправљеност и режим терора, главњаче и убистава разумљиво је да је незадовољство сељачких маса захватило најшире размере. Процес диференцијације на селу развија се рапидно. Пролетаризација маса повећава се све више а, самим тим повећава се и број сељака-пролетера, безкућника који се исељавају преко Океана или повећавају и онако већ велику армију беспослених радника по градовима. Уз све то коси немилосрдно **глад**, више или мање по целој земљи и погађа највише сеоски и варошки сиромашни и радни свет. Перспективе даљег развоја на селу могу се само још

погоршати. Влада садашња а и будуће неће моћи поправити или излечити кризу која влада на селу. Зајам кога властодршци из Лондона очекују **неће** се употребити на спасавање презадужених и опљачканих и онако сиромашних сељачких маса. И ако се случајно оствари овај зајам од 13 милијарди, он ће се поглавито употребити за наоружање и ратне припреме а баћи ће земљу у још горе и црње стање по што је ово садашње. Дали реагирају и како наше сељачке радне масе на ову куту која их мори?

Нешто јединствено и непосредно које би се манифестовало у смислу оног последњег масовног сељачког покрета у Румуније, кога су најсрамније у одсудном часу изневерили вође румунских сељака — још нема.

У пречанским крајевима наметнули су се сељачким масама вође из сељачко-демократске коалиције на челу са Радићем и Прибићевићем. Још увек они држе масе благодарећи илузијама којих се сељачке масе још нису ослободиле, радикалној демагогији и слободи збора и штампе. Они неће како је то рекао Радић 4 маја о. г. у Скупштини («Политика» од 5 маја): «... **онога** (сељака Д. Ј.) **који је био први почетник и творац наше државе учинити крухборцем и очајним револуционаром (!) ... ми нећемо револуције ... него оно што смо ми увек говорили ви слободни радикали (антивуклићевци Д. Ј.) и можда који слободни демократа: учинимо концентрацију (влдае Д. Ј.) најбољих снага ...**» Ето, то хоће они: да заплаше двор и владу па да ускоче у њу а народу кога они представљају како буде. Паипак је критика маса све јачи прети да се претвори у један озбиљан масовни револуционарни покрет који прети извесним симптомима да прегаци своје издајничке вође.

У Србији, где је режим донекле увиђавнији почињу сељачке масе све отвореније да изражавају на зборовима који се јављају одоздо и на којима говоре опозициони посланици српских земљорадника и радикалских незадовољник Настас Петровић своје незадовољство. На таквом једном ванпартијском збору сељака у Ваљеву 11 маја о. г. чули су се на пример повици као: «Нема нам друге него да метнемо у торбице хлеба па да кренемо у Београд»... или «Само ми нећемо да правимо параду као Румуни, ми нисмо Румуни, ми смо срби, а кад пођемо, видећемо како ће бити. Затим су се чули повици: Војска нас прескупо кошта! доле банкар и зеленаши! и. т. д.

И овде као и код пречанских сељака масе изражавају све отвореније сумњу у искреност својих вођа и за сада прете само најозбиљнијим намерама. Треба констатовати и појаву да су србијанске сиромашне сељачке масе крајно незадовољне са политичким режимом који у земљи влада. А самим тим постају све несигурнији средство властодржаца у примени њихове угњетавачке, хегемонистичке политике и припремању нових империјалистичких ратова.

Који је излаз из оваквог стања?

О неком потпуном оздрављењу овог несносног стања не може бити речи у оквиру капиталистичко-милитаристичког поретка у Југославији. **Решење сељачког питања јесте и решење националног питања** а оно је у **васпостављању радничко — сељачке власти**. И све дотле док се не развије та истина у својој потпуности у широком слојевима сиромашног сељаштва а **нарочито србијанског**, као и потреба њихове најуже братске сарадње са осталом браћом око остварења тога циља, не може се говорити о неком решењу сељачког питања у свима његовим варијантама.

Конкретни економски захтеви који могу окупити сељачке масе и за које се сељачке масе свију нација имају борити есу измеђуосталог:

Поништење свих дугова сиромашних и средњих сељака банкама и зеленашима!

Појачана борба против високих пореза, за потпуно ослобођавање сиромашног сељака од порезе, за прогресивно опорезивање имућнијих према према приходима и имовном стању!

За дугорочне безкаматне државне кредите сељаштву! Најшира необавезна државна помоћ гладним и, поделу исте од одоздо створених сељачких комитета!

Дим. Јовановић

## Штрајк на живот и смрт

Рада Вујовић, који је од апелације осуђен на 5 година робије, доведен је на једно острво код Београда. Острво се зове «Ада Циганлија», а шеф је казнионе **Манојло Мрвић**. Стање је на острву ужасно. Осуђеници живу под апсолутно нехигијенским условима. Вода је нездрава, јер је бунар у непосредној близини нужника, ова није изолована па је вода погађена за живот и осуђеници су присиљени да пију мање инфицирану воду из Саве. Осуђеници немају нужника, нема га ни у болници, која је такођер на острву. Има само један нужник за господу чуваре и жандаре:

Nужда се врши по ноћи и дану и једном ведром. За политичке осуђенике нема посебног режима, немају права на књиге, новине, папир и т. д. Људе се тамо ужасно батиња. Одећа се осуђеника не дезинфицирају па се догађа да **здрави осуђеник добије одело умрлога на тифусу**. Стање је очајно. Мора се све учинити да се одатле спаси два одлучна борца Раду Вујовића и Златко Шнајдера, који је тамо већ годину дана. Овај је случај довео осуђенике до таквог очаја да су одлучили да **од недеље, 13 ов. мес. ступе у штрајк глађу**.

У овом је случај:

На 10. ов. мес. чувар је Марчић тако ошамарио старешину у соби Раде Вујовића да је старац двапут пао на

земљу. При том се мора споменути да је он у тешким околностима, да се зове **Милован Станимировић** и да је невин осуђен. Фали му 600 Динара за таксе да обнови процес. Ове шамаре добио је зато што је мирно гледао, како Златко Шнајдер долази Ради Вујовићу у собу. Исти дан био је Златко Шнајдер позван да чисти њужник. Он је то одбио. Чувар је почео да га туче. Рада Вујовић је протестовао, позивао се на закон и шта се догађа? **Осам чувара бацише се на Златко Шнајдера и Раду Вујовића**, испребијаше их тешко дивљачки. Рада је добио такав **ударац чизмом у трбух** да се виде крвави трагови. Одмах му одузеше храну и дуван и одведоше га у самцу. Шнајдер је морао да чисти њужник. **М—кос**

# FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI  
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## Intre Alba-Iulia și împrumutul extern

Alba-Iulia, cu pericolul »revoluției« legat de marea demonstrație, a trecut. Liberalii răsufală ușurat. Național-tărăniștii au căzut la examen. Ei au dovedit prin fapte — sau mai exact: prin lipsă de fapte —, că dincolo de amenințări și șantaj nu merge acțiunea lor politică. Este adevărat că masele populare prezintă încă și de-abia un real pericol pentru stăpânirea bancherilor și generalilor dela București. Dar istoria a dovedit, și mai ales când este vorba de o mișcare de țărani, că o mișcare de masă se pierde ca apa în mlaștină, dacă în capul mișcării nu se află o forță organizată și organizatoare, cu voință de a duce masele în luptă și de a cuceri victoria, fără șovăială în fața tuturor mijloacelor și a sacrificiilor. Alba-Iulia a dovedit că național-tărăniștii nu sunt și nu vor să fie o asemenea forță de conducere a masselor răscolite.

Singurul conducător al masselor țărănești îl poate constitui proletariatul industrial, dar pe acesta stăpânirea are grijă să-l gătuie cu mijloacele celei mai rafinate și sângeroase terori.

Alba-Iulia deci, în loc de a alunga pe liberali, cum anunțau conducătorii național-tărăniști, i-a liniștit. Acuma ei pot da toată atenția și se pot ocupa cu intensitate de problema împrumutului. Căci temeiul acțiunii de răsturnare a național-tărăniștilor nu a fost și nu este mișcarea masselor, mișcarea lor revoluționară; temeiul acestei acțiuni a fost șantajarea stăpânitorilor și compromiterea lor în fața »străinătății« pentru ca să nu poată ieși din criza financiară și economică prin împrumuturi și să fie astfel siliți să ceară — și să plătească prin concesiuni politice și economice — girul național-tărăniștilor. Cu alte cuvinte național-tărăniștii se bazau pe legăturile lor cu capitalul străin pentru a împiedica realizarea împrumuturilor de către liberali.

Ei bine, național-tărăniștii trebuie să se pregătească a fi bătuți și pe acest front. Alba-Iulia a arătat liberalilor, că pericolul »revoluționar« din partea național-tărăniștilor nu este real. Alba-Iulia a liniștit pe liberali. Guvernul Brătianu este deaceia pe punctul de a termina formele de încheiere a marelui împrumut la Paris și de a realiza astfel stabilizarea și începe campania de investiții.

Este drept că liberalii plătesc acest colac de salvare — împrumutul — foarte scump, dar îl plătesc de pe spina reea a poporului. Astfel »Dreptatea«, ziarul național-tărănișt, calculează că dobânda reală a împrumutului, pe care mun-

ciplul București îl tratează paralel cu împrumutul guvernului, este de 18%. În afară de aceasta condițiunile acestui împrumut mai prevăd: ipotecarea tuturor bunurilor și veniturilor comunei, inclusiv tramvaiele care nici nu sunt numai bunuri comunale, iar veniturile să nu mai intre în casa comunei, ci în casa unei bănci oarecare pentru a crea un fond la dispoziția financiarilor care acordă împrumutul.

Condițiunile împrumutului de stabilizarea pe care guvernul îl încheie nu sunt încă cunoscute. Dar două lucruri sunt depe-acum sigure. Întâi, că acest împrumut este legat de angajamente politice de-o mare importanță față de Franța. Al doilea, că guvernul dela București acceptă controlul străin prin intermediul unor împuțerniciți ai consorțiului financiar care acordă împrumutul. După ce au lăsat să cadă programul revalorizării, pe care liberalii îl opuseseră până acuma stabilizării cerute de capitalul străin și preconizate de opoziție, iată-i părăsind acum și platforma demnității și suveranității »naționale« și primind instalarea la Banca Națională a controlorilor străini, hap amar îndulcit cu denumirea de »consilieri tehnici«.

Ceace era de așteptat și de prevăzut se întâmplă deci. Decât să cedeze puterea sub presiunea crizei și a greutăților economice și financiare, exploatate cu vehemență de către național-tărăniști, liberalii cedează mai curând din privilegiile lor economice pornind pe calea împărțirii lor cu capitalul străin. Ei dejoacă astfel planul strategic al național-tărăniștilor. Dar poporul trage ponoasele și capitaliștii străini foloasele.

Împrumutul străin nu poate fi decât un mijloc trecător pentru a contracara manevrele opoziției. Împrumutul străin este un mijloc de a înduleci criza din sânul clasei posedante. Dar criza cea mare, criza socială, criza mizeriei și asuprirei economice și politice a masselor populare și muncitoare, rămâne. România este astăzi țara cea mai scumpă din Europa, costul vieții este cu 80% mai scump decât înainte de război, salariile fac însă numai 50—80% din ce erau înainte de război. Incașările bugetare sunt deficitare. Se zvonește în această privință de o »rectificare« a bugetului, adică de o reducere a lui pe socoteala cheltuelilor sociale și a salariilor funcționarilor. Această criză nu poate fi vindecată nici prin acorduri cu capitalul străin, nici prin compromisuri eventuale cu opoziția însăși.

Vitorul apropiat o va dovedi. Evenimentele vor chema din nou masele în arenă. Și să sperăm că deastădată ele vor merge la țintă peste capul conducătorilor pe cari Alba-Iulia i-a dovedit nevolnici. **I. Mateescu**

## Iarăși intrigi pentru o „schimbare“ de guvern

Infrângerea rușinoasă a conducătorilor național-tărăniști la Alba-Iulia, unde dâșii și-au arătat toată impotența și nevolnicia, a dat curaj iarăși liberalilor, cari tratează acuma cu ironii și bâtaie de joc amenințările cu »revoluția« ale domniilor Maniu, Mihalache & Comp. Dar pedealtăparte spiritul războinic și voința de luptă cu adevărat revoluționară a masselor adunate la Alba-Iulia, care au fost acolo numai o iecoaică redusă și concentrată, ca într-o oglindă convergentă, a masselor rămase la căminurile lor, îi face pe

guvernânții dela București să cadă pe gânduri. Dacă șefii demascați pot fi tratați cu glume, aceasta nu ajunge față de amenințarea masselor.

Și pentru a contracara pericolul din această parte liberalii sunt în căutare după expediente. Se observă o reînviore a activității din partea Partidului Poporului al generalului Averescu. Această activitate este pusă pe socoteala inițiativei discrete a liberalilor înșiși, cari sunt interesați să-și pregătească detașamente de rezervă pentru cazul,

când dânsii vor socoti trebuincios să se retragă pentru un moment dela guvern în scop de a liniști talazurile nemulțumirilor populare. Diferitele tendințe dinlăuntrul Partidului generalului Averescu, care până mai acum câțiva timp manifestau o înclinare centrifugă — spre o înțelegere cu național-tărăniștii, se vorbia chiar de o părăsire a generalului — s-au împăcat pare-se cu șeful lor și s-au pus să aducă »modificări« vechiului program de partid, să-l »reîntinerescă« în vederea unor »situații eventuale».

Cu toate acestea liberalii au sentimentul, dealmintrelea prea întemeiat, că un guvern Averescu n-ar putea singur să constituie un derivatif pentru revolta masselor populare contra liberalilor. Generalul este profund compromis de pe urma guvernărilor precedente. Deaceia liberalii rotesc ochii în căutare de alte »personalități«, care să fie gata a se însărcina cu rolul de interimari ai guvernului liberal. Și asemenea »personalități« se găseseră din destul în România. Iată-l, de-o pildă, pe domnul profesor Iorga. Acest personagiu ascunde, sub o înfățișare »occidentală«, un caracter neaoș românesc, adică bizantin. Dumniasa întretine numeroase legături cu cercuri ale lumii literare și științifice din apus, dar joacă la noi acasă, în țară, rolul respingător de lacheu al palatului și al bancherilor și ciocoilor »stăpâni pe putere. De repetate ori dumniasa i-a »scăpat« pe aceștia în momentele cele mai delicate din situații din cele mai dificile. Înspre dumniasa își întore acum ochii liberalii. Este ade-vărat că liberalii nu sunt deloc înclinați să părăsească puterea în momentul de față. Ei vor să facă stabilizarea monetară, să contracteze mari împrumuturi — și trag nădejde să-și întărească printr'asta situația și să-și prelungească de-abia după asta guvernarea.

Dar omul cuminte se gândește vara la sanie și iarna la plug. Cine știe? Poate că sub valul revoltei populare o să treuiască părăsit etajul de sus (guvernul), pentru a putea scăpa de furtună cel puțin etajele de jos și pivnița (regimul și averile). Ei bine, domnul Iorga nu pare să se împotrivească a ajuta pe liberali în această operație. Domnul Iorga are cu național-tărăniștii o înțelegere de luptă comună. Astăzi dumniasa începe însă să facă dificultăți aliaților săi. Dumniasa declară că nu înțelege să ducă lupta alături de național-tărăniști decât pentru a răsturna pe liberali, dar

și rezervă libertatea de a revendica guvernul numai pentru dumniasa singur în momentul când succesiunea va fi deschisă.

Și liberalii nici nu cer mai mult deocamdată. Generalul Averescu, d. Iorga, d. Titulescu, d. Știrbey — iată o garnitură suficientă pentru a întreprinde la momentul ales o »mare manevră« de înșelare a poporului: o »schimbare« de guvern — care nu ar schimba nimic în fond. Ba liberalii merg și mai departe. Ei șoptesc că pot atrage într'o asemenea »combinație« chiar și pe anumiți național-tărăniști »de dreapta« și că pot pune întreg acest ghiveciu sub preșidenția domnului Oscar Niculescu, președintele Casei. Astfel s'ar da guvernului maximum de înfățișare »neutră«.

O să reușască această farsă? Poate să mai reușască una ca asta? Dacă da, atunci vina o vor avea în primul rând național-tărăniștii înșiși, va fi urmarea politicii lor de jumătăți de măsură. Numai din lipsa unei politici hotărâte din partea lor, lipsă inevitabilă din pricina caracterului lor social, numai din lipsa unei politici care să pună în valoare forța revoluționară a masselor populare, o combinație ca cea arătată mai poate fi posibilă. Tot așa au făcut liberalii și în 1921: au răsturnat guvernul Averescu chiar cu ajutorul național-tărăniștilor, dar Take Ionescu a fost acela care i-a luat locul pentru a-l ceda după două luni lui Brătianu, care l-a păstrat apoi patru ani după aceea. Tot așa s-a întâmplat în 1926: liberalii au părăsit puterea, dar pentru a o ceda generalului Averescu. Și tot așa a fost în 1927: ei au răsturnat pe generalul Averescu, dar pentru a aduce în locu-i, cu concursul stupid al național-tărăniștilor înșiși, guvernul »neutru« al prințului Știrbey, care cedă după o lună frânele puterii din nou liberalilor.

Există un singur mijloc pentru a împiedica pe liberali de a repeta și de așteptat jocul. Acest mijloc este răsturnarea regimului — nu numai a liberalilor, ci a regimului întreg — printr'o mișcare a poporului, care să măture Regenta, monarhia, puterea bancherilor, ciocoilor, generalilor întronând puterea muncitorilor și țăranilor, întronând o republică muncitorească-tărănească.

Dar aceasta nu se poate aștepta dela al-de Maniu, Mihalache și cei de-o samă cu dumniilor. Aceasta se va putea înfăptui numai după înlăturarea lor din fruntea încrederei poporului.

Delablaș

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## Η ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΕΥΤΙΚΗ ΔΙΚΤΑΤΟΡΙΑ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Δεν έτελειωσε ακόμα ο αγώνας των μετριοπαθών βασιλικών και των συντηρητικών και «φιλελευθέρων» βενιζελικών φίλων των για την παγείωση του μηχανισμού του κράτους. Όφειλαν μὲν να άπορριπτουν οι προτάσεις του Μπακοπούλου και άπ' τόν ίδιο τόν ύπουργό της δικαιοσύνης, ο Τουρκοβασίλης όμως βρικόε έπί τέλους διέξοδο. Ο καθηγητής του Πανεπιστημίου Ηλιόπουλος προσέφερε τó ζητούμενο νομοσχέδιο, τó όποϊον ναι μὲν λαμβάνει σε μεγάλο βαθμό ύπ' όψη τó «Σύνταγμα», χειροτερεύει όμως άκόμη τόν νόμο άσφαλείας, ούτως ώστε αναγκάστηκαν τά πλατύτερα στράματα του πληθυσμού να άμυνθοϋν. Μόνο ή έπελθοϋσα στοιχειώδης καταστροφή μπόρεσε να αναβάλη τόν αγώνα πρός υπεράσπιση. Ο κ. καθηγητής δεν άρκέστηκε με την καταδίωξη της γραπτής και προφορικής ζύμωσης έναντίον των τσεσάρων στηριγμάτων του κράτους, τις κοινωνικές, πολιτικές, θρησκευτικές και οικογενειακές διατάξεις. Άκόμη και με την προβολή ταινιών μπορεί κανείς να τιμωρηθί με έξάμηνο φυλάκιση.

Έκεινος ο όποϊος προσπαθεί να υποθάλη τó μίσος και την έχθρότητα τιμωρείται. Άν δεν ήταν ή δικαιοσύνη στα χέρια ενός τόσο δοκιμασμένο μεταξάκικου, όπως είναι ο Τουρκοβασίλης, θά μπορούσε κανείς να ρίξει δύο τρίτα των ελλήνων καπιταλιστών στη φυλακή, γιατί αύτή με την παράβαση του συμφάνου της Ουασικτόνως με ύπερμετρο μακρά ήμέρα εργασίας, με τó σπάσιμο του μεροκαμάτου και τις άπολύσεις, έρεθίζουν και υποθάλουν τις έχθρότητες, έναντίον της ίδιας των κοινωνικής τάξης, ο νόμος όμως δεν έννοείται έτσι. Οι αίτιες της έξερέθισης δεν έξετάζονται, μόνο οι ένέργια τους κρίνεται και ή τιμωρία της έξορίας (πού λέγεται τώρα άστυνομική έπιτήρηση) φθάνει ως πέντε χρόνια. Φυλάκιση και έξορία δεν έπιβάλεται μόνο για την σύνταξη έπαναστατικών ντοκουμέντων αλλά επίσης και για την έκδοση και τó πούλημα τους. Άκόμη και άνακοινώσεις πούνε γραμμένες με τó χέρι, δηλ. στην πράξη χειρόγραφα, τά όποια δεν δώθηκαν άκόμη πρός έκτύπωση μπορούν να έκδικηθοϋν με 6 μηνών φυλάκιση και με μερικών ετών έξορία.

اقتباسی ایده رک قرالره ویردکری قوتلری. انقلابیلر کویا آرا ایله اکثریت قازانان بر هیته ویریور او Souverain «معنوی» قوتی بو صورتله تشخص ایتدیریور. اسکی حکومتلره معنای حاکمیت غیر طبیعی ایدی. بو کون دها کنیش، دها مطیح، دها حایه کار بر فورمول لازمدر. اسکی سی کبی état نك «حکومتک» استاد ایده جکی حق تمامیه سویره قتیف «غیر عیانی» دکل عیانی اولمالیدر. بوده بویه اکثریتک، عددک ویردیکی حقله دکل décentralisation و یاخود فده راتیف شکلریله اولور. بو شکلره استاد ایدن قانونلر، حکومتلر مشروعدر. آنجاق بو صورتله ماتی، ملتلی تمثیل ایده ییلیرلر. بویه اساسات اجتماعیه کوره شکل ایده جک اولان حکومتلرک سیاستلی دها رحیم دها معتدل، دها انسانلی در بونلر interdependence اساساتی اوزرینه مؤسدر. بو اساسات انسانیت کومه لرینی برلشدیره جک ضعیف و قوی ی مسعود ایده جک اساساته مستند اولاجقدر.

پروفور کامل بالا

وظیفه لری واردر حکومتیلر منسوب اولدقلری ملتلرک افندیلری، صاحبلی دکل خدمتیلریدر. اولرک ملتره قارشلی وظیفه لرینی یاپماقدن باشقه حقلری یوقدر. حاکمیت حکومت ادعاسنده بولنان حکومتلرک اللرنده کی قانونلرک مشروعیتلرینی ادعا ایدرلر حالبوکه اللرنده کی قانونلر حاکمیت ملیه نك محصله سی اولاماز افکار عمومی یی تمثیل ایتسه بویه اقلیت، او قانونلری قبول و تصدیق ایتیش دکدر. بویه قانونی یاراتان، میدانه چیقاران عدد و کثرتدر. حالبوکه دهموقراسی، حقیقی ملتجیلک کثرتک حاکمیتده دکدر. شمده یه قدر یاییلان قانونلرک مستبدلرک احتراصلرینی هیچ بر وقت منع ایده ممشدر. Puissance Publique «افکار عمومی» بو کله ماضینک دور استبدارده کی احتیاجاتدن دوغشدر بو کون بو کله نك موقع استعمالی یوقدر بو کله تمامیه abstrais در. عدده، اکثریته استاد آ یاییلان قانونلری، پارلامنتاریزم قانونلری اسکی مونارشلی اداره سندن باشقه بر شی دوغور مامشدر. اسکی قرالرک قوتلری بو قانونلره ماژوریتیه، اکثریتیه ویردی. یعنی اسکی حقوق شناسلرک روما قانونلردن

Ἰδίως κτυπητό είναι τὸ γεγονός ὅτι ὁ νόμος περὶ Κομμουνισμοῦ γι' αὐτὸ χρησιμεύη, γιὰ νὰ διαλυθοῦν ὅλα τὰ σωματεῖα ἢ ὅλες οἱ ἄλλες ὀργανώσεις, οἱ ὁποῖες διαδίδουν ἀνοικτὰ ἢ κρυφὰ ἀπόψεις, οἱ ὁποῖες ἐπιδιώκουν τὴν βίαια ἀνατροπὴ ἢ κυρήτουν τὸ μῖσος ἐναντίον κοινωνικῶν τάξεων. Δὲν ὑπάρχει κανένα σωματεῖο τὸ ὁποῖο δὲν θὰ μπορούσε νὰ διαλυθῆ ἐπὶ τῆ βάσει αὐτῶν τῶν ὄρων. Ἡ προσοκειότης ἑνὸς δημοσίου ὑπαλλήλου σὲ ἓνα τέτοιο σωματεῖο μπορεῖ νὰ τιμωρηθῆ μὲ ὀριστικὴ ἀπόλυση. Δὲν εἶναι θαῦμα ἂν ἀρχίζον νὰ ὑπερασπίζονται καὶ οἱ πειὸ συντηρητικοὶ κύκλοι. Στὴν Συνομοσπονδία τῶν Δημοσίων ὑπαλλήλων ὅπου κοντὰ σὲ προοδευτικὰ στοιχεῖα κάθονται καὶ ἄνθρωποι ποὺ βρίσκονται δεξιά καὶ ἀπὸ τοὺς μεταξασακικούς πάρηκε μιά κατηγορηματικὴ διαμαρτυρία ἐναντίον τῆς κυβέρησης. Δικαίως ὑπογράμμισε ἡ ἐκτελεστικὴ τῶν δημοσίων ὑπαλλήλων ὅτι μὲ τὴν ψήφιση αὐτοῦ τοῦ νομοσχεδίου θὰ μπορούσε νὰ καταπιεθῆ κάθε κίνηση τῶν ὑπαλλήλων.

Ἡ ἐκκλήση τῶν ὀμοσπονδιῶν τῶν δημοσίων ὑπαλλήλων τῆς Ἑλλάδος ὀμιλεῖ γιὰ τὴν ὑπεράσπιση τῆς ἐλευθερίας τῆς σκέψης καὶ τῆς συνείδησης. Οἱ ἐργάτες ἐπισιτισμοῦ, οἱ καπνεργάτες διαμαρτύρονται ἀκόμη δὲ καὶ ἡ Γενικὴ Συνομοσπονδία ἢ ὅποια κατ' οὐδένα τρόπο εἶναι μιά ἐπαναστατικὴ ἀρχή, ἀπευθύνθηκε στὶς προσκεκολλημένες ὀμοσπονδίες καὶ τὰ μέλη τῆς καὶ ζητεῖ τὴν μὴ ψήφιση τοῦ νομοσχεδίου. Στὴν ἐκκλήση τῆς ὀμιλεῖ γιὰ μιά συνασπισμένη ἐπίθεση τοῦ κράτους καὶ τῶν καπιταλιστῶν. Μέτρα λαμβάνονται γιὰ νὰ ὀργανωθῆ ὁ ἀμυντικὸς ἀγῶνας. Δὲν εἶναι ἀριστερὰ στοιχεῖα αὐτοὶ ποὺ μιλοῦν ἔτσι. Εἶναι ἐχθροὶ τοῦ ἐργατο-ἀγροτικοῦ συνασπισμοῦ, οἱ ὁποῖοι κάτω ἀπὸ τὴν πίεση τῶν γεγονότων δὲν ἔχουν τίποτε ἄλλο νὰ διαλέξουν παρὰ τὴν ἀπόκρουση τῆς κοινοβουλευτικῆς Δικτατορίας. Ἐνφ τὸ νομοσχέδιο συζητεῖται ἀκόμη προπορεύεται ἡ πράξη ἀπὸ τὴν θεωρία. Οἱ ἐξορίες δὲν ἐπαυσαν, καὶ τὸ ἐθνικὸ δυστύχημα τοῦ σεισμοῦ γίνεται ἀφορμὴ γιὰ νὰ κάμουν τὶς ἐργαζόμενες μάζες τελείως ἀνυπεράσπιστες. Ἄς πᾶν νὰ διαμαρτύρονται ὅλες οἱ ἐργατικὲς ὀμοσπονδίες μὲ σπάνια ἐνώτητα, ἄς πᾶν νὰ ἀνθίστανται ἐναντίον τοῦ νομοσχεδίου διανοούμενες δυνάμεις οἱ ὁποῖες δὲν ἔχουν τίποτε τὸ κοινὸ μὲ τὶς ἐργατικὲς μάζες, ὅπως εἶναι οἱ δικηγόροι, ἡ κυβέρηση ἐπιμένη στὸν σκοπὸ τῆς, θέλει νὰ ἐξασφαλίση τὴν αὐτοκρατία τῶν κτημόνων ἀνωτέρων στρωμάτων πᾶνω ἀπὸ τὶς ἐργαζόμενες μάζες, γιὰ νὰ κρύψῃ κάτω ἀπὸ τὸ πέπλο τοῦ κοινοβουλευτισμοῦ τὴν ἀντιδημοκρατικὴ ὀλιγαρχικὴ κυριαρχία.

Ὁ ἀποκλεισμός τῶν 10 βουλευτῶν τοῦ Ἐργατο-ἀγροτικοῦ συνασπισμοῦ ἦταν ἡ ἀρχή, ὁ ἀντιαπεργιακὸς νόμος ἦταν ἡ συνέχεια αὐτῆς τῆς τακτικῆς, καὶ ὁ λεγόμενος «νόμος περὶ κομμουνισμοῦ» ὁ ὁποῖος στὴν πραγματικότητα εἶναι ἓνας ἀντισωματιακὸς νόμος θὰ βάλη τὴν κορωνίδα.

Ὁ Πάγκαλος ζεπεράστηκε ἀπὸ τοὺς ἀντιπάλους του. Οἱ προσπάθειες τοῦ βιαίον Βοναπαρτισμοῦ ἐκπληροῦνται ἀπὸ τὴν κυανὴ δημοκρατία.

Ἡ δουλοπαροικία τῆς Ἑλλάδος, οἱ ἀντεθνικὴ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ στὴν ὑπηρεσία τοῦ ἀγγλο-ιταλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ βρίσκει τὶς ἐσωπολιτικὲς του ἐπιδράσεις. Τὸ 1875 ἰδρύθηκε τὸ πρῶτο ἐργατικὸ φύλλο σὲ ἑλληνικὸ ἔδαφος. Οἱ ἐργάτες ἐβαλαν τότε τὴν βάση γιὰ μιά κίνηση, ἢ ὅποια πρόκειται νὰ καταπιεθῆ ὑπὸ τὸ σημεῖο τῆς κοινοβουλευτικῆς κυβερνητικῆς δικτατορίας. Δὲν φοβᾶνται οἱ κυριαρχοῦντες πλουτοκράτες ὅτι μιά μέρα θὰ ἀντιμετωπίσουν τὰ λόγια ποὺ γράψανε οἱ προπάτορες τοῦ ἑλληνικοῦ ἐργατικοῦ κινήματος στὰ 1875 «Κλείστε τὰ βιβλία τοῦ παρελθόντος!» Ἡ ἀμυντικὴ δράση τῶν ἐργαζομένων θὰ συντρίψῃ τὶς παγκαλικὲς μεθόδους τοῦ συνασπισμοῦ τοῦ κέντρου, καὶ θὰ κάμῃ τότε πραγματικὴ τὸ σύνταγμα, τὸ ὁποῖο στέκεται σήμερα γραμμένο σὸ χαρτί. Θὰ εἶναι ὀμος ἓνας «Χάρτης» ὁ ὁποῖος θὰ εἶναι ὅλας δι' ὅλου ἄλλως ἀπὸ αὐτὸν ποὺ βγήκε ἀπὸ τοὺς ἀντιβενιζελικούς καὶ τοὺς ἀντιβενιζελικούς ὕστερα ἀπὸ ἓνα κοινοβουλευτικὸ παζάρεμα.

Θὰ εἶναι ἓνας Χάρτης τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ, ὑποδειχθεῖς ἀπὸ τὶς ἀνάγκες τῶν ἐργαζομένων μαζῶν, τῶν ἀπελπισμένων ἀγροτῶν τῶν καταπιεζομένων ἐργατικῶν μαζῶν καὶ τῶν ἐξαθλιωμένων ἐπαγγελματιῶν. Ὁ ἀγῶνας γιὰ τὴν κοινωνικὴ ἀπελευθέρωση εἶναι πραγματικὰ ἓνας ἐθνικὸς ἀγῶνας, γιὰτὶ κατευθύνεται ἐναντίον τῆς ἱμπεριαλιστικῆς κυριαρχίας πᾶνω ἀπὸ τὸν ἑλληνικὸ λαὸ. Ἀσπᾶει νὰ ἔχε λικβιντάρει ὁ Μιχαλοκόπουλος τὸ παρελθόν του, καὶ νὰ ἔγινε ἀπὸ ἓνας ἀντιπρόσωπος τῆς ἰδέας τῆς ὀμοσπονδίας ἓνας λακὲς τῆς Ἰταλίας, οἱ μάζες τῆς Ἑλλάδας θὰ ἐπαληθεύσουν, στὸν ἀγῶνα τοὺς ἐναντίον τῆς κυριαρχίας τῶν ἐκμεταλλευτῶν του, τὰ λόγια ποὺ ἔγραψε τὸ πρῶτο ἐργατικὸ φύλλο «Ὁ Ἐργάτης» τὸ 1875.

Ἡ ὀμοσπονδία τῶν ἀπελευθερωμένων βαλκανικῶν λαῶν θὰ πραγματοποιηθῆ καὶ πρέπει νὰ πραγματοποιηθῆ. Σὰ μιά μακρυνὴ ὑπενθύμιση κτυπᾶ ὁ λόγος τῶν προπατόρων τοῦ ἑλληνικοῦ ἐργατικοῦ ζητήματος. «Κλείστε τὰ βιβλία τοῦ παρελθόντος!»

Μέλιγκος

# بalkan قده راسيونى

هر اون نش كوده انتشار ايدر  
بalkan اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعه سيدر  
بالعموم balkan اسانلرنده باريلمقده در

حكومتر ناصل اولماليدر.

ليزايه

حدود بوينه اولمك ايچون كيمز زواللي كويلى بورغون، بيراق و جوديله، صباتى ترلاستنده سهرىك براغير هايدى حربيه، حدود بوينه ديرلر. وطنه خدمت لازمدر ديرلر چولوق چوجوغى براغير وطنى مدافعه يه كيدر نه اولاجق كه حربى قازايرسه فضله اككمي ييهجك، دهها كوزل بر خانه دهمى ياتاجق؟ دهها ايمى كوي نهجك؟ بلمكس او حدود بوينه اولهجك، چوجوفلى بو حراب قولبه نك اطرافنده مالارايادن، آچلقدن ايكله يه، ايكله يه قولبه يي ترك ايدهجك آرتق ايش يامبورسكز بوراده دورامازسكز حربدن دونن غازيلر بورالده قالاجق اولر تارلاي ايشله يهجك در ديرلر. حربدن دونن نه او قولبه در. اوله نك عائله سى، خانه سى يقين اولنده اولومه محكومدر. كويلى يه، عمله يه بو جنايتلى بو فاجعه لى مقدارى يايان، كوسترن كدى ملتك طفيلى طبقه سى، كدى ملتك صيرمه لى، اونى فورمالى طبقه سيدر بوتلك المرنده قانونلى وارددر او قانون ديدكلرى كيوتين ماكه سيله هر استدكلرينى يابازلر قانونلرينى آرزولر نه كوره دكشديرلر بوتلك حال حاضر حكومتلريدر. حال حاضر حكومتلرله اطرافدن فه نودال قلاسيدير. بو مقاله حكومتلر ناصل اولماليدر اولردن بخت ايدهجك بو كونكى كونده تشكيلات اجتماعه آرتق Souverain étatique، بر حاكميت حكومت قبول ايتمه مكددرر آرتق حكومتلر ملي بر رفوورتيف شركلر حاله كيرمك مجوريتنده درلر. آرتق حكومت مليه حكومت مطلقه نك يرته كچمكده درلر. حكومتلر اداره ايتدكلرى ملتلى قوماندا ايتمكله تميل ايتمز بلعكس اولرلك خدمه ليدرلر اولكى حكومتلر ملي اداره ايتمكله بر حقلرى اولدغى ادعا ايدرلدى حقيقي حكومتلر ايسه حقلرى دكل

اولكى مقاله ده balkanده اجراى شقاوت ايدن شمديكى حكومتلر انتريقه لرينى و كدى ملتليه يادقلى جتايتلى يازمش، balkan ملتلرينك، balkan كويونسك كدى دشمنى طائديرمشدم. كويلى عمله كدى دشمنى ييليزسه آرتق اونك ايچون فلاكت، اونك ايچون اولوم يوقدر ديشدم. balkan ملتلى بربرينه دشمن اولاماز. اولرلك اخلاقلى بر، عادتلرى بر، اقليملى، منتقلى بردر. بربرينه بو قدر چوق مناسبترله، سببله برلشمش ملتلر نيچون بربرينه دشمن اولسون. بو طوپراق هميشه سبلكه كافيدر و فضله در ييله بلغارلك دشمنى صرب دكل كدى قانندن اولان بلغاردر. صربك دشمنى بلغار، آرنانود دكل يه صربدر. بلغارلك، صربك، رومك آرنانودك بر صنف طفيلى، پارازيت خلقى واردركه كدى ملتك عاجز طبقه سى نهزمك اولرلك قاننى ايمك ايله ياشار مامور اولور، ضابط اولور ربه لى بك، شوليه، فه نودال اولور. بو صفتلرله كويلى يي نهز، جاهل براغير او زواللى كويلى يي بر ضعيف ايتك مرتبه سندن دهها دون بر حاله صوقار ضعيف ايتك ديدم چونكى او بلكرك، او طيفكى صنفك اينكلرى هر حاله ايتكى باقديردغى كويلى دن دهها قيمتليدر اينكك اشكجه سى يوقدر اينكك غدا سى يكسوق و مؤمندر. زواللى كويلى ايسه هر وقت بلك تهديدى آلتنده در بك ايسترسه اونى چولوق چوجوغيله قولبه سندن طيشارى آثار او زواللى همج بر شيه مالك دكلدر. اينك بك حسابه، طيفكى طبقه حسابه، حربه،

Adresse du journal:  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

## SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

**Texte français (pages 1957-1970)**  
*Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:* Mario Bergamo  
*P. Louis:* La Petite Entente et les intrigues fascistes  
*D. Vlakhoff:* Le Comité Central Balkanique de l'Amérique  
*I. Mateescu:* Entre Alba-Iulia et l'emprunt étranger  
*Delablaj:* Un nouveau complot libéral se prépare  
*Bedri Pejani:* L'Albania non si tocca  
*D. Vl.:* Le renforcement de la terreur en Bulgarie  
*Le mouvement international pour l'Amnistie en Bulgarie*  
*D. Jovanovitch:* La situation du village en Yougoslavie  
*R. Kremenovitch:* Dix années de terreur blanche et d'oppression nationale en Yougoslavie  
*La Macédoine sous joug serbe livrée aux assassins*  
*S. Zavoisky:* La situation des Macédoniens dans la satrapie de Matcovitch  
*C. Novakovitch:* La Macédoine aux Macédoniens!  
*Appel à l'Opinion Publique en Faveur de la Bessarabie*  
*La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements*  
**Texte allemand (pages 1970-1977)**  
*Appell des Zentral-Comités der ORIM (Vereinigste)*  
*D. Vlakhoff:* Die Erdbebenkatastrophe in Bulgarien und die „Aktion“ der Regierung Liaptscheff  
*Mavros:* Der Terror in Griechenland  
*D. Vl.:* Der 25. Todestag Gotsé Deitscheffs  
*M-kos:* Streik auf Leben und Tod  
**Texte albanais (pages 1977-1978)**  
*Enquête-a e jonë permbi Federacionin Balkanik:* Maximilian Hesse  
*B. Pejani:* Muzikantët në Shqypni IV  
*Drapani:* Festa e Majit

**Texte bulgare (pages 1979-1981)**  
*Пол Луи:* Балкански недоверия и дунавски интриги  
*Р. Кременович:* Десет години бел терор и национален гнет в Югославия  
**Texte serbe (pages 1981-1985)**  
*Наша анкета о Балканској Федерацији:*  
*Едуард Верништајн — Компер-Море*  
*Апел Ц. К. В. М. Р. О. (Обединене)*  
*Д. Јовановић:* Положај села у Југославији  
*М-кос:* Штрајк на живот и смрт  
**Texte roumain (pages 1985-1986)**  
*I. Mateescu:* Intre Alba-Iulia și imprumutul extern  
*Delablaj:* Iarăși intrigi pentru o „schimbare“ de guvern  
**Texte grec (pages 1986-1987)**  
*Μέλιχος:* Η κοινοβουλευτική δικτατορία της ελληνικής δημοκρατίας  
**Texte turc (pages 1987-1988)**  
 پروفيسور كامل بالا: حكومتلر ناصل اولماليدر.